

Prospectus d'Emission par offre au public et d'Admission de Titres Senior Non Préférés Crédit Agricole S.A.

A TAUX FIXE ET INTERÊTS TRIMESTRIELS

1,55 % février 2018 / février 2028

d'un objectif de montant nominal minimum de 90 000 000 euros

susceptible d'être porté à un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros

Code valeur FR0013308426

Les « Obligations »

Les obligations senior non préférés (ci-après les « Obligations ») se distinguent des autres obligations senior classiques (autrement appelées « senior préférées ») par leur rang de créance contractuellement défini par référence à l'article L613-30-3-I 4° du Code monétaire et financier.

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 1,56 %. Il ressort avec un écart de taux de 0,82 % par rapport aux taux des emprunts d'État français de durée équivalente (0,74 %) (*), constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Durée d'investissement conseillée : 10 ans. Toute revente des obligations avant l'échéance peut entraîner un gain ou une perte en capital.

Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans le présent Prospectus et en particulier, les facteurs de risques énumérés et ce en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement.

Le prix de revente est notamment fonction de l'évolution des marchés, du risque de signature de l'Émetteur et de l'existence d'un marché secondaire tels que décrits dans les facteurs de risques mentionnés dans le présent Prospectus.

Les Titres de Créance, en tant qu'obligations senior non préférées par référence à l'article L613-30-3-I 4° du Code monétaire et financier, sont des titres de créances obligataires de rang inférieur (junior) aux obligations et autres instruments senior préférés actuels ou futurs (i.e. qui entrent implicitement ou explicitement dans la catégorie définie à l'article L613-30-3-I 3° du Code monétaire et financier) et de rang supérieur (senior) aux obligations et autres instruments subordonnés actuels ou futurs. Ils comportent des risques spécifiques liés à ce rang de créance en ce sens (i) qu'ils ne seront remboursés, en cas de liquidation judiciaire de l'Émetteur, qu'après les porteurs des obligations et autres instruments senior préférés de l'Émetteur, s'il reste des fonds disponibles, et (ii) qu'ils peuvent faire l'objet, en cas de mise en œuvre de mesure de renflouement interne (en cas de résolution de l'Émetteur), d'une conversion en capital de l'Émetteur (fonds propres de base de catégorie 1) ou d'une dépréciation totale ou partielle avant les obligations et autres instruments senior préférés et après les obligations et autres instruments subordonnés, existants ou futurs.

La valeur nominale unitaire des Obligations est fixée à 15 000 euros. La souscription de ces titres est possible pour une clientèle non professionnelle dès lors qu'avisée et bénéficiant d'une capacité financière suffisante, ou professionnelle (telle que définie par les articles L 533-16 et D 533-11 du Code monétaire et financier).

Les demandes de souscriptions seront reçues du 10 janvier 2018 au 30 janvier 2018 (sauf clôture anticipée sans préavis au gré de l'Émetteur)

PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Ce prospectus (le « **Prospectus** ») est composé

- du communiqué de presse du 9 mars 2016 relatif au Plan à Moyen Terme 2019 intitulé « Ambitions Stratégiques 2020 » ;
- du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148, ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 1^{er} avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01, le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02, le 12 août 2016 sous le numéro D.16-0148-A03 et le 10 novembre 2016 sous le numéro D.16-0148-A04 ;
- du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2017 sous le numéro D.17-0197, ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0197-A01, le 12 mai 2017 sous le numéro D.17-0197-A02, le 10 août 2017 sous le numéro D.17-0197-A03 et le 10 novembre 2017 sous le numéro D.17-0197-A04
- du résumé du Prospectus ;
- et du présent Prospectus.



Visa de l'Autorité des Marchés Financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 18-006 en date du 8 janvier 2018 sur le présent Prospectus. Ce Prospectus a été établi par l'Émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce Prospectus sont disponibles, sans frais, aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) auprès de :

Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 12 Place des Etats Unis – 92127 Montrouge Cedex.

Il est disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org

ou sur le site Internet de l'Émetteur : www.credit-agricole.com

Responsable de l'information : Monsieur Philippe BRASSAC, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

(*) taux constaté aux environs de 10 heures 17 en date du 8 janvier 2018

SOMMAIRE

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS.....2

FACTEURS DE RISQUES 17

CHAPITRE I DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE34

CHAPITRE II RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’EMISSION40

CHAPITRE III EVENEMENTS RECENTS54

CHAPITRE IV RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES
.....56

MENTIONS LEGALES, COUPON-REPOSE 58

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Prospectus d'Emission par offre au public et d'Admission de Titres Senior Non -Préférés Crédit Agricole S.A.
À TAUX FIXE ET INTERÊTS TRIMESTRIELS
 1,55 % février 2018 / février 2028
 Code valeur : FR0013308426
 d'un objectif de montant nominal minimum de 90 000 000 euros
 susceptible d'être porté à un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros
 Les « Obligations »
 visa AMF n°18-006 en date du 8 janvier 2018

Le résumé qui suit est conforme aux exigences de la directive 2003/71 du Parlement et du Conseil (telle que modifiée, la « **Directive Prospectus** ») et du règlement 809/2004 de la Commission (tel que modifié, le « **Règlement DP** ») mettant en œuvre la Directive Prospectus, y compris les exigences de contenu spécifiées en Annexe XXII du Règlement DP. Ces exigences s'appliquent aux titres ayant une valeur nominale de moins de 100 000 euros (ou sa contre-valeur dans toute autre devise) et le résumé ci-après s'adresse aux investisseurs potentiels dans ces titres.

Le résumé doit contenir des informations désignées sous le terme « Élément(s) ». Ces Éléments figurent dans des sections numérotées de A.1 à E.7. Ce résumé contient tous les Éléments qui doivent être inclus dans un résumé pour le type de valeurs mobilières et d'émetteur considéré. Étant donné que certains Éléments ne sont pas pertinents en l'occurrence, il peut y avoir des sauts dans l'ordre de numérotation des Éléments. Par ailleurs, quand bien même un Élément pourrait devoir être inséré dans le résumé en raison du type de valeurs mobilières et d'émetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée à propos de cet Élément. Dans ce cas, une brève description de l'Élément concerné est incluse dans le résumé avec la mention « sans objet ».

Élément	Section A – Introduction et avertissements	
A.1	Avertissement au lecteur	Ce résumé doit être lu comme une introduction au présent Prospectus et est fourni afin d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Obligations, mais ne remplace pas le Prospectus. Toute décision d'investir dans les Obligations doit être fondée sur un examen exhaustif du présent Prospectus par l'investisseur, en ce compris tous les documents incorporés par référence et tout éventuel supplément. Lorsqu'une action en justice est intentée concernant l'information contenue dans le présent prospectus devant une juridiction d'un État Membre de l'Espace Économique Européen (un « État Membre de l'EEE »), le demandeur peut, conformément à la législation nationale de l'État Membre de l'EEE dans lequel l'action est intentée, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. En application de la transposition des dispositions pertinentes de la Directive Prospectus dans chaque État Membre de l'EEE, aucune responsabilité civile ne sera attribuée à l'Émetteur dans un État Membre de l'EEE sur la seule base du présent résumé, y compris toute traduction, sauf si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du présent Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Obligations.
A.2	Consentement	Crédit Agricole S.A. (l'« Émetteur ») consent à l'utilisation de ce prospectus par les Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel (les « Caisses Régionales »), auprès desquelles les souscriptions seront reçues en France. Ce consentement est donné pour la période de souscription des Obligations, c'est-à-dire, entre le 10 janvier 2018 et le 30 janvier 2018 (à 17h). L'Émetteur n'autorise pas, à la date du présent Prospectus, l'utilisation du Prospectus par d'autres intermédiaires financiers. Les informations sur les conditions de l'offre fournies par les Caisses Régionales sont valables pour la période de souscription des Obligations. Toute nouvelle information concernant les Caisses Régionales inconnue au moment de l'approbation du Prospectus sera publiée sur le site Internet de l'Émetteur www.credit-agricole.com.

Élément	Section B – Émetteur	
B.1	Raison sociale	Crédit Agricole S.A. (l'« Émetteur »)
	Nom commercial	Crédit Agricole
B.2	Siège social	Crédit Agricole S.A., 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex, France
	Forme juridique	L'Émetteur est constitué sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration. L'Émetteur a été agréé en qualité d'établissement de crédit – banque mutualiste ou coopérative en France par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »).
	Législation régissant les activités de l'Émetteur	L'Émetteur est régi par le droit français et plus particulièrement par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre II (deux) du Code de commerce. L'Émetteur est également soumis aux dispositions du Code monétaire et financier notamment ses articles L.512-1 et suivants et L.512-47 et suivants, de la loi n° 88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et à ses statuts. Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de l'Émetteur lorsque celui-ci est défendeur.
	Pays d'origine de l'Émetteur	France
B.4b	Tendance connue ayant des répercussions sur l'Émetteur et ses secteurs d'activité	
	Les conditions macroéconomiques et des marchés financiers ont un impact sur le groupe Crédit Agricole et les marchés sur lequel il opère Le regain d'optimisme qui règne à la fin du premier semestre 2017 peut être résumé par les propos tenus par Mario Draghi en mai à Tel Aviv : « La crise est maintenant derrière nous. La reprise dans la zone euro est solide et se diffuse à un nombre croissant de pays et de secteurs. La demande interne, soutenue par la politique monétaire de la Banque Centrale européenne (la « BCE »), est le pilier de cette reprise. [...] le chômage, bien que toujours trop important, est à un plus bas depuis huit ans. Dans le monde entier, le secteur financier est plus résistent. Les perspectives économiques mondiales s'améliorent également, et les risques baissiers se modèrent. » L'année 2017 avait toutefois débuté sous le signe des turbulences politiques. Même si le choc initial a été peu ou prou digéré, les « surprises » de 2016, Brexit et élections américaines, ont continué d'agiter la scène politique et financière tout au long du semestre au gré des annonces et autres péripéties. En Europe, les craintes qui planaient sur la pérennité de l'Union européenne et de la zone euro ont peu à peu cédé du terrain. Les partis europhobes ont en effet moins percé que prévu lors des différents scrutins en Autriche fin 2016, au Pays-Bas en mars et surtout en France où un Président résolument pro-européen a été élu. Ces incertitudes politiques ont au début de l'année fait douter de la solidité des signaux favorables renvoyés par les indicateurs économiques fin 2016, en particulier en Europe. Pourtant, de mois en mois, les enquêtes n'ont fait que confirmer le net regain de confiance et d'optimisme des agents économiques et les données dures (production industrielle et ventes au détail par exemple) ont ensuite matérialisé cette amélioration. La croissance s'est montrée solide et surtout, en Europe et aux États-Unis, l'investissement productif, chaînon jusque-là manquant d'une croissance pérenne et auto-entretenu, a enfin repris des couleurs. La consommation est restée dynamique même si les hausses, légères, du prix du pétrole, de l'inflation et des taux ont pu constituer un frein aux dépenses des ménages. En revanche, le renforcement du cycle économique a eu un impact plus limité qu'escompté sur l'inflation. Les mouvements qu'ont connus les marchés financiers ont été le reflet des évolutions de leur perception à l'égard des événements politiques puis des signaux sur la croissance et l'inflation du semestre. Au total, après un début d'année plutôt favorable, la faiblesse de l'inflation relativement à la dynamique de la croissance, et la sortie des politiques monétaires accommodantes sont les questions clés qui ouvrent le second semestre. La croissance dans les pays développés en effet se raffermir (de +1,6% en moyenne en 2016 elle passerait à +2% en 2017), le marché du travail s'améliore alors que les salaires et les prix font preuve d'une surprenante sagesse. Le cycle se développe ainsi sans qu'aucun risque caractéristique d'un retournement de tendance ne se manifeste. Aux États-Unis, aucune mesure significative de relance ou de protectionnisme n'est attendue en 2017 malgré les promesses de D. Trump. La croissance se maintiendra néanmoins au-dessus de sa tendance de long terme. Dans ce contexte, la Fed devrait maintenir sa politique de retrait graduel des mesures d'assouplissement monétaire en poursuivant la hausse progressive de ses taux et en commençant à réduire la taille de son bilan. Le gradualisme du resserrement de la politique monétaire américaine détériore finalement peu les conditions financières des pays émergents et l'accélération progressive de leur croissance se poursuit (+4,4% en 2017 après +4,1% en moyenne).	

En Europe, la croissance devrait gagner en autonomie (+2% en 2017 en zone euro après +1,8% en 2016) grâce au renforcement de l'investissement (+5% après +3,4%) qui bénéficie de meilleures perspectives de débouchés. La croissance ne devrait pas pâtir de l'appréciation passée de l'euro et restera portée par une politique monétaire encore accommodante. En octobre, la BCE a dessiné les contours du « nouveau » Quantitative Easing (QE) : elle sera désormais moins généreuse mais plus longtemps (réduction de 60 à 30Mds€ par mois des montants de rachats de titres dans le cadre du QE à partir de janvier 2018 et jusqu'en septembre 2018). Dans cet environnement, bien que la nouvelle orientation de la politique monétaire a fait planer un risque de tensions sur les marchés obligataires des pays dits périphériques, principalement l'Italie et l'Espagne, les taux longs remonteront progressivement (0,6% pour le Bund allemand 10 ans et 1% pour l'OAT 10 ans). Les marchés européens resteront extrêmement sensibles aux annonces que la BCE, qui devrait devenir plus explicite d'ici la fin d'année quant au processus de réduction de ses achats d'actifs.

Au-delà, les risques politiques et géopolitiques, notamment les surprises de l'administration Trump, restent très présents, le secteur financier chinois et le prix du pétrole constituent également des sources de risque, mais qui devraient rester contenues en 2017.

Les actions législatives et les mesures réglementaires actuelles ou en projet ont une incidence sur le Groupe Crédit Agricole et l'environnement économique et financier dans lequel il opère

Les mesures qui ont été ou pourraient être adoptées comprennent des exigences en capital et de liquidité plus strictes, des taxes sur les transactions financières, des limites ou impôts sur la rémunération des employés au-delà de certains niveaux, des limites sur le type d'activités que les banques commerciales peuvent entreprendre ou bien de nouvelles mesures de séparations pour certaines activités, des normes prudentielles renforcées applicables aux grands organismes bancaires non-US, des restrictions sur le type d'entités autorisées à mener des activités de swaps, des restrictions sur les types d'activités financières ou produits tels que les instruments dérivés, les amortissements obligatoires ou conversion en capital de certains titres de créances, des plans de relance et de résolution améliorés, des méthodologies de pondération révisées et la création de nouvelles entités de régulation, y compris le transfert de certaines compétences de supervision vers la BCE, qui sont entrées en vigueur le 4 novembre 2014.

Certaines de ces nouvelles mesures sont des propositions en cours de discussion et susceptibles d'être révisées ou interprétées différemment, et doivent encore être adaptées au cadre de chaque pays par ses régulateurs nationaux.

Des incertitudes subsistent néanmoins quant à ces nouvelles mesures législatives et réglementaires.

B.5

Description du groupe et de la place de l'Émetteur dans le groupe

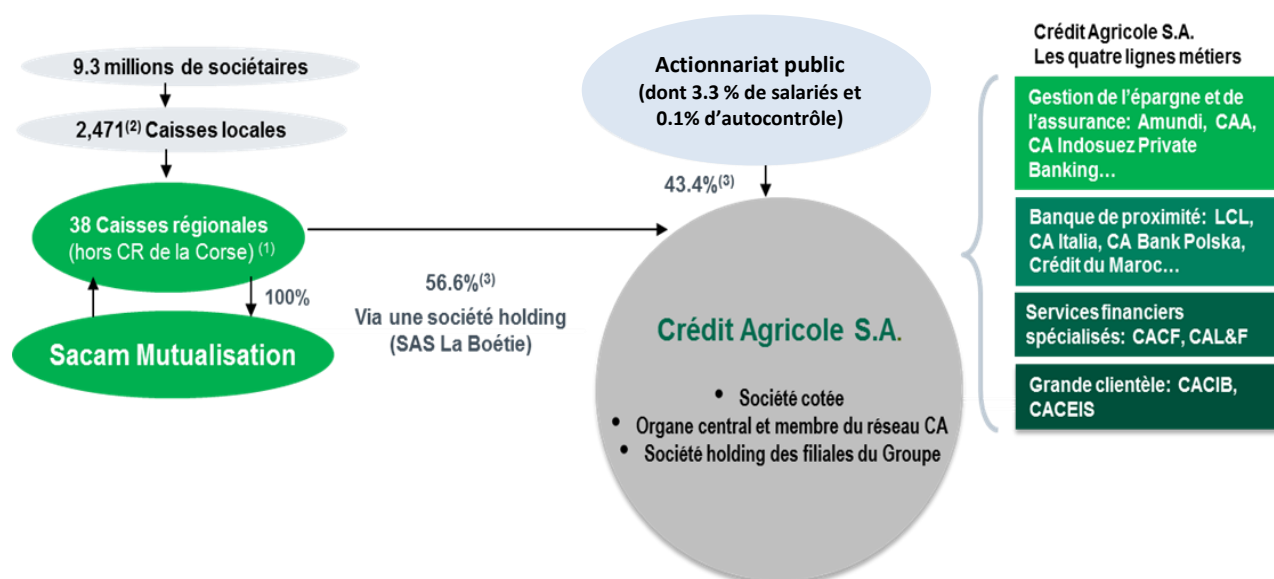
Présentation du groupe Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole

L'Émetteur et ses filiales consolidées constituent le groupe Crédit Agricole S.A. (le « **groupe Crédit Agricole S.A.** »). Le groupe Crédit Agricole S.A., les Caisses Régionales (telles que définies ci-dessous) et les Caisses locales de Crédit Agricole (les « **Caisses Locales** ») et chacune de leurs filiales respectives constituent le Groupe Crédit Agricole (le « **Groupe Crédit Agricole** »).

Le Groupe Crédit Agricole s'est construit au fil des évolutions suivantes :

L'Émetteur, précédemment dénommé Caisse Nationale de Crédit Agricole (« **CNCA** ») a été créé par une loi de 1920 afin de distribuer des avances et de superviser un groupe de banques régionales mutualistes connues sous le nom de Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (les « **Caisses Régionales** ») pour le compte de l'État français. En 1988, l'État français a privatisé la CNCA dans le cadre d'un processus de mutualisation, transférant la majorité de la participation qu'il détenait dans la CNCA aux Caisses Régionales. En 2001, l'Émetteur a été introduit en bourse sur Euronext Paris. et a concomitamment acquis une participation d'environ 25% dans chacune des Caisses Régionales, à l'exception de la Caisse Régionale de la Corse (dont l'Émetteur a acquis 100% en 2008). Au 30 juin 2016, on comptait 39 Caisses Régionales comprenant (i) la Caisse Régionale de la Corse (détenue à 99,9% par l'Émetteur), et (ii) 38 Caisses Régionales chacune détenue à hauteur d'environ 25% par l'Émetteur. Le 3 août 2016, l'Émetteur a transféré la quasi-totalité de la participation qu'il détenait dans ces 38 Caisses Régionales à SACAM Mutualisation, filiale à 100% des Caisses Régionales. Au résultat de ces évolutions, le Groupe Crédit Agricole est structuré tel que suit:

Organigramme simplifié du Groupe Crédit Agricole :



- (1) La Caisse régionale de la Corse, qui est détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est également actionnaire de SACAM Mutualisation
 (2) Au 31 décembre 2016
 (3) Au 30 septembre 2017

Description du Réseau du Crédit Agricole et du rôle de l'Émetteur en tant qu'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole

L'Émetteur est l'Organe Central du « Réseau du Crédit Agricole », lequel, tel que défini par la loi française, comprend l'Émetteur, les Caisses Régionales et les Caisses Locales, ainsi que d'autres établissements affiliés (essentiellement Crédit Agricole CIB). L'Émetteur coordonne la stratégie commerciale et marketing des Caisses Régionales, et, à travers ses filiales spécialisées, conçoit et gère des produits financiers qui sont principalement commercialisés par les Caisses Régionales et LCL. En outre, l'Émetteur, au titre de ses fonctions d'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole, agit en qualité de « banque centrale » du réseau en matière de refinancement, supervision et lien avec les autorités de régulation, et gère et coordonne les risques financiers et de crédit de l'ensemble des membres du réseau et de ses affiliés.

Conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, en tant qu'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole, l'Émetteur doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du réseau, de ses affiliés, ainsi que de l'ensemble du réseau. Chaque membre du réseau (y compris l'Émetteur) et chacun des affiliés bénéficie de ce mécanisme de solidarité financière. En outre, les Caisses Régionales garantissent, au moyen d'une garantie solidaire et conjointe (la « Garantie de 1988 »), l'ensemble des obligations de l'Émetteur envers les tiers dans le cas où les actifs de l'Émetteur seraient insuffisants à l'issue de sa liquidation ou de sa dissolution. Le montant garanti par les Caisses Régionales au titre de la Garantie de 1988 est égal au montant agrégé de leurs capital, réserves et report à nouveau.

La directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « DRRB »), transposée en droit français par une ordonnance en date du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière, établit un dispositif de résolution applicable aux établissements de crédit défaillants ou susceptibles de le devenir, ou nécessitant un soutien financier public extraordinaire. Ce dispositif de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme de solidarité financière prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau du Crédit Agricole, qui doit s'exercer préalablement à toute mesure de résolution. Cependant, l'application de la procédure de résolution au Groupe Crédit Agricole pourrait limiter les cas dans lesquels une demande de paiement pourrait être formulée au titre de la Garantie de 1988, si la résolution intervient avant la liquidation.

B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	Sans objet, l'Émetteur ne publie pas de prévision ou d'estimation de bénéfice.
B.10	Réserves sur les informations financières historiques dans le rapport d'audit	Sans objet, les informations financières historiques contenues dans le rapport d'audit n'ont pas fait l'objet de réserves.

B.12	Informations financières historiques					
	Informations financières sélectionnées du Groupe Crédit Agricole					
	01/01/2015 – 31/12/2015 (audité)	01/01/2016 – 31/12/2016 (audité)	01/01/2016 – 30/09/2016 (non audité)	01/01/2017 – 30/09/2017 (non audité)	Variation 9M 2016 ^{1/} / 9M 2017 ² (non audité)	Variation 9M 2016 ^{3/} / 9M 2017 ⁴ (sous- jacent/non audité)
Produit net bancaire (milliards d'euros)	31,8	30,4	22,5	24,1	6,8%	2,5%
Résultat net (Part du Groupe – milliards d'euros)	6,0	4,8	4,2	5,6	35,1%	15,3%
Ratios du Groupe Crédit Agricole	31/12/2015 (non audité)	31/12/2016 (non audité)	30/09/2017⁵ (non audité)			
Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé	13,7%		14,5%	14,9%		
Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé	15,3%		16,1%	16,2%		
Bâle 3 Ratio global phasé	19,3%		19,3%	18,8%		
Informations financières sélectionnées de Crédit Agricole S.A.						
(données consolidées en mil- lions d'euros)	01/01/2015 – 31/12/2015	01/01/2016 – 31/12/2016	01/01/2016 – 30/09/2016	01/01/2017 – 30/09/2017	Variation 9M 2016 ^{6/} / 9M 2017 ⁷	Variation 9M 2016 ^{8/} / 9M 2017 ⁹
Compte de résultat	(retraité/audité¹⁰)	(audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(sous-jacent)
Résultat net bancaire	17.194	16.853	12.275	13.983	13,9%	7,9%
Résultat brut d'exploitation	5.611	5.159	3.562	5.047	41,7%	19,1%
Résultat net	3.971	3.955	3.566	3.643	2,2%	34,7%
Résultat net (Part du groupe)	3.516	3.540	3.249	3.262	0,4%	36,6%

¹ 01/01/2016 – 30/09/2016

² 01/01/2017 – 30/09/2017

³ 01/01/2016 – 30/09/2016 – Les informations au 30 septembre 2016 ont été retraitées des spreads émetteurs (AHM), du DVA (GC), de la couverture de prêts (GC), de la provision épargne logement (BPF/CR), de la plus-value VISA Europe (AHM), des soultes liability management (AHM), de l'opération Eureka AHM), du liability management (LCL) et des provisions réseau LCL (BPF).

⁴ 01/01/2017 – 30/09/2017 – Les informations au 30 septembre 2017 ont été retraitées des spreads émetteurs (AHM), du DVA (GC), de la couverture de prêts (GC), de la provision épargne logement (BPF/LCL), de la provision épargne logement (BPF/CR), de la provision épargne logement (AHM), de l'ajustement du coût des passifs (BPF/CR), des soultes liability management (AHM), des coûts d'intégration Pioneer (GEA), de la cession Eurazeo (AHM), de la cession BSF (GC) et des coûts d'acquisition CA Italie (BPI).

⁵ Incluant les impacts de l'intégration, depuis le 3 juillet 2017, de Pioneer Investments dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale d'Amundi.

⁶ 01/01/2016 – 30/09/2016

⁷ 01/01/2017 – 30/09/2017

⁸ 01/01/2016 – 30/09/2016 – Les informations au 30 septembre 2016 ont été retraitées des spreads émetteurs (AHM), du DVA (GC), de la couverture de portefeuilles de prêts (GC), de l'opération Eureka (AHM), du liability management (BPF), des soultes liability management (AHM), de la plus-value VISA Europe (AHM), des dividendes des caisses régionales (AHM) et des provisions réseau LCL (BPF).

⁹ 01/01/2017 – 30/09/2017 – Les informations au 30 septembre 2017 ont été retraitées des spreads émetteurs (AHM), du DVA (GC), de la couverture de portefeuilles de prêts (GC), de la provision épargne logement (BPF), de la provision épargne logement (AHM), des soultes liability management (AHM) des coûts d'intégration Pioneer (GEA), et de la cession Eurazeo (AHM), de la cession BSF (GC) et des coûts d'acquisition CA Italie (BPI).

¹⁰ Retraité de l'opération de simplification de la structure du groupe Crédit Agricole S.A.

		31/12/2015 (retraité/audité)¹¹	31/12/2016 (audité)	30/09/2017 (non audité)
(Données consolidées en milliards d'euros)				
	<i>Total du bilan</i>	1.529,3	1.524,2	1.559,3
	<i>Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit</i>	698,2	729,1	740,8
	<i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i>	645,2	634,1	669,0
	<i>Capitaux propres (part du groupe)</i>	53,8	58,3	58,0
	<i>Total capitaux propres</i>	59,4	63,9	64,5
Ratios de Crédit Agricole S.A.		31/12/2015 (non audité)	31/12/2016 (non audité)	30/09/2017¹² (non audité)
	<i>Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé</i>	10,7%	12,1%	12,40%
	<i>Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé</i>	13,7%	15,1%	14,5%
	<i>Bâle 3 Ratio global phasé</i>	20,3%	20,1%	18,9%
	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur	Il ne s'est produit aucune détérioration significative de nature à avoir des répercussions sur les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016 autres que ceux décrits, le cas échéant, dans le Prospectus ou tout document incorporé par référence à celui-ci. Il ne s'est produit aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur et du groupe Crédit Agricole S.A. depuis le 30 septembre 2017 autres que ceux décrits, le cas échéant, dans le Prospectus ou tout document incorporé par référence à celui-ci.		
B.13	Événements récents présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de la solvabilité de l'Émetteur	Conformément à l'annonce faite le 12 septembre 2017, Crédit Agricole S.A. a annoncé, le 20 septembre 2017, la réalisation de la cession, par sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, d'une participation de 16,2 % dans la Banque Saudi Fransi qui a un impact positif de 17 points de base sur le ratio CET1 fully-loaded de Crédit Agricole S.A. et d'environ 5 points de base sur le ratio CET1 fully-loaded du Groupe Crédit Agricole.		
B.14	Dépendance de l'Émetteur au sein du Groupe Crédit Agricole	L'Émetteur est l'Organe Central et un membre du Réseau du Crédit Agricole. Voir également l'Élément B.5 ci-dessus relatif à la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du Groupe.		
B.15	Principales activités de l'Émetteur	L'organisation de l'Émetteur s'articule autour de quatre pôles métiers : - un pôle « Banques de Proximité », regroupant LCL et les banques de proximité à l'international. - un pôle « Épargne et Assurances », regroupant la gestion d'actifs, les assurances et la gestion de fortune ; - un pôle « Grande Clientèle », regroupant la banque de financement et d'investissement et les services financiers aux institutionnels ; et - un pôle « Services Financiers Spécialisés », regroupant le crédit à la consommation et le crédit-bail et affacturation. Le 9 mars 2016, le Groupe Crédit Agricole a présenté son nouveau plan à moyen terme pour 2016-2019 intitulé « Ambition Stratégique 2020 » (le « Plan à Moyen Terme 2019 »). Ce nouveau plan, élaboré conjointement par les Caisses Régionales et l'Émetteur est un projet de développement qui s'inscrit dans la droite ligne du Projet de groupe 2010 à 10 ans et s'appuie sur les résultats délivrés par le plan à moyen-terme 2014-2016. Le Plan à Moyen Terme 2019 s'articule autour de quatre axes prioritaires : (i) la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe Crédit Agricole, (ii) le déploiement d'un Projet Client ambitieux, amplifié par la transformation digitale au service des clients, (iii) le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe		

¹¹ Retraité de l'opération de simplification de la structure du groupe Crédit Agricole S.A.

¹² Incluant les impacts de l'intégration, depuis le 3 juillet 2017, de Pioneer Investments dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale d'Amundi.

		Crédit Agricole sur ses métiers cœurs, et (iv) la transformation du Groupe Crédit Agricole, pour améliorer son efficacité industrielle. Le Plan à Moyen Terme 2019 se base sur des hypothèses et reste en conséquence, par définition, sujet à des incertitudes.
B.16	Contrôle de l'Émetteur	Au 30 septembre 2017, les Caisses Régionales contrôlaient, indirectement au travers de SAS Rue la Boétie, l'Émetteur avec 56,64% du capital et 56,67% des droits de vote.
B.17	Notation	Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation. A titre d'information, à la date du présent Prospectus, les notations concernant l'Émetteur et la dette de Crédit Agricole SA (hors subordonnées) sont les suivantes : - Standard & Poor's Credit Market Services Europe Limited (« Standard & Poor's ») : A/perspective positive/A-1 concernant l'Émetteur ; A concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, A-1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins; BBB+ concernant la dette senior non préférée non sécurisée de l'Émetteur; - Moody's Investors Service Limited (« Moody's ») : A1/ perspective stable/Prime-1 pour l'Émetteur, A1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, Prime-1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins, Baa2 concernant la dette senior non préférée non sécurisée de l'Émetteur ; et - Fitch Rating Limited (« Fitch ») : A+/perspective stable/F1 concernant l'Émetteur, A+ concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an et F1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins, A+ concernant la dette senior non préférée non sécurisée de l'Émetteur. Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de conservation et peut faire l'objet d'une suspension, d'une baisse ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation concernée. Les notations peuvent être réexaminées à tout moment par les agences de notation. Les Investisseurs sont invités à consulter les sites web des agences de notations concernées afin d'accéder à leurs dernières notations (respectivement: http://www.standardandpoors.com, http://www.moody.com et http://www.fitchratings.com).
Elément	Section C – Valeurs mobilières	
C.1	Nature et catégorie des valeurs mobilières	Les titres (les « Obligations ») sont des titres de créance ayant une valeur nominale de 15 000 Euros, soumis au droit français. Les Obligations constituent des obligations senior non-préférées par référence et au sens de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier. L'Émetteur a l'intention de traiter les Obligations, pour des considérations réglementaires, comme des instruments éligibles aux ratios MREL et TLAC au titre des Réglementations MREL/TLAC Applicables. Il est précisé qu'il faut entendre par « Réglementations MREL/TLAC Applicables » à tout moment : les lois, réglementations, exigences, lignes directrices et politiques donnant effet (i) aux exigences minimales de fonds propres et d'engagements éligibles, tels que définis à la date du présent Prospectus par l'article 45 de la directive 2014/59/UE (le « MREL »), et (ii) aux principes définis dans le document intitulé, en anglais, « <i>Principles on Loss-absorbing and Recapitalisation Capacity of G-SIBs in Resolution</i> » (Principe sur la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des Groupes Bancaires d'Importance Systémique Mondiale) daté du 9 novembre 2015 publié par le Conseil de la Stabilité Financière (le « TLAC »). Si les lois, réglementations, exigences, lignes directrices ou politiques donnant effet aux principes décrits aux (i) et (ii) ci-dessus sont distinctes les unes des autres, alors les termes de Réglementations MREL/TLAC Applicables font référence à toutes ces lois, réglementations, exigences, lignes directrices ou politiques. Leur code ISIN (<i>International Securities Identification Number</i>) est le FR0013308426 Le montant définitif de l'émission sera communiqué aux souscripteurs par un avis publié sur le site de l'Émetteur : www.credit-agricole.com en date du 2 février 2018 et un communiqué de presse en date du 2 février 2018 publié via un diffuseur interne.
C.2	Devise	A la Date d'Émission, les Obligations sont libellées en euros et ont une valeur nominale de quinze mille (15 000) euros chacune. Prix d'émission: 100 %, soit quinze mille (15 000) euros par Obligation payable en une seule fois à la Date de Règlement

C.5	Restrictions à la libre négociabilité	Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des Obligations.
C.8	Droit attachés aux Obligations et rang de créance	À moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, rachetées ou annulées, les Obligations seront remboursées en totalité le 6 février 2028 (la « Date d'Échéance »). Les Obligations sont des titres de créance (constituant des obligations au sens du droit français) entrant dans la catégorie des titres senior non préférés au sens de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier. Le principal et les intérêts des Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et senior (chirographaire) venant au rang d'engagements senior non préférés de l'Émetteur au sens de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier (les « Obligations Senior Non Préférées ») et : • venant au même rang entre elles et au même rang que tout autre Obligations Senior Non Préférée entrant dans la catégorie de titres définie à l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier existantes ou futures; • venant à un rang supérieur à toutes les Obligations Subordonnées, existantes ou futures, de l'Émetteur ; • venant à un rang inférieur aux Obligations Senior Préférées Senior Préférés existants ou futurs. Par Obligations Subordonnées, il faut entendre tous les engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et subordonnés de l'Émetteur. Par Obligations Senior Préférées, il faut entendre toutes les obligations ou autres instruments émis par l'Émetteur qui entrent, ou dont il est stipulé qu'ils entrent, dans la catégorie des obligations définies à l'article L613-30-3-I-3° du Code monétaire et financier, étant précisé que tous les instruments directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et non subordonnés émis par l'Émetteur avant la date d'entrée en vigueur de la Loi Sapin II (i.e. avant le 11 décembre 2016) sont des Obligations Senior Préférées. Par Loi Sapin II, il faut entendre la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique entrée en vigueur le 11 décembre 2016 créant la catégorie nouvelle d'Obligations Senior Non Préférées par l'insertion des dispositions de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier. Sous réserve de toutes lois applicables, si un jugement ordonnant la liquidation judiciaire de l'Émetteur est rendu, l'obligation de paiement de l'Émetteur au titre du principal et des intérêts des Obligations interviendra après, seulement, le complet paiement des porteurs d'Obligations Senior Préférées et de toutes autres créances, présentes ou futures, bénéficiant d'un privilège par détermination de la loi ou ayant un rang prioritaire par rapport aux Obligations Senior Non Préférées, et sous réserve de ce complet paiement, les porteurs des Obligations seront payés en priorité aux prêts participatifs octroyés par ou qui seraient octroyés à l'Émetteur, aux titres participatifs émis ou qui seraient émis par l'Émetteur et aux porteurs des Obligations Subordonnées de l'Émetteur existants ou futurs. Dans le cas d'un désintéressement partiel des porteurs des Obligations Senior Préférées, les engagements de l'Émetteur au regard du principal et des intérêts des Obligations prendront fin. Les porteurs seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires au bon accomplissement de toute procédure collective ou de liquidation volontaire liée aux demandes éventuellement formulées à l'encontre de l'Émetteur. En cas de mise en résolution de l'Émetteur et de mise en œuvre, dans ce cadre, d'une mesure de renflouement interne, les Obligations pourraient être convertis en capital (fonds propres de base de catégorie 1) de l'Émetteur ou dépréciées, totalement ou partiellement, après les Obligations Subordonnées de l'Émetteur mais avant les Obligations Senior Préférés. Cas de défaut Aucun : les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements (et ce y compris en cas de mise en résolution de l'Émetteur). Toutefois, si un jugement prononce la liquidation judiciaire de l'Émetteur ou si une liquidation de l'Émetteur intervient pour toute autre raison, les Obligations deviendront immédiatement remboursables en fonction de leur rang et dans les conditions définies ci-dessus.

		Renonciation aux Droits de Compensation Aucun porteur ne peut exercer ou se prévaloir, à quel que moment que ce soit, de quelconques Droits de Compensation du montant qui lui est dû par l'Émetteur au titre des Obligations avec de quelconques droits, créances ou engagements que l'Émetteur a ou pourrait avoir ou acquérir à l'encontre de chaque porteur, directement ou indirectement, et quelle qu'en soit la cause (y compris tous les droits, créances ou engagements résultant de ou liés à tous contrats, tous instruments de quelles que sortes que ce soient, ou à toutes obligations non contractuelles et dans tous les cas, que ces droits, créances ou engagements découlent ou pas des Obligations) et chaque porteur est présumé avoir renoncé à tous les Droits de Compensation dans la mesure où la loi applicable à de tels droits, créances et engagements existants ou potentiels le permet. Ainsi, les porteurs ne pourront pas se prévaloir, de quelle que manière que ce soit, de la possibilité de compenser les montants des éventuelles dettes qu'ils auraient envers l'Émetteur avec les montants qu'ils leur seraient dus par l'Émetteur au titre des Obligations.
C.9	Taux nominal	Le taux nominal annuel est de 1,55 %. Les Obligations rapporteront un intérêt trimestriel payable en une seule fois sur la base d'un taux d'intérêt trimestriel égal au taux nominal annuel divisé par 4, nonobstant le nombre de jours de la période considérée, soit 1,55 % divisé par 4, soit 0,3875 % du montant nominal des Obligations. Les dates de paiement des intérêts seront les 6 mai, 6 août, 6 novembre et 6 février de chaque année (les "Dates de Paiement d'Intérêts"). Le premier terme d'intérêt sera payable le 6 mai 2018. Les intérêts cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Émetteur. Les intérêts seront prescrits dans un délai de cinq (5) ans.
	Taux de rendement actuariel	Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 1,56 %
	Date d'entrée en jouissance des intérêts Durée de l'émission	6 février 2018 (Le premier terme d'intérêt sera payable le 6 mai 2018) Dix (10) ans (Echéance au 6 février 2028)
	Sous-jacent	Sans objet, les Obligations sont des titres à taux fixe.
	Amortissement, remboursement	Amortissement normal : À moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, rachetées ou annulées, les Obligations seront remboursées en totalité le 6 février 2028, ou le premier Jour Ouvré suivant ce jour si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, par remboursement au pair. Le capital sera prescrit dans un délai de dix (10) ans à compter de la date à laquelle il est dû. <i>Convention de Jour Ouvré :</i> Si la Date de remboursement tombe un jour qui n'est pas un Jour Ouvré, elle sera repoussée au Jour Ouvré suivant. Jour Ouvré désigne tout jour où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (« TARGET ») ou tout système qui lui succéderait, fonctionne. Amortissement anticipé : Les cas d'amortissement anticipé par remboursement ou par rachat décrits ci-après ne peuvent être mis en œuvre, par l'Émetteur, que sous réserve que de telles opérations ne soient pas prohibées par les Réglementations MREL/TLAC Applicables. - <u>Par remboursement</u> En dehors des cas définis ci-dessous (les « Cas de Remboursement Anticipé »), l'Émetteur ne peut pas procéder à un remboursement des Obligations avant la Date d'Échéance. - Remboursement anticipé en cas de survenance d'un Évènement de Disqualification MREL/TLAC : En cas de survenance d'un Évènement de Disqualification MREL/TLAC (c'est-à-dire un événement au titre duquel les Obligations ne sont plus éligibles aux calculs des ratios MREL et TLAC de l'Émetteur sous certaines réserves), l'Émetteur peut à tout moment et à sa discrétion, en faisant parvenir aux porteurs un avis écrit dans certains délais, procéder au remboursement, en totalité et non en partie, des Obligations à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement anticipé (exclue), sous certaines conditions, notamment

		d'autorisation des régulateurs et/ou autorités compétentes, si celles-ci étaient requises par la réglementation applicable. - Remboursement en cas de survenance d'un Évènement Fiscal : Si, en raison d'une quelconque modification des lois et réglementations de la République Française ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ayant des pouvoirs en matière fiscale, ou d'une quelconque modification dans l'application ou l'interprétation officielle de la législation ou la réglementation de la République Française ou de toute autre modification du régime fiscal des Obligations , entrant en vigueur à ou après la Date de Règlement, le régime fiscal de tous paiements relatifs aux Obligations est modifié et que de telles modifications ont pour conséquences de réduire la part fiscalement déductible relative aux intérêts dus par l'Émetteur, l'Émetteur peut, à tout moment, à sa discrétion, en faisant parvenir aux porteurs un avis écrit dans certains délais, rembourser les Obligations en totalité, et non en partie, à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de remboursement (exclue), sous certaines conditions, notamment d'autorisation des régulateurs et/ou autorités compétentes, si celles-ci étaient requises par la réglementation applicable. - <u>Par rachats</u> L'Émetteur ou tout agent agissant en son nom et pour son compte pourra par ailleurs à tout moment, sous certaines conditions, notamment d'autorisation réglementaire/des régulateurs et/ou autorités compétentes, si celles-ci étaient requises, procéder à des rachats des Obligations, à quelque prix que ce soit, en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offres publiques d'achat ou d'échange), conformément aux lois et règlements en vigueur. L'Émetteur ou tout agent agissant en son nom et pour son compte pourra à tout moment procéder à des rachats d'Obligations à des fins de tenue de marché (sous réserve de certaines conditions si celles-ci étaient requises). Toutes les Obligations rachetées par ou pour le compte de l'Émetteur pourront, au gré de l'Émetteur, être conservées ou annulées conformément aux lois et règlements applicables. L'information relative au nombre d'Obligations rachetées et au nombre d'Obligations restant en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Émetteur. - <u>Annulation des titres rachetés</u> Les Obligations remboursées ou rachetées pour annulation seront annulées par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France. Les Obligations ainsi annulées ne pourront être réémises ou revendues et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Obligations.
	Mode de représentation des porteurs d'Obligations	Conformément à l'article L. 228-46 et suivants du Code de commerce, les porteurs des Obligations sont groupés en une masse (la « Masse ») jouissant de la personnalité civile. Le représentant titulaire est : Aether Financial Services S.N.C. 36, rue de Monceau 75008 Paris agency@aetherfs.com La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Émetteur, est de 400 euros par an ; elle sera payable pour la première fois à la Date de Règlement (au prorata de période jusqu'au 31 décembre 2018) puis le 1^{er} janvier de chaque année. Le représentant suppléant est : F&S Financial Services S.A.S. 8 rue du Mont Thabor 75001 Paris programme-rmo@fs-financialservices.com
C.10	Instruments dérivés	Sans objet : le remboursement du principal et le paiement des intérêts produits ne sont pas liés à un sous-jacent..
C.11	Cotation	Les Obligations feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. Leur date d'admission est prévue le 6 février 2018

Élément	Section D – Risques	
D.2	Facteurs de Risques liés à l'activité et à la structure de l'Émetteur	Il existe certains facteurs susceptibles d'affecter la capacité de l'Émetteur à remplir ses obligations résultant des Obligations. Ces facteurs de risque sont liés à l'Émetteur, à son activité, à son secteur d'activité et à sa structure. Ces facteurs de risque incluent notamment (de manière non-exhaustive et sans ordre de matérialité) : 1. les risques inhérents aux activités bancaires, notamment les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de refinancement, de gestion actif-passif, opérationnel et le risque de défaut ; 2. les événements récents affectant les marchés financiers européens ont eu et sont susceptibles d'avoir, à l'avenir, un impact négatif sur le Groupe Crédit Agricole et sur les marchés dans lesquels le Groupe Crédit Agricole est présent ; 3. des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère ; 4. les régimes de résolution bancaire institués par la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que transposée en France par l'ordonnance du 20 Aout 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière) prévoient diverses mesures de résolution destinées à prévenir la défaillance des établissements de crédit. Parmi ces mesures, celles dites de renflouement interne permettent aux autorités de résolution de procéder à la dépréciation partielle ou totale ou à la conversion en capital des instruments de dettes éligibles de l'Émetteur (dont les Obligations), sous certaines conditions et en fonction de leur rang. Du fait de leur rang inférieur (junior) aux obligations senior préférées de l'Émetteur, si l'outil de renflouement interne était mis en œuvre par l'Autorité de Résolution Compétente, les Obligations seront converties en capital de l'Émetteur (fonds propres de catégorie 1) ou dépréciées, en totalité ou en partie, (si elle le sont) avant ces obligations ; 5. les conditions de marché ou les conditions économiques défavorables peuvent entraîner une baisse des revenus consolidés de l'Émetteur ; 6. du fait du périmètre de ses activités, l'Émetteur peut être vulnérable aux environnements ou circonstances politiques, macroéconomiques, ou financiers spécifiques ; 7. le périmètre international des activités du Groupe Crédit Agricole SA l'expose à des risques spécifiques ; 8. l'Émetteur et le Groupe Crédit Agricole font face à une concurrence intense sur l'ensemble de leurs activités, une perte potentielle de compétitivité pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de l'Émetteur ; 9. toute interruption, défaillance ou attaque des systèmes informatiques de l'Émetteur peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes ; 10. une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Émetteur qui peut affecter la valeur de marché des Obligations ; 11. le Groupe Crédit Agricole pourrait ne pas parvenir à atteindre les objectifs fixés dans son Plan à Moyen Terme 2019 ; 12. un environnement économique caractérisé par la persistance de taux d'intérêts bas pourrait avoir un effet négatif sur la profitabilité et la condition financière de l'Émetteur ; 13. des changements significatifs de taux d'intérêts peuvent affecter défavorablement les revenus consolidés de l'Émetteur ou sa rentabilité ; 14. l'Émetteur est exposé aux risques de crédit de ses clients et autres contreparties ; 15. l'Émetteur et le Groupe Crédit Agricole sont soumis à des systèmes de supervision et réglementaires étendus qui peuvent changer ; 16. la capacité de l'Émetteur à attirer et à garder des personnels qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et son incapacité à le faire pourrait avoir un impact négatif sur sa performance ; 17. les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques de l'Émetteur peuvent le laisser exposé à des risques non-identifiés ou non-anticipés, ce qui pourrait entraîner des pertes matérielles ; 18. le changement des principes et méthodes comptables pourrait avoir un impact sur les états finan-

		ciers et les ratios de fonds propres de l'Émetteur et entraîner des coûts additionnels ; 19. Des risques spécifiques sont liés à la structure mutualiste de l'Émetteur et du Groupe Crédit Agricole : - L'Émetteur ne contrôle pas les décisions prises par les sociétaires ou actionnaires des Caisses régionales de Crédit Agricole (CRCAM) bien qu'il exerce des pouvoirs importants sur celles-ci au titre de sa fonction d'organe central ; - suite au transfert de sa participation dans 38 Caisses Régionales, l'Émetteur n'enregistre plus un pourcentage du résultat net des CRCAM dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole S.A. ; - si les capacités du Fonds de Garantie s'avéraient insuffisantes à rétablir la liquidité et la solvabilité d'un membre du réseau ou de l'un de ses affiliés, l'Émetteur pourrait être amené à injecter dans le fonds des sommes supplémentaires ; - l'avantage procuré par la Garantie de 1988 consentie par les CRCAM peut être limité par la mise en œuvre du régime de résolution bancaire, lequel tend à privilégier la résolution par rapport à la liquidation ; - les Caisses Régionales détiennent une majorité des titres de l'Émetteur et pourraient avoir des intérêts divergents à ceux de l'Émetteur. 20. Les changements récents des règles des impôts fédéraux des Etats-Unis sur le revenu pourraient impacter négativement la rentabilité et la situation financière des activités du groupe Crédit Agricole aux Etats-Unis La législation fiscale des Etats-Unis récemment promulguée modifie les règles de l'impôt fédéral des Etats Unis sur le revenu applicable aux activités du Groupe Crédit Agricole aux Etats-Unis. Alors que la législation fiscale réduit l'impôt fédéral sur les sociétés de 35% à 21%, elle introduit également des règles contre l'érosion fiscale qui peuvent effectivement limiter la déductibilité fiscale de certains paiements faits aux Etats-Unis par des entités Américaines (US) à des entités filiales non Américaines (US). En plus des impacts directs de ces modifications sur les activités du Groupe Crédit Agricole aux Etats-Unis, la législation pourrait avoir des impacts significatifs sur la rentabilité ou la situation financière des clients entreprises du Groupe Crédit Agricole, dont certains pourraient chercher, en conséquence, à restructurer leurs opérations de financements ou la structure de leur groupe. Dans ce cas, cela pourrait avoir un impact sur l'exposition au risque de Groupe Crédit Agricole. Les réformes pourraient aussi affecter l'environnement concurrentiel dans le secteur bancaire. A date, il n'est pas possible de prédire l'intégralité des effets de cette législation sur les activités et les opérations du Groupe Crédit Agricole ou sur celles de ses clients. La législation fiscale pourrait avoir un impact négatif sur la rentabilité et la situation financière du Groupe Crédit Agricole ».
D.3	Facteurs de risque liés aux Obligations	Il existe certains facteurs de risques propres à la nature, à la qualification, au rang et au marché des Obligations. Ces facteurs de risque incluent notamment (de manière non-exhaustive et sans ordre de matérialité) : 1. <u>S'agissant des risques spécifiques liés à l'investissement dans les Obligations objet du présent Prospectus :</u> - les Obligations ne sont pas nécessairement adaptées à tous les investisseurs. Il s'agit d'instruments nouveaux et novateurs (qui ne peuvent être émis, en droit français, que depuis l'entrée en vigueur, le 11 décembre 2016, de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique du 9 décembre 2016, laquelle a modifié l'article L613-30-3-I du code monétaire et financier) ; du fait de leur caractéristiques, ils ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs ; - en tant qu'obligations entrant la catégorie des obligations senior non préférées de l'article L.613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier, les Obligations sont de rang inférieur à d'autres obligations chirographaires (les obligations senior préférées). En cas de procédure collective de l'Émetteur, les porteurs ne seront remboursés, s'ils restent des fonds disponibles qu'après le complet remboursement des porteurs de titres senior préférés. Également en cas de mise en œuvre de mesure de renflouement interne sur l'Émetteur (en cas de procédure de résolution sur ce dernier), les Obligations feront l'objet d'une conversion en capital (fonds propres additionnels de catégorie 1) de l'Émetteur ou d'une dépréciation totale ou partielle juste après la conversion ou la dépréciation totale des obligations subordonnées mais avant celle des titres de rang senior préférés. Il existe donc un risque, pour les porteurs des Obligations, de perte en capital significativement plus important que celui supporté par les porteurs des obligations se-

		nior préférées de l'Émetteur ; c. les termes et conditions des Obligations ne prévoient aucune restriction limitant le montant de dette de même rang ou de rang supérieur que l'Émetteur peut émettre. L'émission de tels instruments pourrait réduire substantiellement le montant que recevront les porteurs des Obligations en cas de liquidation de l'Émetteur ; d. les termes et conditions ne prévoient pas de nantissement négatif (<i>negative pledge</i>) au profit des porteurs ; pas d'accélération de la maturité des Obligations en cas de cession de l'Émetteur de ses actifs ; pas d'obligation pour l'Émetteur de satisfaire ses ratios ou de limiter ses distributions aux actionnaires ; e. les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements (et ce y compris en cas de mise en résolution de l'Émetteur) ; f. les modalités des Obligations contiennent une disposition au travers de laquelle les porteurs renoncent à l'exercice, à tout moment, de leurs droits de compensation potentiels des sommes qui leur seraient dus par l'Émetteur au titre des Obligations et des obligations ou engagements, quelle que soit leur nature, dont ils seraient redevables envers l'Émetteur ; g. la qualification des Obligations en tant qu'instruments de dettes éligibles au calcul des ratios MREL et TLAC fait l'objet d'incertitudes : Du fait de ces incertitudes, et si toutefois les Obligations ne pouvaient pas être utilisés pour le calcul de ces deux ratios ou s'ils étaient initialement considérés comme éligibles à ces deux ratios mais qu'ils devenaient inéligibles du fait d'une modification des Règlements MREL/TLAC Applicables, alors l'Émetteur pourrait procéder au remboursement anticipé des Obligations du fait de l'occurrence d'un Événement de Disqualification MREL/TLAC ; h. les Obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé, au gré de l'Émetteur, en cas de survenance d'un Événement de Disqualification MREL/TLAC ou d'un Événement Fiscal. Un remboursement anticipé dans ces conditions pourrait réduire considérablement le rendement attendu par les porteurs des Obligations ; i. les Obligations, en tant que titres Senior non préférés, constituent une nouvelle catégorie de dettes pour lesquelles il n'existe pas de données historiques de cours ou de négociation ni de marché ; j. les Obligations ont une valeur nominale unitaire de 15 000 € ce qui peut avoir un impact négatif sur leur liquidité et leur négociabilité ; k. La valeur nominale unitaire de 15 000 € des Obligations constitue un investissement important pour les investisseurs qui doivent veiller à la diversification de leurs investissements et de leur épargne ; l. L'Émetteur ne sera pas tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser une retenue à la source qui serait instaurée ; 2. <u>S'agissant des risques généraux liés à l'investissement dans des obligations (titres obligataires) :</u> a. les modalités des Obligations sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une éventuelle décision judiciaire ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du Prospectus ; b. l'assemblée générale des porteurs d'Obligations peut modifier certaines caractéristiques des Obligations dans les conditions prévues par la législation applicable. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs de la présente émission, y compris ceux qui ont voté contre la résolution considérée ou qui n'étaient pas présents ou représentés à l'assemblée générale ; c. chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement en obligations ; d. une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations ; e. le rendement effectif des Obligations pourrait être réduit en raison de frais de transaction ; f. le rendement des Obligations pourrait être limité ou retardé en cas d'insolvabilité de l'Émetteur ; g. Les projets de loi de finances pour 2018, de loi de financement de la sécurité sociale et de loi de finances rectificative pour 2017, s'ils sont adoptés, sont susceptibles d'entraîner une modification du régime fiscal applicable aux Obligations ;
--	--	---

		h. un projet de directive instaurant une taxe sur les transactions financières (TTF) a été proposé en 2013 par la Commission européenne. Si ce projet, ou toute taxe similaire, était adopté et transposée en droit français, les porteurs d'Obligations pourraient être exposés à des frais de transactions plus élevés et la liquidité des Obligations sur le marché pourrait être diminuée ; i. l'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Obligations. Si les porteurs vendent leurs Obligations avant l'échéance, ils les céderont au prix du marché (intégrant notamment l'évolution des taux d'intérêt et l'évolution du jugement du marché sur la signature de l'Émetteur) et réaliseront, par rapport au prix d'acquisition, une plus-value ou une moins-value en fonction de l'évolution des marchés. Aucune assurance ne peut être donnée quant à l'évolution du marché secondaire des Obligations ou quant à la liquidité d'un investissement dans les Obligations du fait de l'existence éventuelle d'un tel marché ou de l'admission des Obligations aux négociations sur Euronext Paris ; Chaque investisseur potentiel doit déterminer, en se fondant sur une analyse personnelle indépendante et lorsque les circonstances l'exigent, sur les conseils de professionnels, si l'acquisition des Obligations est en adéquation avec sa situation, ses besoins, et ses objectifs financiers, si elle est en conformité avec l'ensemble des politiques, instructions et restrictions d'investissement lui étant applicables et si elle constitue un investissement adapté, approprié et adéquat, compte tenu des risques substantiels inhérents à l'investissement ou à la détention des Obligations.
Elément	Section E – Offre	
E.2b	But de l'émission	Le produit de la présente émission est destiné à pourvoir aux besoins de financement à moyen-long terme de l'Émetteur. Également, l'Émetteur a l'intention de traiter les Obligations, pour des considérations réglementaires, comme des instruments éligibles aux ratios MREL et TLAC au titre des Réglementations MREL/TLAC Applicables.
E.3	Modalités et conditions de l'offre	Montant de l'émission L'objectif de montant minimum de l'émission est de 90 000 000 euros représenté par 6000 Obligations d'une valeur nominale de quinze mille (15 000) euros chacune. Il est susceptible d'être porté à un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros représenté par 20 000 Obligations d'une valeur nominale de quinze mille (15 000) euros chacune. L'offre n'est soumise à aucun montant minimum ni maximum pour son succès. En tout état de cause, le montant de l'émission sera limité au montant des souscriptions recueillies. Le produit brut minimum estimé de l'emprunt est de 90 000 000 euros. Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 1 350 000 euros correspondant à une commission de montage et à une commission de placement due aux intermédiaires financiers et d'environ 18 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 88 632 000 euros. Le montant définitif de l'émission sera communiqué aux souscripteurs par un avis publié sur le site de l'Émetteur : www.credit-agricole.com en date du 2 février 2018 et un communiqué de presse en date du 2 février 2018 publié via un diffuseur interne. Période et procédure de souscription L'émission des Obligations fera l'objet d'une offre au public. La souscription de ces titres est possible pour une clientèle non professionnelle dès lors qu'avisée et bénéficiant d'une capacité financière suffisante, ou professionnelle (définie par les articles L 533-16 et D 533-11 du Code monétaire et financier). La souscription sera ouverte du 10 janvier 2018 au 30 janvier 2018 à 17 heures (sauf clôture anticipée sans préavis au gré de l'Émetteur) Aucun minimum de souscription n'est exigé sous réserve de la Valeur Nominale des Obligations. Prix d'émission: 100 %, soit quinze mille (15 000) euros par Obligation payable en une seule fois à la Date de Règlement. Date de Règlement : 6 février 2018 Service Financier Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des Obligations amorties...) est centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de compte de même que le service des Obligations (transfert, conversion).

E.4	Conflits d'intérêts	Les Caisses Régionales qui commercialisent les Obligations en qualité de distributeurs sont également actionnaires de l'Émetteur au travers de la SAS La Boétie. Par ailleurs, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) agit en qualité d'animateur de marché et CACEIS Corporate Trust assure la centralisation du service financier de l'emprunt. Ces sociétés sont toutes deux des filiales de l'Émetteur.
E.7	Estimation des dépenses facturées à l'investisseur	Les frais sont inclus dans le prix des Obligations.

FACTEURS DE RISQUES

Crédit Agricole S.A. (« l'Émetteur ») considère que les risques ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des Obligations objet de ce Prospectus (les « Obligations »). La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire et l'Émetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux Obligations, sont décrits ci-dessous.

L'Émetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les Obligations, mais l'incapacité de l'Émetteur à payer tout montant au titre de, ou en relation avec, les Obligations peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous.

L'Émetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention des Obligations sont exhaustifs. Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans ce Prospectus et en particulier, en prenant leur décision d'investissement, les facteurs de risques liés aux Obligations énumérés ci-après, et ce en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement.

A. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'EMETTEUR ET A SON ACTIVITE

Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et prendre en considération les informations contenues dans le Chapitre 5 intitulé « Facteurs de risque et pilier 3 » (p.208) et les notes annexes aux états financiers consolidés annuels du Groupe Crédit Agricole S.A. (p.322) du document de référence 2016, ainsi que celles contenues dans la partie « Facteurs de risques » des actualisations à ce document de référence 2016 (incorporés par référence au présent Prospectus).

1. L'Émetteur est soumis à différentes catégories de risques inhérents à son activité

Il existe plusieurs catégories de risque liées à l'activité bancaire de l'Émetteur telles que décrites ci-après.

a) Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit représente le risque de perte dû à l'incapacité des clients et autres contreparties (y compris les États souverains) à faire face à leurs obligations contractuelles de remboursement ou le risque de pertes de valeur d'une position de marché liée à la perte de solvabilité des contreparties.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte lié aux variations des paramètres de marché (prix, cours, taux d'intérêt, taux de change, spread de crédit, corrélation, volatilité...). C'est également le risque de perte liée à une mauvaise valorisation des opérations et le risque de liquidité impactant la valorisation des positions.

c) Risque de liquidité et de refinancement

Le risque de liquidité et de refinancement est le risque que l'Émetteur ne puisse pas obtenir des financements à un prix acceptable afin de faire face à ses obligations à leurs échéances.

d) Risque de gestion actif-passif

Le risque de gestion actif-passif est le risque de perte de valeur économique lié aux décalages de taux, d'échéances et de nature entre les actifs et passifs. Pour les activités bancaires, ce risque s'analyse hors du portefeuille de négociation et recouvre essentiellement ce qui est appelé le risque global de taux. Pour les activités d'assurance, ce risque comprend également le risque de décalage lié à l'évolution de la valeur des actions et des autres actifs du fonds général tels que les actifs immobiliers.

e) Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes défectueux ou inadaptés ou d'événements externes, qu'ils soient de nature délibérée, accidentelle ou naturelle. Le risque opérationnel recouvre les risques de ressources humaines, les risques juridiques, les risques fiscaux, les risques liés aux systèmes d'information, les risques de production et les risques inhérents à l'information financière publiée ainsi que les conséquences pécuniaires éventuelles du risque de non-conformité et du risque de réputation. Les processus internes sont notamment ceux impliquant le personnel et les systèmes informatiques. Les inondations, les incendies, les tremblements de terre, les attaques terroristes, etc., sont des exemples d'événements externes.

Le risque de non-conformité est défini dans la réglementation française comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, assorti de pertes financières significatives, qui naissent du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises, notamment, en application des orientations de l'organe délibérant.

f) Risque de défaut

L'attention des porteurs des Obligations est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital à la date d'Échéance reste sujet au risque de défaut de l'Émetteur.

2. **La dégradation des conditions de marché et de l'environnement économique dans lequel il intervient pourrait avoir un impact négatif sur les résultats et la situation financière de l'Émetteur.**

Les marchés financiers européens ont connu récemment des difficultés importantes qui ont affecté la croissance économique. Prenant leur source dans des doutes portant sur la capacité de certains pays de la zone Euro de refinancer leur dette, ces difficultés ont engendré une incertitude générale concernant les perspectives économiques à court terme de pays de l'Union européenne, ainsi que sur la qualité de la dette souveraine dans l'Union européenne. Il y a également eu un impact indirect sur les marchés financiers mondiaux et en Europe.

Plus récemment, l'environnement de marché a été marqué par une volatilité importante d'origine politique, suite à la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, et l'élection d'une nouvelle administration aux Etats-Unis. Bien que les principaux indices de marché n'aient pas été impactés de manière conséquente immédiatement après ces événements, l'impact de cette volatilité d'origine politique a été plus significatif sur les marchés des changes. L'incertitude concernant la situation politique en France a eu un impact sur les spreads de la dette souveraine française.

La crise financière de la zone Euro a affecté la plupart des pays, dont la France, ainsi que l'Émetteur. La notation de crédit des dettes souveraines françaises a été dégradée par certaines agences de notation dans les années passées, ce qui a eu pour effet dans certains cas d'entraîner mécaniquement une dégradation par ces mêmes agences des dettes Senior et subordonnées des banques commerciales françaises, en ce compris celles de l'Émetteur. De plus, la crise a eu un effet particulièrement important en Italie, marché sur lequel le groupe de l'Émetteur a des activités bancaires significatives. Les marchés financiers et bancaires ont également été affectés par des facteurs tels que certains programmes de soutien à l'économie non conventionnels initiés par la Banque centrale européenne (BCE) et d'autres banques centrales ou l'incertitude liée au rythme d'augmentation des taux d'intérêts aux Etats-Unis. Par ailleurs les marchés financiers ont connu une volatilité importante notamment du fait des variations importantes des prix du pétrole et des matières premières, le ralentissement de la croissance des pays émergents et l'agitation sur les marchés actions.

Si les conditions de marché en France en Europe ou sur les marchés globaux devaient continuer à se détériorer, les activités de l'Émetteur pourraient être perturbées ce qui pourrait affecter ses résultats et sa condition financière.

3. **Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère.**

En réponse à la crise financière, des législateurs, gouvernements, régulateurs, organismes consultatifs, comités divers, aux niveaux national, européen ou international, ont adopté ou étudient l'adoption d'un certain nombre de mesures, certaines devant être permanentes, qui modifient l'environnement financier global. Si l'objectif de ces mesures est la prévention de crises financières récurrentes, elles ont également modifié profondément et pourraient continuer à modifier l'environnement dans lequel l'Émetteur et les autres institutions bancaires et financières évoluent.

Parmi les nouvelles mesures qui ont été ou pourraient être adoptées figurent : (i) le durcissement des exigences prudentielles de solvabilité et de liquidité (particulièrement pour les groupes bancaires de taille significative comme le Groupe Crédit Agricole), (ii) la taxation des transactions financières, (iii) la limitation et l'imposition des rémunérations de certains salariés au-delà de certains niveaux, (iv) des restrictions ou interdictions visant l'exercice par les banques commerciales de certaines activités (en particulier les opérations pour compte propre), (v) de nouvelles exigences relatives à la séparation de certaines activités, (vi) l'encadrement réglementaire de certains types de produits financiers tels que des produits dérivés, (vii) l'annulation ou la conversion obligatoire en capital (i.e. fonds propres de base de catégorie 1) des Obligations de créance, (viii) le renforcement des régimes de résolution, (ix) la modification des systèmes de mesure du risque, (x) le renforcement des pouvoirs des autorités réglementaires et (xi) la création de nouvelles autorités en ce compris le transfert de certaines fonctions de supervision à la Banque Centrale Européenne (« BCE ») devenu effectif depuis le 4 novembre 2014. Les nouvelles réglementations mettant en œuvre les réformes de Bâle III ont été adoptées le 26 juin 2013 au travers de la Directive 2013/36/EU du Parlement Européen et du Conseil concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « Directive CRD IV ») et le Règlement (UE) 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (le « Règlement CRD IV ») – La Directive CRD IV et le Règlement CRD IV étant ci-après dénommés ensemble le « Paquet CRD IV ». Le Paquet CRD IV a été mis en œuvre en France au travers de la réforme bancaire du 20 février 2014 (Ordonnance portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière). Aux termes de ces dispositions, les établissements de crédit, parmi lesquels l'Émetteur, doivent notamment (mais pas seulement) se conformer à des exigences de ratios minimum de capital.

Parmi les nouvelles mesures susceptibles d'être adoptées, certaines sont au stade de proposition ou sont en cours de discussion. Pour de plus amples informations sur ce sujet, voir également le facteur de risque n°4 ci-dessous « Les effets du dispositif de résolution bancaire » de la présente partie A – « FACTEURS DE RISQUES LIES A L'EMETTEUR ET A SON ACTIVITE ».

Suite à certaines de ces mesures, le Groupe Crédit Agricole a réduit, ou pourrait continuer de réduire, la taille de certaines de ses activités dans l'objectif de lui permettre de respecter ces nouvelles exigences. Ces mesures sont également susceptibles d'entraîner des augmentations des coûts liés à la conformité. Cela pourrait entraîner la réduction des revenus consolidés et des profits des activités concernées, la réduction ou la cession de certaines activités ou portefeuilles d'actifs et des dépréciations d'actifs.

De plus, l'environnement politique général a évolué de manière défavorable pour les banques et l'industrie financière poussant les organes législatifs et réglementaires à adopter des mesures plus sévères et ce bien que ces mesures peuvent avoir des conséquences significatives sur les prêts et les activités financières et sur l'économie. Du fait de l'incertitude persistante relative à ces mesures réglementaires et législatives, il n'est pas possible de connaître leur impact sur le Groupe Crédit Agricole.

4. Les effets du dispositif de résolution bancaire

a) L'autorité de résolution

En France, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation (« **ACPR** ») est en charge de la mise en œuvre de mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, notamment, sans limitation, le mécanisme de renflouement interne décrit ci-dessous (se reporter au paragraphe « les mesures de résolution » ci-dessous).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, sur la base du Règlement (UE) 806/2014 adopté par le Parlement européen et le Conseil le 15 juillet 2014 établissant des règles uniformes et une procédure uniforme pour le rétablissement des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique (le « **Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique** » ou « **MRU** »), un conseil de résolution unique (« **CRU** ») est chargé de la planification de la résolution et de la préparation des décisions en la matière pour les établissements de crédit transfrontaliers et les groupes bancaires, ainsi que les établissements de crédit et groupes bancaires directement supervisés par la BCE, comme le Groupe Crédit Agricole. L'ACPR demeurera responsable de la mise en œuvre des plans de résolution conformément aux instructions du CRU.

L'« **Autorité de Résolution Compétente** » est définie, ci-dessous, comme l'ACPR, le CRU conformément au Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique et/ou toute autre autorité autorisée à exercer le ou à participer à l'exercice du pouvoir de renflouement interne à tout moment et le cas échéant (y compris, le Conseil de l'Union Européenne et la Commission Européenne agissant conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique).

b) Les mesures de résolution

Le 15 mai 2014, le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté la Directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « **Directive Résolution Bancaire** » ou « **DRRB** »), visant à doter l'Autorité de Résolution Compétente d'instruments et de pouvoirs communs et efficaces pour prévenir les crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire au minimum l'exposition des contribuables aux pertes induites par la défaillance d'établissements de crédit.

La DRRB a été transposée en France par l'ordonnance du 20 Aout 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière (l'« **Ordonnance du 20 Aout 2015** »).

- La résolution :

Dans le cadre de l'Ordonnance du 20 Aout 2015, l'Autorité de Résolution Compétente peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit (l'« **Établissement** ») lorsqu'elle considère que :

- la défaillance de l'Établissement est avérée ou prévisible ;
- il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance de l'établissement dans des délais raisonnables ; et
- une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante, pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution, c'est-à-dire : (i) pour assurer la continuité des fonctions critiques, (ii) pour éviter les effets significatifs sérieux sur la stabilité financière, (iii) pour protéger les actifs de l'État par une réduction maximale du recours aux aides financières publiques exceptionnelles et (iv) pour protéger les fonds et les actifs de la clientèle, et en particulier ceux des déposants.

La défaillance d'un établissement est réputée avérée si cet établissement enfreint les exigences qui conditionnent le maintien de son agrément, s'il est incapable de payer ses dettes et autres engagements à l'échéance, s'il nécessite un soutien financier public exceptionnel (sous réserves d'exceptions limitées) ou si la valeur de son passif excède celle de ses actifs.

Après que la procédure de résolution soit lancée, l'Autorité de Résolution Compétente peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous, avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de

résolution doivent être mise en œuvre de telle manière à ce que les actionnaires supportent en premier les pertes, puis les porteurs d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2, puis les autres créanciers (comme les porteurs des Obligations) conformément à l'ordre de priorité de leurs créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité sous réserve de certaines exceptions.

La loi française prévoit également certaines mesures de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre tel que le principe selon lequel les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter de pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité. À ce titre, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent dans le cadre de la résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'Établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité étant précisé que le paiement de cette indemnité, le cas échéant, peut être considérablement plus tardif que les dates de paiement contractuelles indiquées dans le présent Prospectus (de la même manière que des délais de remboursement s'appliqueraient dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité).

- **Limitation d'exécution**

L'article 68 de la DRRB, tel que transposé en France au travers des articles L613-45-1 et L613-50-4 du Code monétaire et financier, dispose que certaines mesures de prévention de crise et mesures de gestion des crises, y compris l'ouverture d'une procédure de résolution sur l'Émetteur, peuvent ne pas, par elles-mêmes, conférer aux porteurs des Obligations des droits d'exécution contractuels à l'encontre de l'Émetteur ou des droits de modification des obligations de l'Émetteur (i.e. droits de résiliation, de suspension, de modification ou de compensation notamment) tant que ce dernier continue de respecter ses obligations de paiement.

Ainsi, si une procédure de résolution est ouverte sur l'Émetteur, les porteurs des Obligations ne pourront pas se prévaloir d'un évènement ou d'un cas de défaut pour demander l'accélération de la maturité des Obligations (i.e. leur remboursement anticipé) ou pour exercer tout autre droit d'exécution lié aux Obligations tant que l'Émetteur continue à respecter ses obligations de paiement au titre des Obligations.

- **L'Instrument de Renflouement Interne entraînant un risque de conversion des Obligations en capital (fonds propres de base de catégorie 1) ou de dépréciation totale ou partielle des Obligations**

Une fois qu'une procédure de résolution est initiée, les prérogatives conférées à l'Autorité de Résolution Compétente comprennent la possibilité de mettre en œuvre les Outils de Renflouement Interne, c'est-à-dire les pouvoirs de déprécier (partiellement ou totalement) des instruments de capital et des engagements éligibles d'un établissement de crédit en résolution, ou de les convertir en capital (i.e. fonds propres de base de catégorie 1) ou, pour certains, en d'autres instruments (les « **Outils de Renflouement Interne** » ou "**bail-in**").

Dans ce contexte :

- (1) les Instruments de Capital comprennent les instruments de fonds propres de base de catégorie 1, les instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et les instruments de fonds propres de catégorie 2, et
- (2) les engagements éligibles comprennent les instruments de dettes subordonnées non qualifiés d'instruments de capital et les obligations chirographaires senior non préférées et senior préférées (en ce compris, pour cette dernière catégorie, les Obligations).

L'Autorité de Résolution Compétente doit mettre en œuvre les Outils de Renflouement Interne dans l'ordre suivant :

- (1) en premier lieu, les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 en doivent être dépréciés,
- (2) en second lieu, les autres Instruments de Capital (fonds propres additionnels de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2) sont dépréciés ou convertis en instruments de fonds propres de base de catégorie 1 ;
- (3) en troisième lieu, les instruments de dettes subordonnées autres que les Instruments de Capital sont dépréciés ou convertis en instruments de fonds propres de base de catégorie 1 conformément à l'ordre de priorité des créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité et ;
- (4) **en quatrième lieu, les autres engagements éligibles (en ce compris les Obligations) sont dépréciés, totalement ou partiellement ou convertis en instruments de fonds propres de base de catégorie 1 conformément à l'ordre de priorité des créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité.**

Les instruments d'un même rang sont, de manière générale, dépréciés ou convertis sur une base proportionnelle. **Ainsi, les Obligations, en tant qu'engagements éligibles senior non préférés seront converties ou dépréciées prioritairement aux engagements éligibles senior préférés.**

Il existe donc un risque significatif pour les investisseurs des Obligations de perdre tout ou partie de leur investissement (perte en capital et de non-paiement des intérêts) en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur l'Émetteur si les Instruments de Capital de l'Émetteur et les engagements de l'Émetteur de rang inférieur à celui des Obligations (notamment les instruments de dettes subordonnées autres que les Instruments de Capital) ne suffisaient pas au renflouement de l'Émetteur.

Les porteurs doivent, dans ce cadre, prendre en considération le fait que les Obligations sont des obligations senior non préférées entrant dans la catégorie définie à l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier et qu'en ce sens, elles sont susceptibles d'être dépréciées ou converties après les instruments de capital et les autres instruments de dettes subordonnées mais avant les instruments de dette senior préférés. Les investisseurs sont invités à se reporter également au facteur de risque défini dans le b) « *En tant qu'Obligations entrant dans la catégorie des obligations senior non préférées de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier, elles sont de rang inférieur à certaines autres obligations chirographaires (senior)* » - 1) *Risques spécifiques lié à un investissement dans les Obligations de la partie B- FACTEURS DE RISQUE LIES AUX OBLIGATIONS* » ci-dessous.

- **Les autres mesures de résolution :**

Outre l'Instrument de Renflouement Interne, l'Autorité de Résolution Compétente est dotée de pouvoirs larges pour mettre en œuvre d'autres mesures de résolution concernant les établissements, ou le groupe auquel ils appartiennent, comprenant notamment :

- la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais ;
- la séparation des actifs de cet établissement ;
- la substitution de l'établissement en tant que débiteur au titre d'instruments de dettes ;
- la suspension de la cotation et l'admission aux négociations d'instruments financiers ;
- la démission des dirigeants ou la nomination d'un administrateur temporaire (administrateur spécial) ou
- l'émission de nouveaux fonds propres ou actions.
- la modification de l'échéance des instruments de capital et des autres engagements éligibles (dont les Obligations) émis par un établissement soumis à une procédure de résolution, du montant des intérêts payables au titre de ces instruments ou engagements ou la date d'exigibilité des intérêts, y compris en suspendant provisoirement les paiements.

Lorsqu'elle utilise ces pouvoirs, l'Autorité de Résolution Compétente doit prendre en considération la situation du groupe ou de l'établissement en résolution concerné et les conséquences potentielles de ses décisions dans l'État Membre considéré.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une cession totale ou partielle des activités de l'Émetteur à un tiers ou à un établissement relais, il ne peut pas être garanti à l'investisseur que le nouvel établissement (tiers ou relais) puisse répondre aux obligations de l'Émetteur en matière de paiement et de remboursement au titre des Obligations.

Également, l'investisseur est exposé au risque que les conditions des Obligations telles que décrites dans le présent Prospectus, notamment leur date de maturité finale de même que le montant des intérêts et leur date de paiement, soient modifiées ou que les paiements soient provisoirement suspendus ou modifiés en cas de mise en œuvre d'une mesure de résolution sur l'Émetteur.

c) Le Fonds Unique de Résolution

Depuis le 1^{er} janvier 2016, Le Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique prévoit la création d'un fonds de résolution unique qui pourra être utilisé par le CRU pour financer un plan de résolution (le « **Fonds de Résolution Unique** »). Le Fonds de Résolution Unique va remplacer les fonds de résolution nationaux mis en place conformément aux dispositions de la DRRB pour les établissements d'Importance Systémique dont l'Émetteur. Ce Fonds de Résolution Unique sera financé par des contributions des banques.

d) MREL et TLAC

Pour s'assurer que les Outils de Renflouement Interne seront efficaces, les établissements devront maintenir un montant minimum de fonds propres et d'engagements éligibles exprimé en pourcentage du total de leurs passifs et de leurs fonds propres. Ce pourcentage sera déterminé, pour chaque établissement, par l'Autorité de Résolution Compétente. Ce niveau minimum est dénommé « ratio minimum des engagements éligibles » (plus connu sous le vocable anglais « Minimum Ratio of Eligible Liabilities » ou « **MREL** ») et devra être fixé conformément à l'article 45 de la DRRB et au Règlement Délégué de la Commission (UE) 2016/1450 du 23 mai 2016. Les autorités de résolution pourraient, par ailleurs, définir une période de transition appropriée pour atteindre l'exigence MREL finale.

Le 9 novembre 2015, le Conseil de Stabilité Financière a proposé que les « Banques d'Importance Systémique Mondiale » (dont fait partie le Groupe Crédit Agricole) maintiennent un montant de dettes subordonnées (légalement, contractuellement ou structurellement) à certaines dettes prioritaires telles que les dépôts garantis et les dérivés. Ces exigences dénommées « **TLAC** » (ou « Total Loss Absorbing Capacity » – Capacité Totale d'Absorption des Pertes), décrites dans un document intitulé « Principles on Loss-absorbing and Recapitalisation Capacity of G-SIBs in Resolution - Total Loss-absorbing Capacity (TLAC) Term Sheet » (le « **Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière** »), ont pour objectif de faire en sorte que les pertes soient absorbées par les actionnaires et les créanciers autres que les créanciers des dettes prioritaires plutôt que d'être supportées par les systèmes de soutien gouvernementaux. Les

exigences TLAC imposent un niveau minimum (le « **Minimum TLAC** ») qui sera déterminé individuellement pour chaque Banque d'Importance Systémique Mondiale et sera au moins égal à (i) 16% des actifs pondérés à compter de son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, puis à 18% à compter du 1^{er} janvier 2022, et à (ii) 6% du dénominateur du ratio de levier à compter de son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, puis à 6,75% à compter du 1^{er} janvier 2022. Ces exigences pourront par ailleurs être augmentées des coussins prudentiels applicables. Les exigences TLAC seront, si elles sont adoptées et transposées en France, applicables en complément des autres exigences de capital imposées au Groupe Crédit Agricole. Ces exigences TLAC pourraient, par ailleurs, être intégrées dans les exigences MREL décrites ci-dessus ou pourraient être appliquées en plus de ces exigences.

Pour une estimation des ratios TLAC et MREL du Groupe Crédit Agricole au 30 septembre 2017, se référer à l'actualisation A.04 du Document de Référence 2016 de Crédit Agricole SA (incorporé par référence au présent Prospectus), page 63 et 64.

Le 23 novembre 2016, la Commission Européenne a proposé des modifications du Paquet CRD IV (se référer au facteur de risques n°3 – « Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère » de la présente partie A « FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'EMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ » ci-dessus), du MRU et de la DRRB qui, entre autres, rendraient effectif le Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière et modifieraient les exigences applicables au MREL. **Ces propositions n'ont pas encore été interprétées et lorsqu'elles seront finalement adoptées, les règles applicables aux exigences MREL et TLAC pourraient être différentes de celles proposées.**

Le 9 décembre 2016, la loi française (la Loi Sapin II) relative aux rangs des créances des créanciers des établissements de crédit dans le cadre d'une liquidation judiciaire, a été modifiée afin de permettre aux établissements de crédit français d'émettre des instruments qui seraient éligibles au TLAC et dont le rang serait supérieur (senior) aux titres subordonnés mais inférieur (junior) aux autres titres non-subordonnés classiques. Conformément à cette modification, le nouvel article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier dispose que les titres de dettes émis par un établissement de crédit français après le 11 décembre 2016 (date d'entrée en vigueur de cette nouvelle loi française), dont la maturité est supérieure à un an et dont les termes et conditions prévoient que leurs propriétaires sont des créanciers chirographaires au sens du 4° de cet article, seront de rang inférieur (junior) à toutes les autres dettes non subordonnées de cet établissement de crédit dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire. **Les Obligations font partie de cette nouvelle catégorie de titres de dettes.**

e) Plan préventif de rétablissement et de résolution :

Chaque établissement de crédit ou groupe bancaire concerné doit préparer un plan préventif de rétablissement qui sera revu par l'Autorité de Supervision Bancaire.

Cette obligation n'est pas applicable aux entités au sein d'un groupe qui est déjà surveillé sur base consolidée. L'Autorité de Résolution Compétente doit en retour établir un plan préventif de résolution pour l'établissement de crédit ou le groupe bancaire concerné.

- (1) Les plans préventifs de résolution doivent définir les mesures prévues en cas de détérioration significative de la situation financière de l'établissement de crédit. Ces plans doivent être mis à jour annuellement (ou immédiatement à la suite d'un changement significatif de l'organisation de l'établissement de crédit ou de ses activités). L'Autorité de Supervision Bancaire doit évaluer le plan préventif de rétablissement pour déterminer si la mise en œuvre des dispositions qu'il propose est raisonnablement susceptible de maintenir ou de restaurer la viabilité et la position financière de l'établissement ou du groupe, et détermine si le plan peut entraver les pouvoirs de résolution si une procédure de résolution est ouverte et, en tant que nécessaire, peut demander des modifications ou imposer des changements dans l'organisation de l'établissement de crédit.
- (2) Les plans préventifs de résolutions préparés par l'Autorité de Résolution Compétente doivent déterminer, par anticipation de tout défaut, comment les différents pouvoirs de résolution décrits ci-dessus seront mis en œuvre pour chaque établissement de crédit, en fonction des circonstances. Ces plans doivent aussi être mis à jour annuellement (ou immédiatement en cas de changement significatif dans l'organisation ou l'activité de l'établissement).

Dans ce contexte, l'Autorité de Supervision Bancaire vise à la fois, en fonction des missions qui leurs sont conférées, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et/ou la Banque Centrale Européenne (BCE).

Les mesures prévues, la DRRB (transposée en France par l'ordonnance du 20 Aout 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière) et le MRU pourront impacter la gestion de l'Émetteur ainsi que les droit des créanciers et notamment des porteurs d'Obligations.

5. **Les conditions de marché ou les conditions économiques défavorables peuvent entraîner une baisse des revenus consolidés de l'Émetteur**

Les activités de l'Émetteur, y compris ses activités de banque de détail, sont significativement impactées par les conditions des marchés financiers et, de manière générale, par les conditions économiques en France, en Europe et dans les autres pays dans lequel il exerce des activités. Des changements défavorables dans les conditions de marché et dans les conditions économiques ou géopolitiques peuvent créer un environnement opérationnel difficile pour les institutions financières dans le futur. En particulier, l'instabilité des prix des matières premières, la fluctuation des taux d'intérêts, des taux de changes, des prix des métaux précieux, et les événements géopolitiques imprévus peuvent déboucher sur une détérioration de l'environnement de marché et réduire les revenus consolidés de l'Émetteur.

6. Du fait du périmètre de ses activités, l'Émetteur peut être vulnérable aux environnements ou circonstances politiques, macroéconomiques, ou financiers spécifiques

L'Émetteur est assujéti aux risques pays, c'est-à-dire aux risques que les conditions économiques, financières, politiques, ou sociales des pays étrangers, notamment les pays dans lesquels il exerce une activité, affectent ses intérêts financiers. L'Émetteur contrôle le risque pays et le prend en compte dans l'évaluation à juste valeur et le coût du risque enregistrés dans ses états financiers. Cependant, un changement significatif des environnements politiques ou macroéconomiques peuvent l'entraîner à enregistrer des coûts additionnels ou aboutir à des pertes plus importantes que les montants inscrits dans ses états financiers.

7. Le périmètre international des activités du Groupe Crédit Agricole SA l'expose à des risques spécifiques

Le périmètre international des activités du Groupe Crédit Agricole SA l'expose à des risques spécifiques inhérent aux opérations étrangères, y compris la nécessité de respecter de multiples lois et réglementations souvent complexes applicables aux activités dans chacun des pays concernés telles que, notamment, les lois et réglementations bancaires locales, les exigences de contrôle interne et de publication, les restrictions liées aux données personnelles, les lois et réglementations européennes, américaines (États-Unis) ou locales liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption, les sanctions et autres règles et exigences. La violation de ces lois et réglementations peut affecter la réputation du Groupe Crédit Agricole S.A, résulter dans des sanctions civiles ou pénales, ou avoir un effet significatif défavorable sur ses activités.

Malgré la mise en œuvre et l'amélioration de ses procédures, il ne peut y avoir aucune certitude que tous les employés, cocontractants, ou mandataires du Groupe Crédit Agricole S.A respecteront les politiques du groupe ou que ces programmes permettront d'éviter toutes les violations potentielles. Crédit Agricole SA ne dispose pas du contrôle direct ou indirect de certaines entités ayant des activités internationales et dans ces cas, sa capacité à exiger leur conformité avec les politiques et procédures du Groupe Crédit Agricole SA est encore plus limitée.

8. L'Émetteur fait face à une concurrence intense

L'Émetteur fait face à une concurrence intense dans tous les marchés des services financiers et pour les produits et services qu'il offre, y compris dans le cadre de ses activités de banque de détail. Les marchés européens des services financiers sont relativement matures et la demande des produits financiers est, dans une certaine mesure, corrélée au développement économique général. La concurrence, dans cet environnement, dépend de différents facteurs, notamment l'offre de produits et de services, le prix, les systèmes de distribution, les services aux clients, la marque, la perception de la solidité financière ou la volonté d'utiliser le capital pour servir les besoins de la clientèle. Le regroupement de sociétés a contribué à créer des établissements qui, comme l'Émetteur, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits, en passant par l'assurance, les crédits et dépôts, jusqu'aux activités de courtage, de banque d'investissement ou de services de gestion de patrimoine. De plus de nouveaux concurrents plus compétitifs et qui peuvent être soumis à des réglementations différentes ou plus flexibles, notamment en termes de ratios prudentiels, pourraient entrer sur le marché. Si l'Émetteur n'est pas en mesure de maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés, il pourrait perdre des parts de marché ce qui aurait un impact négatif sur ses résultats.

9. Toute interruption ou attaque des systèmes informatiques de l'Émetteur peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes

Comme la plupart de ses concurrents, l'Émetteur dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité de ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de services et/ou de traitement des prêts. De telles défaillances pourraient empêcher de prendre en compte des opérations et conduire à des départs de clients, ou engendrer des coûts importants liés à la récupération des informations. L'Émetteur ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate. Toute panne ou interruption de cette nature est susceptible de peser sur les résultats et la situation financière de l'Émetteur.

L'Émetteur est aussi exposé au risque de défaillance d'une chambre de compensation, des marchés des changes, d'autres intermédiaires financiers ou fournisseurs de services externalisés, des systèmes d'information desquels il est dépendant pour l'exécution de ses transactions financières. L'Émetteur voit également croître les risques liés à la défaillance des systèmes d'information de certains de ses clients avec lesquels il est de plus en plus interconnecté.

Tous ces systèmes d'information et de communication peuvent également faire l'objet d'attaques liées à la cybercriminalité ou au cyber-terrorisme. L'Émetteur ne peut pas garantir que de telles difficultés ne se réaliseront pas, ou que si elles se réalisent il y sera remédié de manière efficace.

10. L'Émetteur doit maintenir un haut niveau de notation de crédit, dans le cas contraire, ses activités et sa rentabilité pourraient être défavorablement affectées

L'Émetteur émet un grand nombre d'instruments financiers (y compris les Obligations) sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les Obligations, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Émetteur et de nulle autre personne.

La qualité de crédit de l'Émetteur est reflétée dans sa notation par les agences de notation. Celle-ci est essentielle à sa liquidité et à celle de ses filiales. Un abaissement de notation pourrait entraîner une augmentation de ses coûts de financement, une limitation de son accès aux marchés de capitaux et le déclenchement de certaines clauses de ses contrats de financement. Il ne peut y avoir aucune assurance que des dégradations des notes long terme de l'Émetteur n'interviendront pas à l'avenir.

11. Le Groupe Crédit Agricole pourrait ne pas parvenir à atteindre les objectifs fixés dans son Plan à Moyen Terme 2019.

Le 9 mars 2016, le Groupe Crédit Agricole a présenté son nouveau plan à moyen terme pour 2016-2019 intitulé « Ambition Stratégique 2020 » (le « **Plan à Moyen Terme 2019** »). Ce Plan à Moyen Terme 2019 prévoit certaines mesures et s'articule autour de quatre axes prioritaires : (i) la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe Crédit Agricole, (ii) le déploiement d'un Projet Client ambitieux, amplifié par la transformation digitale au service des clients, (iii) le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe Crédit Agricole sur ses métiers cœurs, et (iv) la transformation du Groupe, pour améliorer son efficacité industrielle. Le Plan à Moyen terme 2019 est par ailleurs décrit de manière plus détaillée dans la section intitulée "Présentation du Plan à Moyen terme Ambition Stratégique 2020 du 9 mars 2016" en pages 213 à 215 du document de référence 2015 et son implémentation est décrite en page 203 du document de référence 2016, incorporé par référence au présent Prospectus.

Le Plan à Moyen Terme 2019 comprend certains objectifs financiers notamment en matière de chiffre d'affaires, de charges et de ratio d'adéquation des fonds propres. Ces objectifs financiers, qui ont été mis en place principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture commerciale et économique. Les objectifs financiers ne constituent pas des projections ou des prévisions des résultats attendus.

Les résultats définitifs du Groupe Crédit Agricole sont susceptibles de différer de ces objectifs financiers (et pourraient être significativement différents) pour de nombreuses raisons, y compris en cas de survenance d'un ou de plusieurs des facteurs de risques décrits dans le présent Prospectus. Le succès du Plan à Moyen Terme dépend d'un très grand nombre de mesures au sein des différentes unités opérationnelles du Groupe Crédit Agricole. Bien que certains objectifs peuvent être atteints, il est peu probable que tous aboutissent et il n'est pas possible de prédire lesquels de ces objectifs seront atteints et lesquels ne le seront pas. Le Plan à Moyen Terme 2019 envisage également des investissements significatifs à hauteur, approximativement, de 7,7 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros dans le développement des métiers et la transformation digitale mais si les objectifs du plan ne sont pas atteints, le retour sur ces investissements sera plus faible qu'attendu.

Si le Groupe Crédit Agricole ne réalise pas ses objectifs, les conditions financières et le résultat des opérations et la valeur des Obligations pourraient être défavorablement affectés.

12. Un environnement économique caractérisé par la persistance de taux d'intérêts bas pourrait avoir un effet négatif sur la rentabilité et la condition financière de l'Émetteur

Les marchés ont été caractérisés ces dernières années par des taux d'intérêts bas, et il y a des indications qui pointent vers une persistance de cet environnement de taux bas durant une longue période. Lorsque les taux d'intérêt sont bas les marges de crédit tendent à se réduire, ce qui peut avoir un impact significatif sur la rentabilité et les résultats de l'Émetteur et du Groupe Crédit Agricole.

13. Des changements significatifs des taux d'intérêt peuvent affecter défavorablement les revenus consolidés de l'Émetteur ou sa rentabilité

Le montant des revenus nets des intérêts versés à l'Émetteur pendant une période donnée affecte significativement ses revenus globaux consolidés et sa rentabilité globale sur cette période. Les taux d'intérêts sont hautement sensibles à différents facteurs qui ne dépendent pas du contrôle de l'Émetteur. Des changements sur le marché des taux d'intérêts pourraient affecter de manière différente les taux d'intérêt perçus sur les actifs productifs d'intérêts et les taux d'intérêts versés sur la base des passifs portants intérêts. Tout changement défavorable dans la courbe de rendement pourrait entraîner une baisse des revenus nets d'intérêts de l'Émetteur au titre de ses activités de crédit. De plus, une augmentation des taux d'intérêt applicable au financement court terme et une asymétrie d'échéance peuvent affecter défavorablement la rentabilité de l'Émetteur.

14. L'Émetteur est exposé aux risques de crédit des autres contreparties

En tant qu'établissement de crédit, l'Émetteur est exposé à la solvabilité de ses clients et contreparties. Les risques de crédit impactent les états financiers de l'Émetteur lorsque qu'une contrepartie ne peut pas respecter ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations, dans les registres de la banque, est positive. Cette contrepartie peut être une banque, une institution financière, une entreprise commerciale ou industrielle, un gouvernement et ses différentes émanations, un fond d'investissement ou une personne physique. Le niveau des charges pour dépréciation d'actifs comptabilisé par l'Émetteur peut s'avérer insuffisant pour couvrir les pertes et l'Émetteur devra comptabiliser des charges additionnelles pour de possible mauvaises créances ou créances douteuses sur de périodes futures.

15. L'Émetteur et le Groupe Crédit Agricole sont soumis à des systèmes de supervision et réglementaires étendus qui peuvent changer

Une multitude de systèmes réglementaires et de régimes de supervision s'appliquent à l'Émetteur et à ses filiales dans chacune des juridictions dans lesquelles ils exercent leurs activités. La non-conformité à ces régimes pourrait entraîner une intervention des autorités de régulation et conduire à des amendes conséquentes, une dénonciation publique des pratiques, des dommages de réputation, la suspension forcée de certaines opération, voir dans des situations extrêmes la suspension ou le retrait de l'agrément bancaire ou de l'autorisation d'exercer. Comme indiqué ci-avant, l'industrie des services financiers a été soumise à une surveillance accrue depuis quelques années, et les pénalités imposées ont augmenté significativement. Cette tendance pourrait continuer ou s'accélérer. La capacité de l'Émetteur à étendre ses activités ou à poursuivre certaines de ces activités existantes peuvent être limitées par des contraintes réglementaires y compris des contraintes imposées en réponse à la crise financière globale. Les activités du Groupe Crédit Agricole et ses gains peuvent aussi être affectée par les politiques et les actes de différentes autorités réglementaires en France, dans d'autres

pays de l'Union européenne ou dans des pays dans lequel l'Émetteur a une activité. La nature et l'impact de ces changements ne sont pas prévisibles et l'Émetteur ne les maîtrise pas.

Pour de plus amples informations, vous pouvez vous reporter aux facteurs de risque 3) « Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère » et 4) Les effets du dispositif de résolution bancaire » (notamment le d) « MREL et TLAC ») de la présente partie A « FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ » ci-dessus et au facteur de risque g) « La qualification des Obligations en tant qu'instruments de dettes éligibles au calcul des ratios MREL et TLAC fait l'objet d'incertitudes » du 1 – « Risques spécifiques liés à un investissement dans les Obligations » de la partie B « FACTEURS DE RISQUE LIÉS AUX OBLIGATIONS ».

16. La capacité de l'Émetteur à attirer et à garder des personnels qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et son incapacité à le faire pourrait avoir un impact négatif sur sa performance

Les employés de l'Émetteur sont sa ressource la plus importante et, dans beaucoup de domaines de l'industrie des services financiers, la concurrence pour le personnel qualifié est intense. Les résultats de l'Émetteur dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux employés et à garder et motiver ses employés existants. La capacité de l'Émetteur à attirer et à garder des personnels qualifiés pourrait potentiellement être impactée par des restrictions législatives et réglementaires sur la rémunération des employés dans l'industrie des services financiers. Des changements dans l'environnement économique pourraient obliger l'Émetteur à déplacer des employés d'une activité à l'autre ou à réduire le nombre d'employés dans certaines de ses activités. Cela pourrait causer des perturbations temporaires, les employés devant s'adapter à leurs nouveaux rôles, et pourrait réduire la capacité de l'Émetteur à tirer parti des améliorations de l'environnement économique. De plus, les lois actuelles et à venir (y compris les lois relatives à l'immigration et à l'externalisation) pourraient réduire la capacité de l'Émetteur à transférer les responsabilités ou le personnel d'une juridiction à l'autre. Cela pourrait avoir un impact sur sa capacité à tirer parti d'opportunités d'affaires ou de gains d'efficacité.

17. Les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques de l'Émetteur peuvent le laisser exposé à des risques non-identifiés ou non-anticipés, ce qui pourrait entraîner des pertes matérielles

Les stratégies et techniques de gestion des risques de l'Émetteur pourraient se montrer inefficaces pour limiter l'exposition aux risques dans tous les types d'environnements de marché ou contre tous les types de risques, y compris ceux que l'Émetteur n'aurait pas identifiés ou anticipés.

Certains des outils qualitatifs ou des mesures employées par l'Émetteur pour sa gestion des risques sont basés sur sa dépendance à des comportements de marché observés historiquement. Il applique des outils statistiques à ces observations pour déterminer ses expositions en risques. Ces outils et mesures pourraient ne pas entièrement prédire des expositions futures. Ces expositions en risque pourraient, par exemple, résulter de facteurs qu'il n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques, ou de comportements de marché sans précédents. Cela limiterait sa capacité à gérer ses risques et pourrait affecter ses résultats. Les pertes de l'Émetteur pourraient en conséquence être significativement plus importantes que celles anticipées sur la base de mesures historiques. De plus, certains des procédés utilisés par l'Émetteur pour ses estimations de risques imposent des jugements subjectifs, difficiles ou complexes qui peuvent se révéler incorrects. Enfin, bien qu'aucun dysfonctionnement n'ait été identifié jusqu'à présent, la gestion des risques est soumise au risque opérationnel, notamment au risque de fraude.

18. Le changement des principes et méthodes comptables pourrait avoir un impact sur les états financiers et les ratios de fonds propres de l'Émetteur et entraîner des coûts additionnels

Les principes et méthodes comptables applicables évoluent et changent régulièrement, et les états financiers et les ratios de fonds propres de l'Émetteur sont potentiellement impactés par ces changements. Par exemple, en juillet 2014, le bureau international des normes comptables (IASB) a publié la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui doit remplacer la norme IAS 39 à compter du 1^{er} janvier 2018 suite à son adoption par l'Union européenne. La nouvelle norme modifie et complète les règles de classification et de mesure des instruments financiers. Elle inclut un nouveau modèle de dépréciation basé sur les pertes de crédit prévues (*Expected Credit Losses*, "ECL") alors que le modèle actuel est basé sur des provisions pour des pertes encourues, et des nouvelles règles générales sur la comptabilisation des couvertures. La nouvelle approche basée sur ECL pourrait entraîner des charges de dépréciation significatives pour l'Émetteur et rendre ses ratios de fonds propres réglementaires plus volatils ; de plus les coûts supportés par l'Émetteur pour l'implémentation de ces nouvelles normes pourraient impacter négativement ses résultats.

19. Les changements récents des règles des impôts fédéraux des Etats-Unis sur le revenu pourraient impacter négativement la profitabilité et la situation financière des activités du groupe Crédit Agricole aux Etats-Unis

La législation fiscale des Etats-Unis récemment promulguée modifie les règles de l'impôt fédéral des Etats Unis sur le revenu applicable aux activités du Groupe Crédit Agricole aux Etats-Unis. Alors que la législation fiscale réduit l'impôt fédéral sur les sociétés de 35% à 21%, elle introduit également des règles contre l'érosion fiscale qui peuvent effectivement limiter la déductibilité fiscale de certains paiements faits aux Etats-Unis par des entités Américaines (US) à des entités filiales non Américaines (US). En plus des impacts directs de ces modifications sur les activités du Groupe Crédit Agricole aux Etats-Unis, la législation pourrait avoir des impacts significatifs sur la profitabilité ou la situation financière des clients entreprises du Groupe Crédit Agricole, dont certains pourraient chercher, en conséquence, à restructurer leurs opérations de financements ou la structure de leur groupe. Dans ce cas, cela pourrait avoir un impact sur l'exposition au risque de Groupe Crédit Agricole. Les réformes pourraient aussi affecter l'environnement concurrentiel dans le secteur bancaire. A date, il n'est pas possible de prédire l'intégralité des effets de cette législation sur les activités et les opérations du Groupe Crédit Agricole ou sur celles de ses clients. La législation fiscale pourrait avoir un impact négatif sur la profitabilité et la situation financière du Groupe Crédit Agricole

20. Structure de l'Émetteur

- a) Bien que la contribution des Caisses Régionales au résultat net de l'Émetteur soit significative et bien que l'Émetteur exerce des pouvoirs importants sur celles-ci au titre de sa fonction d'Organe Central, il ne contrôle pas les décisions prises par les sociétaires/actionnaires de celles-ci.

Une part significative du résultat net de l'Émetteur provenait historiquement des Caisses Régionales. Les Caisses Régionales constituent également un réseau de distribution significative des produits et services offerts par d'autres secteurs d'activité, notamment l'assurance, la gestion d'actifs, et les services financiers spécialisés. L'Émetteur ne dispose pas de participations dans les Caisses régionales (à l'exception de la Caisse régionale de la Corse) et ne contrôle pas les décisions qui nécessitent l'accord des actionnaires (sociétaires) des Caisses Régionales. L'Émetteur et les Caisses Régionales sont incités à fonctionner en coopération et collaboration (ce qui a été démontré, au fil des années, au travers du fonctionnement du groupe Crédit Agricole) principalement au travers des mécanismes de solidarité financière et de garantie qui soutiennent, directement ou indirectement, la solvabilité de tout le Groupe Crédit Agricole. L'Émetteur dispose également des pouvoirs de contrôle importants en tant qu'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole. Cependant, la relation juridique entre l'Émetteur et les Caisses Régionales est d'une nature différente d'une relation de « droits de vote et de propriété ».

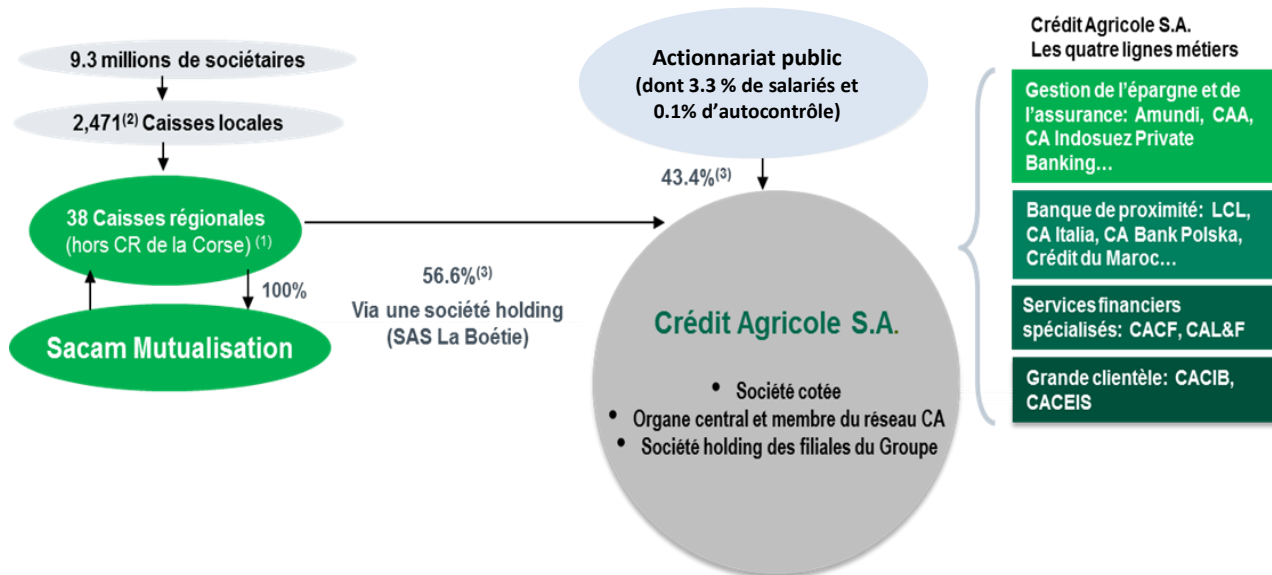
- b) Suite au transfert de la quasi-totalité de sa participation dans 38 Caisses Régionales, l'Émetteur n'enregistre plus un pourcentage du résultat net des Caisses Régionales dans les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole SA.

L'Émetteur a transféré, le 3 Aout 2016, la quasi-totalité de ses 25% de parts sociales dans les Caisses Régionales (la Caisse Régionale de Corse exclue) à une société détenue à 100% par les Caisses Régionales dénommée SACAM Mutualisation. Du fait de ce transfert, l'Émetteur ne détient pratiquement plus, directement ou indirectement, de part dans les Caisses Régionales (à l'exception de la Caisse Régionale de la Corse) mais continue d'agir en tant qu'Organe Central, à centraliser les opérations de refinancement du Groupe Crédit Agricole et à gérer le mécanisme de protection de solvabilité et de liquidité du Réseau du Crédit Agricole et de ses membres affiliés.

Ainsi, les Caisses régionales ne seront plus comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence dans les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole SA, réduisant ainsi le résultat net annuel de ces états financiers consolidés.

Historiquement, la quote-part du résultat nette des Caisses Régionales a été moins volatile que les autres sources de résultats du Groupe Crédit Agricole S.A. Ainsi, la réalisation de ce transfert pourrait augmenter la volatilité des résultats nets du groupe Crédit Agricole SA dans le futur.

Organigramme simplifié du Groupe Crédit Agricole :



(1) La Caisse régionale de la Corse, qui est détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est également actionnaire de SACAM Mutualisation

(2) Au 31 décembre 2016

(3) Au 30 septembre 2017

- c) Fonds de garantie avec les Caisses Régionales, les autres Membres du Réseau du Crédit Agricole et autres affiliés

En tant qu'Organe Central du « Réseau du Crédit Agricole », tel que défini par la loi française et comprenant essentiellement Crédit Agricole S.A., les Caisses Régionales, les Caisses Locales et, d'autres affiliés (essentiellement Crédit Agricole CIB), l'Émetteur représente ses établissements de crédit affiliés devant les régulateurs. Conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, l'Émetteur doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau du Crédit Agricole, ses affiliés ainsi que de l'ensemble du Réseau. Du fait de son rôle d'Organe Central, l'Émetteur dispose de

pouvoirs conférés par la loi et les réglementations applicables pour exercer une supervision technique, administrative et financière sur l'organisation et la gestion de ces entités.

Pour assister l'Émetteur dans ces fonctions d'Organe Central, et afin d'assurer les supports mutuels au sein du Réseau du Crédit Agricole et ses affiliés, un fonds de garantie (le « **Fonds de Garantie** ») permettant de renforcer la liquidité et la solvabilité du Groupe a été mis en place. Ce Fonds de Garantie est abondé à 75% par l'Émetteur et à 25% par les Caisses Régionales, pour un montant total de 1 102 871 949 Euros au 30 septembre 2017. Bien que l'Émetteur n'a pas connaissance de circonstances qui entraîneraient le recours à ce Fonds de Garantie, il ne peut y avoir aucune assurance qu'il ne sera pas nécessaire d'y avoir recours ou qu'il ne sera pas nécessaire d'y injecter des fonds supplémentaire si ses capacités s'avéraient insuffisantes à rétablir la liquidité et la solvabilité d'un membre du Réseau du Crédit Agricole ou de l'un de ses affiliés.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les Obligations.

- d) L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses Régionales peut être limité par la mise en œuvre du régime de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation

La directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, qui a fait l'objet d'une transposition en France au travers de l'ordonnance du 20 Août 2015 prévoit un régime de résolution applicable aux établissements de crédit défaillants ou susceptible d'être défaillants ou nécessitant un soutien financier public exceptionnel (se référer au facteur de risque 4) « *Les effets du dispositif de résolution bancaire* » (notamment le d) « *MREL et TLAC* ») de la présente partie A « **FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ** » ci-dessus).

Ce régime de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué aux Réseau du Crédit Agricole (tel que défini par la loi française), ce mécanisme devant s'exercer préalablement à toute mesure de résolution. Cependant, l'application au Groupe Crédit Agricole des procédures de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de l'Émetteur consentie par l'ensemble des Caisses Régionales, solidairement et conjointement entre elles à hauteur de leur capital, réserves et report à nouveau (la « **Garantie de 1988** »), dans la mesure où la résolution devrait intervenir avant la liquidation, étant précisé que ladite Garantie de 1988 ne peut être appelée que si les actifs de l'Émetteur sont insuffisants pour couvrir ses obligations à l'issue de sa liquidation ou dissolution.

- e) Conflits d'intérêts avec les Caisses Régionales

Les Caisses Régionales commercialisent directement les titres comme pour certaines autres émissions obligataires de l'Émetteur.

De par leur participation majoritaire (au travers de la SAS La Boétie) dans le capital de l'Émetteur, les Caisses Régionales disposent également du pouvoir de contrôler l'issue des votes au sein de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de l'Émetteur y compris des votes et décisions relatifs la nomination ou l'approbation des membres du conseil d'administration et sur la distribution des dividendes.

Les Caisses Régionales peuvent avoir des intérêts différents de ceux de l'Émetteur et des autres actionnaires de l'Émetteur.

Les porteurs sont également invité s'agissant des conflits d'intérêts potentiels avec les filiales de l'Émetteur intervenant dans le cadre de l'émission des Obligations, à se reporter au facteur de risque l) « *Conflits d'intérêts avec les filiales de Crédit Agricole SA intervenant dans le cadre de l'émission des Obligations* » du 1/ « *Risques spécifiques liés à un investissement dans les Obligations* » de la Partie B « **FACTEURS DE RISQUES LIÉS AUX OBLIGATIONS** » du présent Prospectus.

B. FACTEURS DE RISQUES LIÉS AUX OBLIGATIONS

1. Risques spécifiques liés à un investissement dans les Obligations

- a) Les Obligations ne sont pas nécessairement adaptées à tous les investisseurs

Les Obligations sont des instruments nouveaux et novateurs (qui ne peuvent être émis, en droit français, que depuis la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique entrée en vigueur le 11 décembre 2016 ayant modifié l'article L613-30-3-I du Code monétaire et financier par l'insertion d'un 4° introduisant, en droit français, la nouvelle catégorie de titres de senior non préférés dont les Obligations font partie – ci-après la « **Loi Sapin II** »). Du fait de leurs caractéristiques, ils ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

L'investissement dans les Obligations implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Obligations, et notamment le risque de non remboursement total ou partiel, en cas de liquidation judiciaire de l'Émetteur et celui de perte partielle ou totale du montant investi dans le cadre d'une procédure de résolution sur l'Émetteur (se reporter au facteur de risques 4) « *Les effets du dispositif de résolution bancaire* » de la partie A – « **FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ** » et au facteur de risque b) « *En tant qu'Obligations entrant dans la catégorie des obligations senior non préférées de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier, elles sont de rang inférieur à certaines autres obligations chirographaires (senior)* » du 1/ « *Risques spécifiques liés aux Obligations* » de la présente partie B – « **FACTEUR DE RISQUE LIÉS AUX OBLIGATIONS** ».

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Obligations.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Obligations.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Obligations et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Obligations).

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent, notamment le risque de la perte partielle ou totale des sommes investies.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Obligations, les Obligations peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Obligations.

- b) En tant qu'Obligations entrant dans la catégorie des obligations senior non préférées de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier, elles sont de rang inférieur à certaines autres obligations chirographaires (senior).

Les engagements de l'Émetteur au titre des Obligations constituent des engagements senior non-préférés entrant dans la catégorie définie à l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier tel que cet article ressort de la Loi Sapin II.

- Bien que les Obligations, de par leurs termes, soient définies comme des engagements directs, inconditionnels, non garantis et chirographaires (senior) de l'Émetteur, elles ont un rang inférieur, en terme de priorité de paiement, en cas de liquidation judiciaire de l'Émetteur (i) aux Obligations Senior Préférées de l'Émetteur (telles que définies ci-dessous), et (ii) à tous les engagements, existants ou futurs, de l'Émetteur bénéficiant d'une priorité en vertu de la loi applicable (en ce compris les obligations de l'Émetteur vis-à-vis des déposants ou les créanciers de l'Émetteur au titre des dérivés). De ce fait, en cas de mise en œuvre d'une procédure de liquidation judiciaire sur l'Émetteur, le paiement des Obligations n'interviendra, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le désintéressement complet des porteurs d'Obligations Senior Préférées et des engagements de l'Émetteur bénéficiant d'une priorité de paiement en vertu de la loi applicable.

Dans ce contexte, il faut entendre par « **Obligations Senior Préférées** » ou « **dettes Senior Préférées** » de l'Émetteur, toutes les obligations ou dettes existantes ou futures de l'Émetteur qui entrent implicitement ou expressément dans la catégorie définie à l'article L613-30-3-I-3° du Code monétaire et financier, étant précisé que tous les instruments directs, inconditionnels, non assorties de suretés et non subordonnés émis par l'Émetteur avant la date d'entrée en vigueur de la Loi Sapin II (i.e. avant le 11 décembre 2016) sont des Obligations Senior Préférées.

- Également, si l'Émetteur entrait en résolution, ses dettes éligibles (dont les Obligations) seraient sujettes au renflouement interne, c'est-à-dire à leur potentielle dépréciation, totale ou partielle, ou à leur conversion en capital (instrument de fonds propres de catégorie 1) de l'Émetteur ou en d'autres instruments en fonction de l'ordre de priorité qui s'appliquerait en matière de liquidation judiciaire. Parce que les obligations senior non préférées, telles que les Obligations, sont de rang inférieur aux Obligations Senior Préférées (telles que définies ci-dessus), elles pourraient être converties en capital de l'Émetteur ou être dépréciées totalement ou partiellement avant les Obligations Senior Préférées de l'Émetteur (se référer également au facteur de risque 4) « *Les effets du dispositif de résolution bancaire* » de la partie A – « **FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ** »).

Ainsi les porteurs de Obligations supportent un risque significativement plus important que les porteurs d'Obligations Senior Préférées et pourraient perdre tout ou une partie significative de leur investissement si l'Émetteur entrait en résolution ou en liquidation judiciaire.

- c) Risque relatif à l'absence de restriction pour l'Émetteur d'émettre d'autres obligations de même rang ou de rang supérieur

Le montant des emprunts obligataires restant en circulation, des dépôts et de la juste valeur de marché des dérivés sont disponibles dans les états financiers consolidés de l'Émetteur et les notes annexes à ces derniers (aux dates qui y sont spécifiés) et qui sont incorporés par référence au présent Prospectus (au travers du document de référence 2016 et le cas échéant ses actualisations)

Les termes et conditions des Obligations ne prévoient aucune restriction ou contrainte limitant le montant de dette de même rang (i.e. montant de dette senior non préférées au sens l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier) ou de rang de supérieur (i.e. montant de dettes Senior Préférées telles que celles-ci sont définies ci-dessus) que l'Émetteur peut émettre. L'émission de tels instruments pourrait réduire de manière substantielle le montant que recevront les porteurs d'Obligations en cas de liquidation de l'Émetteur.

- d) Les termes et conditions contiennent des engagements très limités

- Il n'y a pas de clause de nantissement négatif (*negative pledge*) applicable aux Obligations : de ce fait, l'Émetteur ne s'interdit pas à mettre en place des garanties nouvelles au profit d'autres créanciers que les porteurs des Obligations sur tout ou partie de ses actifs disponibles et n'est pas contraint d'accorder les mêmes garanties aux porteurs des Obligations.
- L'Émetteur est généralement autorisé à vendre ou d'une manière générale à céder n'importe lequel de ses actifs auprès d'une autre entité ou société. Si l'Émetteur décide de céder d'une large portion de ses actifs, les investisseurs dans les Obligations

n'auront pas droit à un remboursement anticipé des Obligations, et les actifs cédés ne viendront plus en support des Obligations.

- Les Obligations n'obligent pas l'Émetteur à satisfaire les ratios financiers, ni ne limite sa capacité ou celle de ses filiales à augmenter son endettement ou à distribuer des dividendes, racheter des actions ou distribuer des liquidités aux actionnaires. De telles démarches pourraient affecter potentiellement la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations concernant ses titres de dette, en ce compris les Obligations.

e) Absence de cas de défaut

Les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements (y compris en cas de mise en résolution de l'Émetteur). Toutefois, si un jugement prononce la liquidation judiciaire de l'Émetteur ou si une liquidation de l'Émetteur intervient pour toute autre raison, les Obligations deviendront immédiatement remboursables, en tenant compte de leur rang.

De ce fait, notamment, les porteurs des Obligations ne pourront pas se prévaloir d'un manquement, quel qu'il soit, de l'Émetteur au titre du présent Prospectus ou au titre de tout autre engagement qu'il aurait par ailleurs, pour demander un remboursement anticipé des Obligations.

Les porteurs sont également invités à se référer au facteur de risque b) « *En tant qu'Obligations entrant dans la catégorie des obligations senior non préférées de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier, elles sont de rang inférieur à certaines autres obligations chirographaires (senior)* » du 1 – « *Risques spécifiques liés à un investissement dans les Obligations* » de la présente partie B – « **FACTEURS DE RISQUES LIES AUX OBLIGATIONS** » ci-dessus.

f) Renonciation aux droits de compensation

Le *Term Sheet* du Conseil de Stabilité Financière, mettant en exergue les exigences TLAC applicables aux Banques d'Importance Systémique Mondiale (incluant le Groupe Crédit Agricole) (le « **Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière** ») prévoit que les instruments éligibles à être inclus dans le calcul du TLAC Minimum (tel que défini dans ce *Term Sheet*) de l'Émetteur ne pourraient pas faire l'objet de droits de compensation qui impacteraient leur capacité d'absorption des pertes en résolution.

Également, l'exercice de ces droits de compensation sur les obligations de l'Émetteur liées aux Obligations à compter de l'ouverture d'une procédure de résolution serait prohibé par l'article 68 de la DRRB (telle que transposée en droit français).

(Se référer également aux facteurs de risques 3/ - « *Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère* » et 4/ - « *Les effets du dispositif de résolution bancaire* » de la partie A - « **FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'EMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ** » ci-dessus).

De plus, les conditions des Obligations contiennent une disposition au travers de laquelle les porteurs renoncent expressément à ses droits de compensation auxquels ils auraient autrement pu prétendre dans la mesure où de tels droits pourraient autrement impacter la capacité d'absorption des pertes des Obligations.

De ce fait, si l'Émetteur fait l'objet de procédures de résolution, les porteurs ne pourront pas prétendre à la compensation des obligations de l'Émetteur liées aux Obligations avec leurs propres obligations vis-à-vis de l'Émetteur.

g) la qualification des Obligations en tant qu'instruments de dettes éligibles au calcul des ratios MREL et TLAC fait l'objet d'incertitudes

Il est de l'intention de l'Émetteur de traiter les Obligations comme des Instruments Éligibles MREL/TLAC conformément aux Règlements MREL/TLAC Applicables. Cependant, il existe des incertitudes sur les termes et la substance définitives de ces Règlements MREL/TLAC Applicables et l'Émetteur ne peut pas être assuré et ne peut pas garantir que ces Obligations seront ou demeureront des Instruments Éligibles MREL/TLAC.

Il n'existe actuellement aucune loi ou réglementation européenne mettant en œuvre le TLAC lequel demeure, à ce jour, un concept défini uniquement dans le *Term Sheet* TLAC du Conseil de Stabilité Financière. La Commission Européenne a récemment publié des propositions de directives et de règlements pour rendre applicables les dispositions du *Term Sheet* TLAC du Conseil de Stabilité Financière et pour modifier les critères d'éligibilité pour le MREL. Bien que l'Émetteur considère que les termes et conditions des Obligations sont cohérentes avec ces propositions de la Commission Européenne, celles-ci n'ont pas encore été interprétées et lorsqu'elles seront finalement adoptées, les règles applicables aux exigences MREL et TLAC pourraient être différentes de celles proposées (se référer également au facteur de risque 4) « *les effets du dispositif de résolution bancaire* » – de la partie A – « **FACTEUR DE RISQUES LIES À L'EMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ** »).

Du fait de ces incertitudes, et si toutefois les Obligations ne pouvaient pas être qualifiés d'Instruments Éligibles MREL/TLAC ou s'ils étaient initialement des Instruments Éligibles MREL/TLAC mais qu'ils devenaient inéligibles du fait d'une modification des Règlements MREL/TLAC Applicables, alors l'Émetteur pourrait procéder au remboursement anticipé des Obligations du fait de l'occurrence d'un Événement de Disqualification MREL/TLAC avec les conséquences indiquées ci-dessous (se référer au facteur de risque h) « *Les Obligations peuvent être remboursées par anticipation (i.e. avant la Date d'Échéance) en cas d'occurrence d'un Événement de Disqualification MREL/TLAC ou d'un Événement Fiscal* » du 1/ « *Risques Spécifiques liés à un investissement dans les Obligations* » de la présente partie B « **FACTEURS DE RISQUE LIES AUX OBLIGATIONS** »).

Pour les besoins du présent paragraphe, les termes « MREL », « TLAC », « Instruments Éligibles MREL/TLAC », « *Term Sheet* TLAC

du Conseil de Stabilité Financière », « Évènement de Disqualification MREL/TLAC » et « Règlements MREL/TLAC Applicables » sont définis à l'article 2.6.0 (Définitions) du Chapitre II « EMISSION ET ADMISSION DE VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES DE CREANCES SUR EURONEXT (les « OBLIGATIONS ») - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION » du présent Prospectus.

- h) Les Obligations peuvent être remboursées par anticipation (i.e. avant la Date d'Échéance) en cas d'occurrence d'un Évènement de Disqualification MREL/TLAC ou d'un Évènement Fiscal

Sous réserve des dispositions de l'article 2.6.2. (Amortissement Anticipé) du Chapitre II « EMISSION ET ADMISSION DE VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES DE CREANCES SUR EURONEXT (les « OBLIGATIONS ») - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION » du présent Prospectus, l'Émetteur peut, à sa discrétion, procéder au remboursement, en totalité et non en partie, des Obligations à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement anticipé (exclue) en cas d'occurrence d'un Évènement de Disqualification MREL/TLAC ou d'un Évènement Fiscal

Une telle option de remboursement anticipée peut limiter la valeur de marché des Obligations. Durant toute la période au cours de laquelle l'Émetteur peut choisir de rembourser les Obligations par anticipation, la valeur de marché des Obligations n'augmentera généralement pas substantiellement au-dessus du prix auquel elles peuvent être remboursées. Cela pourrait également être le cas avant toute période pendant laquelle le remboursement peut avoir lieu si le marché considère que les Obligations pourraient faire l'objet d'un remboursement anticipé dans un futur proche.

Si l'Émetteur décide de procéder au remboursement anticipé des Obligations dans les circonstances définies ci-dessus, il existe un risque pour que les Obligations soient remboursées à un moment où le produit du remboursement (i.e. le montant remboursé) est inférieur à la valeur actuelle de marché des Obligations ou à un moment où les taux d'intérêts en vigueur sont relativement bas. Dans ce dernier cas, les porteurs d'Obligations ne pourront réinvestir le montant reçu au titre du remboursement anticipé des Obligations que dans des titres ou autres instruments ayant un rendement plus faible que celui des Obligations. Les investisseurs potentiels doivent alors évaluer leur risque de réinvestissement à la lumière des autres possibilités d'investissement disponibles à ce moment.

- i) les Obligations, en tant que titres senior non préférés constituent une nouvelle catégorie de dettes pour lesquelles il n'existe pas de données historiques de cours ou de négociation et pour lesquelles il n'existe pas encore de marché

Avant l'entrée en vigueur de la Loi Sapin II, le 11 décembre 2016, les émetteurs français ne pouvaient pas émettre de titres de la catégorie senior non préférée (telle que les Obligations). En conséquence, il n'existe aucune donnée historique pour cette catégorie de titres. Les acteurs de marchés, y compris les agences de notation, sont en train d'évaluer les risques associés à cette nouvelle catégorie de titres et n'en sont encore qu'aux prémises. Les notations de crédit accordées aux titres senior non préférés (dont les Obligations) peuvent changer si les agences de notation ajustent leurs approches et la valeur de tels titres peut être particulièrement volatile. Il est possible, qu'avec le temps, les notations de crédit et la valeur des titres senior non préférés (en ce compris les Obligations) soient plus faibles que celles que les investisseurs/porteurs prévoyaient au moment de l'émission des Obligations. Si tel est le cas, les investisseurs/porteurs peuvent subir des pertes liées à leur investissement dans les Obligations.

Il n'existe actuellement encore aucun marché pour les Obligations et il n'est pas garanti qu'un tel marché se développe ou que les porteurs des Obligations pourront revendre les revendre sur le marché secondaire.

- j) Les Obligations ont une valeur nominale unitaire de 15.000€ ce qui peut avoir des impacts sur leur liquidité.

Les Obligations ont une valeur nominale unitaire de 15.000€. Ce montant unitaire important et inhabituel peut avoir pour effet d'augmenter le risque de non liquidité et le risque de non-développement du marché secondaire des Obligations.

En conséquence, les porteurs supportent un risque non négligeable de ne pas pouvoir revendre leurs Obligations facilement à défaut de marché secondaire et d'acheteurs et/ou à ne pouvoir les revendre qu'à des prix qui ne leur procureraient pas un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé.

- k) La valeur nominale unitaire de 15 000 euros des Obligations constitue un investissement important pour les investisseurs qui doivent veiller à la diversification de leurs investissements

Les Obligations sont distribuées par les Caisses régionales de Crédit Agricole auprès de leur clientèle de personnes physiques ou morales qui ne sont pas des investisseurs qualifiés au sens du Code monétaire et financier. À ce titre le montant représenté par une ou plusieurs Obligations peut représenter un investissement important pour un investisseur qui doit s'assurer que ses investissements et son épargne sont répartis de manière adéquate en fonction de ses besoins à moyen-long terme.

Une décision d'investissement dans les Obligations qui conduirait à une concentration trop importante d'Obligations rapportée à l'ensemble des investissements et de l'épargne d'un investisseur, pourrait nuire à la capacité d'arbitrage et à la liquidité de l'épargne de l'Investisseur.

- l) Conflits d'intérêts avec les filiales de Crédit Agricole SA intervenant dans le cadre de l'émission des Obligations

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) agit en qualité d'animateur de marché et CACEIS Corporate Trust assure la centralisation du service financier de l'emprunt. Ces sociétés sont toutes deux des filiales de l'Émetteur et peuvent, dans le cadre des prestations qu'elles rendent au titre de l'émission des Obligations, avoir des intérêts différents de l'Émetteur.

Les porteurs sont invités également, s'agissant des conflits d'intérêts avec les Caisses régionales commercialisant les Obligations, à se reporter au point e) « *Conflits d'intérêts avec les Caisses régionales* » du facteur de risques 19) « Structure de l'Émetteur » de la Partie A « *FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ* » ci-dessus.

- m) L'Émetteur ne sera pas tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser une retenue à la source qui serait instaurée

L'Émetteur n'est pas tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser une retenue à la source ou un prélèvement effectué au titre de tout impôt ou taxe. Ainsi, si une retenue à la source était instaurée, les porteurs des Obligations recevront un montant plus faible que celui du au titres des Obligations et la valeur de marché des Obligations sera négativement affectée.

2. Risques généraux relatifs aux obligations (titres obligataires)

- a) Changement législatif

Les modalités des Obligations sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une éventuelle décision judiciaire ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du Prospectus.

- b) Possible modification des caractéristiques des Obligations

L'assemblée générale des porteurs d'Obligations peut modifier certaines caractéristiques des Obligations (lorsqu'une telle modification n'est pas explicitement prévue par les Termes et Conditions des Obligations du présent Prospectus) dans les conditions prévues par la législation applicable. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs de la présente émission, y compris ceux qui ont voté contre la résolution considérée ou qui n'étaient pas présents ou représentés à l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne peut ni accroître les charges des porteurs ni établir un traitement inégal entre les porteurs d'une même masse. Toutefois, l'assemblée générale délibère sur toutes mesures ayant pour objet d'assurer la défense des porteurs et l'exécution du contrat d'emprunt ainsi que toute proposition tendant à la modification des modalités des Obligations.

- c) Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Obligations.

- d) La baisse de notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations

La notation de crédit de l'Émetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Obligations. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations.

Les notations de crédit peuvent ne pas refléter l'impact potentiel de tous les risques liés aux marchés ou à des facteurs additionnels qui peuvent affecter la valeur de marché des Obligations. Une notation de crédit n'est pas une recommandation d'acheter, vendre ou conserver des titres de créances et peut être révisée ou retirée par une agence de notation à tout moment.

- e) Le rendement effectif des Obligations pourrait être réduit par rapport au rendement indiqué en raison de coûts de transaction

Lorsque des Obligations sont achetées ou vendues, différents types de coûts incidents (y compris les frais de transaction et les commissions) sont encourus en sus du prix d'achat du titre. Ces coûts incidents peuvent réduire significativement ou même supprimer le bénéfice potentiel sur les Obligations. Par exemple, les établissements de crédit facturent en règle générale à leurs clients leurs propres commissions correspondant soit à des commissions minimum fixes soit à des commissions proportionnelles à la valeur de l'ordre. Dans la mesure où d'autres parties sont impliquées dans l'exécution d'un ordre, les porteurs d'Obligations doivent prendre en compte le fait qu'ils pourraient se voir facturer des frais de courtage, commissions et autres frais par ces autres parties (frais de tiers).

En plus de ces coûts directement liés à l'achat de titres (coûts directs), les porteurs d'Obligations doivent également prendre en compte tous coûts de suivi (tels que droits de garde). Les investisseurs potentiels devraient s'informer au sujet de tous coûts additionnels encourus du fait de l'achat, la garde ou la vente des Obligations avant d'investir dans les Obligations.

- f) Risques liés aux projets de loi de finances pour 2018, de loi de financement de la sécurité sociale et de loi de finances rectificative pour 2017

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que le projet de loi de finances pour 2018, le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 et les projets de loi de finances rectificative pour 2017 en discussion devant le Parlement à la Date de Règlement des Obligations, sont susceptibles de modifier la fiscalité applicable aux intérêts versés à compter du 1er janvier 2018, notamment pour les personnes physiques détenant des Obligations dans leur patrimoine privé (instauration à certaines conditions d'un prélèvement forfaitaire unique de 12,8% et taux des prélèvements sociaux porté à 17,2%) et pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (modification du taux de l'impôt sur les sociétés). À ce titre, les informations fournies quant à la fiscalité française applicable dans le

paragraphe 2.18.2 « *Fiscalité française* » du Chapitre II du présent Prospectus peuvent évoluer par application des lois y afférentes à compter de leurs entrées en vigueur.

g) Taxe sur les Transactions Financières

Le 14 février 2013, la Commission Européenne a proposé une directive, qui, si elle est adoptée dans sa forme actuelle relative, soumettrait les transactions sur les titres financiers (y compris les Obligations) à une taxe commune sur les transactions financières (la « **TTF** ») applicable en Autriche, en Belgique, en Estonie, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Portugal, en Slovénie, en Slovaquie et en Espagne (les « **États Membres Participants** »). Depuis, l'Estonie a fait savoir qu'elle ne participerait pas.

La TTF envisagée a un champ d'application très large et pourrait, si elle était adoptée en l'état, s'appliquer, dans certaines circonstances, à certaines opérations sur les Obligations (y compris pour des transactions sur le marché secondaire).

La TTF représenterait une charge qui devrait généralement être égale à 0,1 % du prix d'achat dans de telles opérations. L'émission et la souscription des Obligations ne devraient, cependant, pas être soumises à la TTF. Le mécanisme d'application et de collecte de cette TTF n'est pas encore connu mais, si la directive proposée par la Commission Européenne ou des taxes similaires sont adoptées, les transactions sur les Obligations pourraient être soumises à des coûts supérieurs et la liquidité des Obligations pourrait être affectée.

Selon les termes de la directive, la TTF pourrait s'appliquer, dans certaines circonstances, à des personnes établies dans et en dehors des États Membres Participants. De manière générale, elle pourrait s'appliquer à certaines opérations sur les Obligations dès lors qu'au moins une des parties à la transaction est une institution financière et qu'au moins une des parties à la transaction est établie dans un État Membre Participant. Une institution financière pourrait être établie ou être réputée établie dans un État Membre Participant dans un grand nombre de cas, y compris (a) lorsqu'elle contracte avec une personne établie dans un État Membre Participant ou (b) lorsque l'instrument financier objet de la transaction est émis dans un État Membre Participant.

Le Conseil « Affaires Économiques et Financières » (ECOFIN) de l'Union Européenne a indiqué le 6 décembre 2016 que dix des États Membres Participants (en excluant l'Estonie) ont accepté certaines mesures importantes qui formeront le cœur de la TTF et que les travaux et discussions continueront durant la première moitié de 2017.

Le projet de TTF fait toujours l'objet de négociations entre les États Membres Participants et le périmètre de cette taxe fait encore l'objet d'incertitudes. Il est possible que le projet de Directive soit modifié avant toute mise en œuvre dont le calendrier est encore obscur. D'autres États Membres de l'Union Européenne pourraient décider de participer à la mise en œuvre de la TTF et/ou d'autres États Membres Participants pourraient décider de se retirer.

Si la proposition de directive ou toute taxe similaire est adoptée et transposée dans les législations nationales, les porteurs d'Obligations pourraient être exposés à des frais de transaction plus élevés et la liquidité des Obligations sur le marché pourrait être diminuée. Les investisseurs potentiels des Obligations sont invités à consulter leurs propres conseils fiscaux pour déterminer les conséquences éventuelles de la TTF sur leur souscription, leur achat, leur détention, et leur faculté de disposer des Obligations.

h) Le rendement des Obligations pourrait être limité ou retardé en cas d'insolvabilité de l'Émetteur

Le rendement des Obligations pourrait être limité ou retardé si l'Émetteur devenait insolvable et/ou faisait l'objet d'une procédure de mandat ad hoc, de conciliation, ou sauvegarde, d'une procédure de sauvegarde financière accélérée, d'un redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La Garantie de 1988 accordée par les Caisses Régionales pourra être appelée si les actifs de Crédit Agricole S.A. dans le cadre d'une procédure de liquidation ou de dissolution sont insuffisants, mais pas dans le cadre d'autres procédures pour insolvabilité. Pour plus de détails au sujet de la Garantie de 1988, veuillez-vous référer à la section B.5 du résumé et au d) « L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses Régionales peut être limité par la mise en œuvre du nouveau régime français et européen de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation » du facteur de risque 19) « Structure de l'Émetteur » de la Partie A « FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'ÉMETTEUR ET À SON ACTIVITÉ ».

L'application de la législation française en matière d'insolvabilité pourrait affecter la capacité de l'Émetteur à procéder à des paiements au titre des Obligations. En vertu de la législation française en matière d'insolvabilité nonobstant toute clause contraire, les obligataires titulaires de titres de créance sont automatiquement groupés en une assemblée unique des obligataires (l'« **Assemblée** ») afin de défendre leur intérêt commun si une procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde accélérée, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire est ouverte en France eu égard à l'Émetteur. L'Assemblée comprendra tous les obligataires titulaires de titres de créance (obligations) émis par l'Émetteur (y compris les Obligations), en vertu ou non d'un programme d'émission de dette et sans considération de leur rang ou de la loi les régissant.

L'Assemblée délibérera sur le projet de plan de sauvegarde, projet de plan de sauvegarde accélérée, projet de plan de sauvegarde financière accélérée ou projet de plan de redressement préparé concernant l'Émetteur et pourra de surcroît consentir à :

- accroître les charges de ces titulaires de titres de créance (y compris les porteurs de Obligations) en rééchelonnant les paiements et/ou en procédant à une compensation partielle ou totale de créances;
- décider de convertir ces titres de créance (y compris les Obligations) en titres donnant ou susceptibles de donner accès au capital; et/ou
- consentir un traitement différencié entre les titulaires de titres de créance (y compris les porteurs d'Obligations) si les différences de situation le justifient.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à une majorité des deux tiers (calculée en proportion du montant des titres de créances détenus par les titulaires présents ou représentés lors d'une telle Assemblée). Aucun quorum n'est requis pour convoquer l'Assemblée.

L'administrateur judiciaire est autorisé à prendre en compte l'existence de conventions de vote ou de subordination auxquelles un porteur d'obligations aurait consenti, ou l'existence d'un accord prévoyant qu'une tierce partie s'acquittera des dettes du porteur, en totalité ou en partie, afin de diminuer le nombre de droits de vote détenus par ce dernier dans le cadre de l'Assemblée.

L'administrateur judiciaire doit présenter les méthodes de computation des droits de vote et les porteurs concernés peuvent contester cette computation devant le président du tribunal de commerce compétent.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la « Représentation des porteurs d'Obligations » du présent Prospectus ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

Pour de plus ample informations sur les autres conséquences et risques liés à la liquidation de l'Émetteur et aux conséquences de mesures de résolution sur l'Émetteur (incluant notamment l'outil de renflouement interne pouvant être mis en œuvre conformément au droit français, veuillez-vous référer au facteur des risques 4) « *Les Effets du dispositif de résolution bancaire* » de la partie A « *FACTEURS DE RISQUE LIES A L'EMETTEUR ET A SON ACTIVITE* » et au facteur de risques b) « *En tant qu'Obligations entrant dans la catégorie des obligations senior non préférées de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier, elles sont de rang inférieur à certaines autres obligations chirographaires (senior)* » du 1/ « *Risques spécifiques liés à un investissement dans les Obligations* » de présente la partie B « *FACTEURS DE RISQUE LIES AUX OBLIGATIONS* ».

i) Risques généraux de marché

Les investisseurs sont invités à obtenir des informations auprès de leurs intermédiaires au sujet des frais (droits de garde, frais de négociation ou autres) qui pourront leur être éventuellement appliqués dans le cadre de la souscription des Obligations. En effet, le remboursement du capital ne tient pas compte de l'inflation, ni des frais d'entrée ou de gestion éventuellement supportés par le porteur au titre de cet investissement. De ce fait, la performance nette pour porteur peut donc être négative.

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché.

i. Risque de liquidité sur le marché secondaire des Obligations

Il n'existe actuellement aucun marché secondaire pour les Obligations et il ne peut y avoir aucune garantie que ce marché se développera à l'avenir. Si le marché se développe, aucune assurance ne peut être donnée quant à l'évolution du marché secondaire des Obligations ou quant à la liquidité d'un investissement dans les Obligations du fait de l'existence éventuelle d'un tel marché ou de l'admission des Obligations aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Obligations facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Émetteur a signé un contrat d'animation de marché avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

L'Émetteur a la possibilité, mais non l'obligation, de racheter les Obligations, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques de rachat ou d'échange, conformément à la réglementation applicable.

ii. Risque de taux lié à la revente, par les porteurs, des Obligations avant l'échéance

Les Obligations portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Obligations. Si les porteurs vendent leurs Obligations avant l'échéance, ils les céderont au prix du marché (intégrant notamment l'évolution des taux d'intérêts et l'évolution du jugement du marché sur la signature de l'Émetteur) et réaliseront, par rapport au prix d'acquisition, une plus-value ou une moins-value en fonction de l'évolution des marchés. A titre d'exemple, si toutefois les taux d'intérêts venaient à augmenter, alors, la valeur de marché des Obligations baisserait. A contrario, en cas de baisse des taux d'intérêts, la valeur de marché des Obligations augmenterait.

iii. Le marché des titres de créances peut être volatile et pourrait être négativement affecté par nombre d'événements

Le marché des titres de créances émis par les banques (dont les Obligations) est influencé par les conditions économiques et de marché et, à des degrés divers, par les taux d'intérêts, taux de change et taux d'inflation dans d'autres pays Occidentaux et d'autres pays industrialisés. Aucune assurance ne peut être donnée que des événements en France, au Royaume-Uni (y compris les incertitudes résultant du référendum du 23 juin 2016 au titre duquel la majorité des votants ont choisi de quitter l'Union Européenne), en Europe, aux États-Unis (y compris les conséquences éventuelles du résultat des dernières élections aux États-Unis d'où D. Trump est sorti vainqueur) ou ailleurs n'occasionneront pas une volatilité du marché ou qu'une telle volatilité n'aura pas un effet défavorable sur le prix des Obligations ou que les conditions économiques et de marché n'auront pas d'autre effet défavorable.

iv. Risques particuliers liés à la revente, par les Porteurs, des Obligations avant échéance

Les Obligations vendues avant la date de remboursement normal par l'Émetteur risquent d'enregistrer une moins-value par rapport au prix d'acquisition, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente, ou d'insuffisance de liquidité pouvant avoir un effet sur le prix non mesurable a priori.

CHAPITRE I

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Le présent Prospectus devra être lu et interprété conjointement avec les documents cités ci-dessous.

Ces documents sont incorporés dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie intégrante :

1. le communiqué de presse publié par l'Émetteur le 9 mars 2016 relatif au Plan à Moyen Terme 2019 intitulé « Ambitions Stratégiques 2020 » (le « **Plan à Moyen Terme 2019** ») ;
2. le document de référence 2015 de Crédit Agricole SA, qui inclut notamment les états financiers au 31 décembre 2015 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole SA, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148 (ci-après le « **DR 2015** ») ;
3. l'actualisation A.01 au document de référence 2015 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 1^{er} avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01 (ci-après l'« **A01 du DR 2015** ») ;
4. l'actualisation A.02 au document de référence 2015 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02 (ci-après l'« **A02 du DR 2015** ») ;
5. l'actualisation A.03 au document de référence 2015 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 août 2016 sous le numéro D.16-0148-A03 (ci-après l'« **A03 du DR 2015** ») ;
6. l'actualisation A.04 au document de référence 2015 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 novembre 2016 sous le numéro D.16-0148-A04 (ci-après l'« **A04 du DR 2015** ») ;
7. le document de référence 2016 de Crédit Agricole SA, qui inclut notamment les états financiers au 31 décembre 2016 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole SA déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2017 sous le numéro D.17-0197 (ci-après le « **DR 2016** ») ;
8. l'actualisation A.01 au document de référence 2016 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0197-A01 (ci-après l'« **A01 du DR 2016** ») ;
9. l'actualisation A.02 au document de référence 2016 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2017 sous le numéro D.17-0197-A02 (ci-après l'« **A02 du DR 2016** ») ;
10. l'actualisation A.03 au document de référence 2016 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 août 2017 sous le numéro D.17-0197-A03 (ci-après l'« **A03 du DR 2016** ») ;
11. l'actualisation A.04 au document de référence 2016 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 novembre 2017 sous le numéro D.17-0197-A04 (ci-après l'« **A04 du DR 2016** ») ;

Par exception, les éléments suivants DR 2016 ne sont pas incorporés par référence :

- (a) la page de couverture interne du DR 2016 ;
- (b) la section relative au dépôt du DR 2016 auprès de l'AMF en page 1 ;
- (c) la référence, en page 90 du DR 2016 et la signature en page 128 du DR 2016 du rapport préparé par le Président du Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA sur les procédures de contrôle interne relatives à la préparation et au traitement des informations comptables et financières en page 90 à 128 du DR 2016 ne doit pas être considérées comme incorporées par référence ;
- (d) le rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA sur les procédures de contrôle interne relatives à la préparation et au traitement des informations financières et comptables en page 129 du DR 2016 ;
- (e) la section intitulée "contrôle interne" on page 201 du DR 2016 ;
- (f) la section intitulée "Documents Accessibles au Public" en page 529 du DR 2016 ;
- (g) la déclaration de Mr. Philippe Brassac, Directeur Général de l'Émetteur, en page 537 du DR 2016 faisant référence à la "lettre de fin de travaux" des commissaires aux comptes ;
- (h) la table de correspondance en pages 539 à 541 du DR 2016 et les notes y afférentes en page 540 ;
- (i) le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementées en pages 530 à 536 du DR 2016 ;
- (j) les pages de couverture internes de l'A01 du DR 2016, de l'A02 du DR 2016 et de l'A03 du DR 2016 ;
- (k) les déclarations de M. Philippe Brassac, Directeur Général de l'Émetteur, en pages 272 de l'A01 du DR 2016, 84 de l'A02 du DR 2016, 251 de l'A03 du DR 2016 et 97 de l'A04 du DR 2016, faisant référence à la "lettre de fin de travaux" des commissaires aux comptes.

(I)

Tous les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus ont été déposés à l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent Prospectus. Ces documents seront publiés sur le site internet de l'Émetteur (www.credit-agricole.com) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

TABLE DE CORRESPONDANCE

La table de correspondance ci-dessous fait référence aux pages de documents incorporés par référence conformément aux dispositions de l'Annexe XI du Règlement (CE) de la Commission n° 809/2004 mettant en œuvre la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les informations contenues dans les prospectus, la structure des prospectus, l'inclusion d'informations par référence, la publication des prospectus et la diffusion des communications à caractère promotionnel.

ANNEX XI		N° de page des documents incorporés par référence
1	Personnes responsables	
1.1	personnes responsables des informations	537 du DR 2016 272 de l'A01 du DR 201684 de l'A02 du DR 2016 251 de l'A03 du DR 2016 97 de l'A04 du DR 2016
1.2	déclaration des personnes responsables*	537 du DR 2016* 272 de l'A01 du DR 2016* 84 de l'A02 du DR 2016* 251 de l'A03 du DR 2016* 97 de l'A04 du DR 2016*
2	Contrôleurs Légaux des Comptes	
2.1	noms et adresses des contrôleurs légaux des comptes de l'Émetteur	538 du DR 2016 273 de l'A01 du DR 2016 85 de l'A02 du DR 2016 252 de l'A03 du DR 2016 98 de l'A04 du DR 2016
2.2	changements des contrôleurs légaux	538 du DR 2016 273 de l'A01 du DR 2016 85 de l'A02 du DR 2016 252 de l'A03 du DR 2016 98 de l'A04 du DR 2016
3	Facteurs de Risques	101-103; 119-128; 210-302; 345-357; 380-383; 397-401; 489-490 du DR 2016 49-137; 173-185; 190; 206-209; 222-226 de l'A01 du DR 2016 65-68 de l'A02 du DR 2016 101-109, 129-147, 171-172, 178, 195-197, 202-205 de l'A03 du DR 2016 86,88-91 de l'A04 du DR 2016
4	Information concernant l'Émetteur	
4.1	Histoire et évolution de l'Émetteur	2-5; 19-20; 202-205; 452; 512 du DR 2016 Plan à Moyen Terme 2019 - 213-215 du DR 2015168-171, 239-242, 244-246 de l'A03 du DR 2016
4.1.1	raison sociale et nom commercial	512 du DR 2016 148, 256 de l'A03 du DR 2016

* la déclaration de M. Philippe Brassac relative à la "lettre de fin de travaux" n'est pas incorporée par référence dans le cadre du présent Prospectus.

4.1.2	lieu de constitution et numéro d'enregistrement	512 du DR 2016 148, 256 de l'A03 du DR 2016
4.1.3	date de constitution et durée de vie	512 du DR 2016 148 de l'A03 du DR 2016
4.1.4	siège social, forme juridique, législation, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone	512 du DR 2016 148, 256 de l'A03 du DR 2016
4.1.5	Évènement récent propre à l'Émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	202-205; 452 du DR 2016 47-48; 268 de l'A01 du DR 2016
5	Aperçu des activités	
5.1	Principales activités	
5.1.1	Description des activités principales de l'Émetteur	22-32; 178-207, 366-370; 527-528 du DR 2016 2; 6-10; 13-48 de l'A01 du DR 2016
5.1.2	nouveau produits ou nouvelles activités, s'ils sont importants	527 du DR 2016
5.1.3	Description des principaux marchés de l'Émetteur	24-32 du DR 2016 194-198 de l'A01 du DR 2016 183-187 de l'A03 du DR 2016
5.1.4	position concurrentielle	N/A
6	Organigramme	
6.1	description du groupe et de la place de l'Émetteur en son sein	5; 308-313 ; 465-467 du DR 2016 3 de l'A01 du DR 2016 230-238 de l'A03 du DR 2016
6.2	lien de dépendance	310-313; 463-464; 527-528 du DR 2016 139-142 de l'A01 du DR 2016 149 de l'A03 du DR 2016
7	Informations sur les tendances	
7.1	détérioration significative affectant les perspectives de l'Émetteur	529 du DR 2016
7.2	tendance connue, incertitude, demande, engagements ou évènement raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'Émetteur	2-3; 202-205; 452 du DR 2016 Plan à Moyen Terme 2019 – 213-215 du DR 2015 47-48; 268 de l'A01 du DR 2016 24-25 de l'A03 du DR 2016
8	Prévision ou estimation du bénéfice	N/A
9	Organes d'administration, de direction et de surveillance	
9.1	informations concernant les organes d'administration et de direction	91-118; 130-149 du DR 2016 247-250 de l'A03 du DR 2016 94-95 de l'A04 du DR 2016
9.2	conflit d'intérêt	91-96; 147 du DR 2016
10	Principaux actionnaires	
10.1	information relative au contrôle	5; 10-11; 91; 401 du DR 2016

	26, 83, 205-206 de l'A03 du DR 2016 72 de l'A04 du DR 2016
10.2 description des accords qui pourraient entraîner un changement de contrôle	11 du DR 2016
11 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Émetteur	
11.1 Information Financières historiques	
États financiers consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2016:	304 – 452 du DR 2016
(i) bilan consolidé	316-317 du DR 2016
(ii) compte de résultat consolidé	314 du DR 2016
(iii) état consolidé du résultat global	315 du DR 2016
(iv) variation des fonds propres consolidés	318-319 du DR 2016
(v) tableau des flux de trésorerie consolidés	320-321 du DR 2016
(vi) méthodes comptables et notes explicatives.	322 - 452 du DR 2016
États financiers consolidés audités du groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2016:	138-268 de l'A01 du DR 2016
(i) bilan consolidé	145 de l'A01 du DR 2016
(ii) compte de résultat consolidé	143-144 de l'A01 du DR 2016
(iii) tableau des flux de trésorerie consolidés	148-149 de l'A01 du DR 2016
(iv) méthodes comptables et notes explicatives.	150-268 de l'A01 du DR 2016
États financiers non-consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2016:	456-506 du DR 2016
(a) bilan non consolidé;	458-459 du DR 2016
(b) éléments de hors-bilan non consolidés	459 du DR 2016
(c) compte de résultat non consolidé	460 du DR 2016
(d) méthodes comptables et notes explicatives	461-506 du DR 2016
États financiers consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015:	306-451 du DR 2015
(a) bilan consolidé;	318-319 du DR 2015
(b) compte de résultat consolidé;	316-317 du DR 2015
(c) tableau de flux de trésorerie consolidés;	322-323 du DR 2015
(d) méthodes comptables et notes explicatives	324-451 du DR 2015
États financiers consolidés audités du Groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	128-262 de l'A01 du DR 2015
(a) bilan consolidé;	135 de l'A01 du DR 2015
(b) compte de résultat consolidé;	133 de l'A01 du DR 2015
(c) état consolidé du résultat global	134 de l'A01 du DR 2015
(d) variation des fonds propres consolidés	136-137 de l'A01 du DR 2015
(e) tableau de flux de trésorerie consolidés;	138-139 de l'A01 du DR 2015
(f) méthodes comptables et notes explicatives.	140-262 de l'A01 du DR 2015
États financiers non-consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015:	454-504 du DR 2015
(a) bilan non consolidé;	456-457 du DR 2015

(b)	éléments hors-bilan non consolidés	457 du DR 2015
(c)	compte de résultat non consolidé;	458 du DR 2015
(d)	méthodes comptables et notes explicatives.	459-504 du DR 2015
11.2	États financiers	304-452; 456-506 du DR 2016 138-268 de l'A01 du DR 2016
11.3	Vérification des informations financières historiques annuelles	N/A
	Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2016	453-454 du DR 2016
	Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2016	269-270 de l'A01 du DR 2016
	Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers non consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2016	507-508 du DR 2016
	Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	452-453 du DR 2015
	Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	263-264 de l'A01 du DR 2015
	Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers non consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	505 du DR 2015
11.4	Date des dernières informations financières	304 du DR 2016 138 de l'A01 du DR 2016 2 de l'A03 du DR 2016 5 de l'A04 du DR 2016
11.5	Informations financières intermédiaires et autres	45-69 de l'A02 du DR 2016 6-243 de l'A03 du DR 2016 5-87, 93 de l'A04 du DR 2016
11.6	procédures judiciaires et d'arbitrage	250-252; 398-400 du DR 2016 65-68 de l'A02 du DR 2016 105-109, 171-172 de l'A03 du DR 2016 88 – 91 de l'A04 du DR 2016
11.7	changements significatifs de la situation financière de l'Émetteur	529 du DR 2016
12	Contrats Importants	310-313; 463-467; 527-528 du DR 2016
13	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts	N/A
14	Documents accessibles au public	89 de l'A02 du DR 2016 256 de l'A03 du DR 2016 103 de l'A04 du DR 2016

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

EMISSION ET ADMISSION DE VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES DE CREANCES SUR EURONEXT (les « OBLIGATIONS »)

1. CADRE DE L'EMISSION

1.1. AUTORISATIONS

Le Conseil d'Administration agissant conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, a autorisé Crédit Agricole S.A. par décision du 14 février 2017 complétée par les décisions du 11 août 2017 et du 5 novembre 2017, à procéder dans la limite d'un montant nominal maximum de 40 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devises à des émissions en euros d'obligations, subordonnées ou non, simples ou complexes, à durée déterminée ou indéterminée, pouvant ou non être remboursées par anticipation ou prorogées, assorties, en fonction des conditions des marchés de capitaux lors des émissions, d'un taux d'intérêt fixe ou variable et qui pourront être indexées sur tout type d'indices ou de valeurs mobilières.

Après avoir fait usage de cette autorisation à hauteur de 8 963 915 699 euros, la Responsable du Refinancement a décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'obligations senior non préférées entrant dans la catégorie définie à l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier (les « **Obligations** »), d'un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros.

1.2. ÉVALUATION DE LA SITUATION FINANCIERE ET COMMERCIALE DE L'ÉMETTEUR

Il ne s'est produit aucune détérioration significative de nature à avoir des répercussions sur les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016 autres que ceux décrits, le cas échéant, dans le Prospectus ou tout document incorporé par référence à celui-ci.

Il ne s'est produit aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur et du groupe Crédit Agricole S.A. depuis le 30 septembre 2017 autre que ceux décrits, le cas échéant, dans le Prospectus ou tout document incorporé par référence à celui-ci.

1.3. NOMBRE ET VALEUR NOMINALE DES OBLIGATIONS, PRODUIT DE L'EMISSION

L'objectif de montant minimum de l'émission est de 90 000 000 euros représenté par 6 000 Obligations d'une valeur nominale de quinze mille (15 000) euros chacune. La présente émission n'est soumise à aucun montant minimum ni maximum pour le succès de l'opération. En tout état de cause, le montant de l'émission sera limité au montant des souscriptions recueillies. Cette émission est susceptible d'être portée à un objectif de montant nominal maximum de 300 000 000 euros représenté, initialement, par 20 000 Obligations.

Cette option est ouverte jusqu'au 30 janvier 2018 à 17 heures (sauf clôture anticipée sans préavis au gré de l'Émetteur)

Le montant définitif de cette émission sera communiqué aux souscripteurs par un avis publié sur le site de l'Émetteur : www.credit-agricole.com en date du 2 février 2018 et d'un communiqué de presse en date du 2 février 2018.

Le produit brut minimum estimé de l'émission sera de 90 000 000 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 88 632 000 euros correspondant à une commission de montage et à une commission de placement due aux intermédiaires financiers et d'environ 1 350 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 18 000 euros. Le coût total estimé de l'émission est de 1 368 000 euros.

1.4. TRANCHES INTERNATIONALES

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international. Il n'est pas demandé de certificat d'approbation de ce Prospectus.

1.5. DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

1.6. PERIODE DE SOUSCRIPTION ET CONSENTEMENT DE L'ÉMETTEUR SUR L'UTILISATION DU PROSPECTUS

Période de souscription

L'émission des Obligations fait l'objet d'une offre au public. La souscription des Obligations est possible pour une clientèle non professionnelle dès lors qu'avisée et bénéficiant d'une capacité financière suffisante¹³, ou professionnelle (telle que définie par les articles L 533-16 et D 533-11 du Code monétaire et financier).

La souscription sera ouverte du 10 janvier 2018 au 30 janvier 2018 à 17 heures (la « Période de Souscription ») (sauf clôture anticipée sans préavis au gré de l'Émetteur). Toute souscription est irrévocable, étant toutefois précisé que, conformément aux dispositions de l'article 212-25 du Règlement Général de l'AMF, tout fait nouveau significatif ou toute erreur ou inexactitude concernant les informations contenues dans le prospectus, qui est susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation des Obligations et survient ou est constaté entre l'obtention du visa et la clôture de l'offre ou, le cas échéant, le début de la négociation sur un marché réglementé, est mentionné dans une note complémentaire au Prospectus qui est, préalablement à sa diffusion, soumise au visa AMF. Les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter des Obligations ou d'y souscrire avant que la note complémentaire ne soit publiée ont le droit de retirer leur acceptation pendant au moins deux jours de négociation après la publication de la note complémentaire au Prospectus.

Consentement de l'Émetteur sur l'utilisation du Prospectus

Crédit Agricole S.A. (l'« Émetteur ») consent à l'utilisation de ce Prospectus par les Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (les « Caisses Régionales ») et les informations qui y sont contenues (pour lesquels l'Émetteur est responsable), auprès desquelles les souscriptions seront reçues en France. Ce consentement est donné pour la Période de Souscription des Obligations.

Les Caisses Régionales fourniront aux investisseurs des informations sur les conditions de l'offre au moment où elle est faite.

Il n'y a pas d'autre condition nécessaire au consentement de l'autorisation d'utilisation du présent Prospectus. La liste et les coordonnées des Caisses Régionales sont les suivantes:

1. Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Alpes Provence	Société coopérative à personnel et capital variables, 25, chemin des Trois Cyrès, 13097 Aix-en-Provence, France, enregistrée au RCS d'Aix-en-Provence, France, sous le numéro 381 976 448.
2. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Alsace Vosges	Société coopérative à personnel et capital variables, 1, place de la Gare, BP 20440, 67008 Strasbourg, France, enregistrée au RCS de Strasbourg, France, sous le numéro 437 642 531.
3. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de l'Anjou et du Maine	Société coopérative à personnel et capital variables, 40, rue Prémartine, 72000 Le Mans, France, enregistrée au RCS du Mans, France, sous le numéro 414 993 998.
4. Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Aquitaine	Société coopérative à personnel et capital variables, 304, boulevard du Président Wilson, 33076 Bordeaux, France, enregistrée au RCS de Bordeaux, France, sous le numéro 434 651 246.
5. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Atlantique Vendée	Société coopérative à personnel et capital variables, La Garde, route de Paris, 44949 Nantes, France, enregistrée au RCS de Nantes, France, sous le numéro 440 242 469.
6. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Brie Picardie	Société coopérative à personnel et capital variables, 500, rue Saint Fuscien, 80095 Amiens, France, enregistrée au RCS d'Amiens, France, sous le numéro 487 625 436.
8. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Centre France	Société coopérative à personnel et capital variables, 3, avenue de la Libération, 63045 Clermont-Ferrand, France, enregistrée au RCS de Clermont-Ferrand, France, sous le numéro 445 200 488.
9. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Centre Loire	Société coopérative à personnel et capital variables, 8, allée des Collèges, 18920 Bourges, France, enregistrée au RCS de Bourges, France, sous le numéro 398 824 714.
10. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Champagne-Bourgogne	Société coopérative à personnel et capital variables, 269, faubourg Croncels, 10000 Troyes, France, enregistrée au RCS de Troyes, France, sous le numéro 775 718 216.

¹³ Au sein de la clientèle non professionnelle, la souscription est possible par les personnes physiques avisées et disposant d'une capacité financière suffisante ou au travers de sociétés assurant la gestion de tout ou partie de l'épargne financière desdites personnes physiques, de type holding patrimoniale ou SCI patrimoniale, à condition que le caractère patrimonial de ladite société soit justifié à la souscription.

11. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Centre Ouest	Société coopérative à personnel et capital variables, 29, boulevard de Vanteaux, BP 509, 87044 Limoges, France, enregistrée au RCS de Limoges, France, sous le numéro 391 007 457.
12. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres	Société coopérative à personnel et capital variables, 14, rue Louis Tardy, 17140 Lagord, France, enregistrée au RCS de La Rochelle, France, sous le numéro 399 354 810.
13. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Charente-Périgord	Société coopérative à personnel et capital variables, rue d'Epagnac, 16800 Soyaux, France, enregistrée au RCS d'Angoulême, France, sous le numéro 775 569 726.
14. Caisse régionale de crédit agricole mutuel des Côtes-d'Armor	Société coopérative à personnel et capital variables, La Croix Tual, Ploufragan, 22098 Saint-Brieuc, France, enregistrée au RCS de Saint-Brieuc, France, sous le numéro 777 456 179.
15. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Finistère	Société coopérative à personnel et capital variables, 7, route du Loch, 29555 Quimper, France enregistrée au RCS d de Quimper, France, sous le numéro 778 134 601.
16. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Franche-Comté	Société coopérative à personnel et capital variables, 11, avenue Elisée Cusenier, 25084 Besançon, France, enregistrée au RCS de Besançon, France, sous le numéro 384 899 399.
17. Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Ille-et-Vilaine	Société coopérative à personnel et capital variables, 4, rue Louis Braille, 35136 St-Jacques de la Lande, France, enregistrée au RCS de Rennes, France, sous le numéro 775 590 847.
18. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Loire Haute-Loire	société coopérative à personnel et capital variables, 94, rue Bergson, 42007 Saint-Etienne, France, enregistrée au RCS de Saint-Etienne, France, sous le numéro 380 386 854.
19. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine	société coopérative à personnel et capital variables, 56-58, avenue André Malraux, 57000 Metz, France, enregistrée au RCS de Metz, France, sous le numéro 775 616 162.
20. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Martinique et de la Guyane	société coopérative à personnel et capital variables, rue Case Nègre, Place d'Armes, BP 370, 97232 Lamentin, France, enregistrée au RCS de Fort-de-France, France, sous le numéro 313 976 383.
21. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Sud-Méditerranée	société coopérative à personnel et capital variables, 30, rue Pierre Bretonneau, B.P. 243, 66832 Perpignan, France, enregistrée au RCS de Perpignan, France, sous le numéro 776 179 335.
22. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Languedoc	société coopérative à personnel et capital variables, avenue de Montpel-liérét, Maurin, 34977 Lattes, France, enregistrée au RCS de Montpellier, France, sous le numéro 492 826 417.
23. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Morbihan	société coopérative à personnel et capital variables, avenue de Keranguen, 56956 Vannes, France, enregistrée au RCS de Vannes, France, sous le numéro 777 903 816.
24. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Nord Est	société coopérative à personnel et capital variables, 25, rue Libergier, 51088 Reims, France, enregistrée au RCS de Reims, France, sous le numéro 394 157 085.
25. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Nord de France	société coopérative à personnel et capital variables, 10, Avenue Foch, BP 369, 59020 Lille, France, enregistrée au RCS de Lille, France, sous le numéro 440 676 559.
26. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Normandie	société coopérative à personnel et capital variables, 15, esplanade Brillaud de Lajardière, 14050 Caen, France, enregistrée au RCS de Caen, France, sous le numéro 478 834 930.

27. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Normandie-Seine	société coopérative à personnel et capital variables, chemin de la Bre-tèque, 76230 Bois-Guillaume, France, enregistrée au RCS de Rouen, France, sous le numéro 433 786 738.
28. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Paris et d'Ile-de-France	société coopérative à personnel et capital variables, 26, quai de la Râ-pée, 75012 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris, France, sous le numéro 775 665 615.
29. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Provence Côte d'Azur	société coopérative à personnel et capital variables, Les Négadis, ave-nue Paul Arène, BP 78, 83300 Draguignan, France, enregistrée au RCS de Draguignan, France, sous le numéro 415 176 072.
30. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Nord Midi-Pyrénées	société coopérative à personnel et capital variables, 219, avenue Fran-çois Verdier, 81022 Albi, France, enregistrée au RCS d'Albi, France, sous le numéro 444 953 830.
31. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Pyrénées-Gascogne	société coopérative à personnel et capital variables, 11, boulevard du Président Kennedy, BP 329, 65003 Tarbes, France, enregistrée au RCS de Tarbes, France, sous le numéro 776 983 546.
32. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Réunion	société coopérative à personnel et capital variables, Parc Jean de Cam-biaire, Cite des Lauriers, 97462 Saint Denis, France, enregistrée au RCS de Saint-Denis, France, sous le numéro 312 617 046.
33. Caisse régionale de crédit agricole mutuel des Savoie	société coopérative à personnel et capital variables, PAE Les Glaisins, 4, avenue du Pré Félin, 74985 Annecy, France, enregistrée au RCS d'Annecy, France, sous le numéro 302 958 491,
34. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Sud Rhône-Alpes	société coopérative à personnel et capital variables, 15-17, rue Paul Claudel, BP 67, 38041 Grenoble, France, enregistrée au RCS de Gre-noble, France, sous le numéro 402 121 958.
35. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Toulouse 31	société coopérative à personnel et capital variables, 6-7, place Jeanne d'Arc, BP 40535, 31005 Toulouse, France, enregistrée au RCS de Gre-noble, France, sous le numéro 776 916 207.
36. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Touraine et du Poitou	société coopérative à personnel et capital variables, 6-18, rue Salvador Allende, BP 307, 86008 Poitiers, France, enregistrée au RCS de Poi-tiers, France, sous le numéro 399 780 097.
37. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Val de France	société coopérative à personnel et capital variables, 1, rue Daniel Boutet, 28000 Chartres, France, enregistrée au RCS de Chartres, France, sous le numéro 400 868 188.
38. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Corse	société coopérative à personnel et capital variables, 1, avenue Napoléon III, BP 308, 20193 Ajaccio, France, enregistrée au RCS d'Ajaccio, France, sous le numéro 782 989 206.
39. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Guadeloupe	société coopérative à personnel et capital variables, Petit Pérou, 97176 Les Abymes cedex, France, enregistrée au RCS de Pointe à Pitre, France, sous le numéro 314 560 772.

Les informations sur les conditions de l'offre fournies par les Caisses Régionales aux investisseurs sont valables pour la Période de Souscription des Obligations.

Toute nouvelle information concernant les Caisses Régionales inconnue au moment de l'approbation du Prospectus sera publiée sur le site Internet de l'Emetteur www.credit-agricole.com.

1.7. ORGANISMES FINANCIERS CHARGES DE RECUEILLIR LES SOUSCRIPTIONS

Les souscriptions des Obligations auprès du public, dans la limite du nombre des Obligations disponibles, seront reçues en France auprès des Caisses Régionales listées ci-dessus.

L'Émetteur versera aux Caisses Régionales une commission de 1,50 % du montant des Obligations placées par chacun d'eux, le 6 février 2018.

2. CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

2.1. NATURE, FORME ET DELIVRANCE DES OBLIGATIONS

Les Obligations sont des titres de créance (constituant des obligations au sens du droit français) entrant dans la catégorie des titres senior non préféré au sens de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier.

Les Obligations seront obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon les cas par :

- CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du porteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du porteur pour les titres au porteur.

CACEIS Corporate Trust a son siège social au 1-3, place Valhubert – 75013 Paris, France. Son établissement principal est situé 14, rue Rouget de Lisle – 92130 Issy les Moulineaux France.

Les Obligations seront inscrites en compte le 6 février 2018.

Euroclear France assurera la compensation des Obligations entre teneurs de comptes.

2.2. PRIX D'EMISSION

100 % de la Valeur Nominale Unitaire Initiale soit quinze mille (15 000) euros par Obligation payable en une seule fois à la Date de Règlement telle que ci-dessous définie.

2.3. DATE DE JOUISSANCE

6 février 2018.

2.4. DATE DE REGLEMENT

6 février 2018 (la « **Date de Règlement** » ou « **Date d'Émission** »).

2.5. INTERET /TAUX NOMINAL

Le taux nominal annuel est de 1,55 %.

Les Obligations rapporteront un intérêt trimestriel payable en une seule fois sur la base d'un taux d'intérêt trimestriel égal au taux nominal annuel divisé par 4, nonobstant le nombre de jours de la période considérée, soit 1,55 % divisé par 4, soit 0,3875 % du nominal.

Les dates de paiement des intérêts seront les 6 mai, 6 août, 6 novembre, et 6 février de chaque année (les "**Dates de Paiement d'Intérêts**"). Le premier terme d'intérêt sera payable le 6 mai 2018.

Convention de Jour Ouvré

Si une Date de Paiement d'Intérêts tombe un jour qui n'est pas un Jour Ouvré, elle sera repoussée au Jour Ouvré suivant. Jour Ouvré désigne tout jour où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (« TARGET 2 ») ou tout système qui lui succéderait, fonctionne.

Les intérêts cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Émetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date à laquelle ils sont dus respectivement.

2.6. AMORTISSEMENT, REMBOURSEMENT :

2.6.0 Définitions

Pour les besoins de cet article, ou lorsque ces définitions sont utilisées ailleurs dans ce Prospectus et qu'il ne leur est pas attribué de sens différent :

« **Autorité de Résolution Compétente** » signifie l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), le Conseil de Résolution Unique (CRU) désignés conformément au MRU et/ou toute autre autorité autorisée à mettre en œuvre ou à participer à la mise en œuvre de la procédure uniforme pour le rétablissement des établissements de crédit (telle que définie par le MRU), à tout moment (y compris le Conseil de l'Union Européenne ou la Commission Européenne lorsqu'ils agissent conformément à l'article 18 du MRU) ;

« **Cas de Remboursement Anticipé** » à la signification qui lui en est donné à l'article 2.6.2 ci-après ;

« **Date d'Échéance** » a la signification qui lui est donnée à l'article 2.6.1 ci-après ;

« **DRRB** » signifie la Directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ;

« **Droits de Compensation** » : signifie tous les droits d'un porteur d'Obligations à exercer ou à faire valoir la compensation quelle qu'en soit la forme (y compris la rétention ou le « netting ») et la technique (y compris par voie de demande reconventionnelle), totale ou partielle, résultant directement ou indirectement de ou liée aux Obligations ;

« **Évènement Fiscal** » a la signification qui lui est donnée à l'article 2.6.2.2 ci-après ;

« **Évènement de Disqualification MREL/TLAC** » signifie, qu'à tout moment, tout ou partie du montant nominal (capital) restant dû des Obligations n'est plus intégralement qualifié d'Instruments Éligibles MREL/TLAC et ce à condition (i) qu'un tel évènement n'était pas raisonnablement prévisible à la Date de Règlement et (ii) qu'un tel évènement n'ait pas été provoqué par le fait que la maturité restante des Obligations soit inférieure à la durée prescrite pour les rendre éligibles telles que cette durée est définie par les Règlementations MREL/TLAC Applicables ;

« **Instrument Éligible MREL/TLAC** » signifie un instrument qui est éligible à entrer dans le calcul du MREL de l'Émetteur et qui constitue un instrument éligible au TLAC (au sens du Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière) de l'Émetteur, et dans chaque cas, conformément aux Règlementations MREL/TLAC Applicables ;

« **Jour Ouvré** » désigne tout jour, autre qu'un samedi ou un dimanche, où les banques sont ouvertes à Paris et où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel « TARGET 2 » ou tout système qui lui succéderait, fonctionne ;

« **MREL** » fait référence au vocable anglais "*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*" (exigences minimale de fonds propres et d'engagements éligibles) définie par la DRRB, conformément à son Article 45 (tel que transposé en droit français au travers de l'article L.613-44 du Code monétaire et financier) et le règlement délégué de la Commission (UE) 2016/1450 du 23 mai 2016, ou toute autre exigences qui y succèderaient ou s'y substitueraient ;

« **Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique** » ou « **MRU** » signifie le Règlement (UE) 806/2014 adopté par le Parlement européen et le Conseil le 15 juillet 2014 établissant des règles uniformes et une procédure uniforme pour le rétablissement des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique ;

« **Règlementations MREL/TLAC Applicables** » signifie, à tout moment, les lois, règlementations, exigences, lignes directrices et politiques donnant effet (i) au MREL et (ii) aux principes définis dans le Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière ou tout autres principes qui leur succèderaient. Si les lois, règlementations exigences, lignes directrices ou politiques donnant effet aux principes décrites aux (i) et (ii) ci-dessus sont distinctes les unes des autres, alors, les termes de Règementations MREL/TLAC Applicables font référence à toutes ces lois, règlementations, exigences, lignes directrices ou politiques ;

« **Régulateur Compétent** » désigne la Banque Centrale Européenne et tout successeur ou remplaçant de celle-ci, ou toute autorité ayant la responsabilité principale de la surveillance prudentielle et de la supervision de l'Émetteur ;

« **TARGET** » signifie le système dénommé « *Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer* » (connu sous le nom de TARGET2 – en français « Système de transferts express automatisés transeuropéens à règlement brut en temps réel ») permettant de réaliser les règlements en temps réel ;

« **Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière** » signifie le document intitulé, en anglais, "*Principles on Loss-absorbing and Recapitalisation Capacity of G-SIBs in Resolution*" (en français : Principe sur la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des Groupes Bancaires d'Importance Systémique Mondiale) daté du 9 Novembre 2015 publié par le Conseil de la Stabilité Financière, tel que modifié à tout moment ;

« **TLAC** » (i.e. « *Total Loss Absorbing Capacity* » (Capacité Totale d'Absorption des Pertes)) signifie les exigences applicables aux Groupes Bancaires d'Importance Systémique Mondiale (comme le Groupe Crédit Agricole dont fait partie l'Émetteur) qui ont pour objectif de faire en sorte que les pertes sont supportées par les actionnaires et les créanciers de ces groupes bancaires plutôt que d'être supportés par les systèmes de soutien gouvernementaux et telles qu'elles sont définies dans le Term Sheet TLAC du Conseil de Stabilité Financière.

2.6.1. Amortissement normal

À moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, rachetées ou annulées, les Obligations seront remboursées en totalité le 6 février 2028 (la « **Date d'Échéance** ») ou le premier Jour Ouvré suivant ce jour si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 10 (dix) ans à compter de la date à laquelle il est dû.

2.6.2. Amortissement anticipé

En dehors des cas définis ci-dessous aux articles 2.6.2.1 et 2.6.2.2 (les « Cas de Remboursement Anticipé »), l'Émetteur ne peut pas procéder à un remboursement des Obligations avant la Date d'Échéance.

Les Cas de Remboursement Anticipés décrits ci-après ainsi que les Rachats décrits à l'article 2.6.2.3 ne peuvent être mis en œuvre que sous réserve que de telles opérations ne soient pas prohibées par les Règlements MREL/TLAC Applicables.

2.6.2.1. Remboursement optionnel en cas de survenance d'un Évènement de Disqualification MREL/TLAC

Dès la survenance d'un Évènement de Disqualification MREL/TLAC, l'Émetteur peut, à sa discrétion, à tout moment, à condition d'avoir fait parvenir un avis écrit aux porteurs en respectant un préavis d'au moins trente (30) jours calendaires et d'au plus quarante-cinq (45) jours calendaires (conformément au paragraphe 2.17 (Avis – Information des porteurs) (lequel avis sera irrévocable), procéder au remboursement, en totalité et non en partie, des Obligations à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement anticipé (exclue), sous réserve d'avoir obtenu le consentement préalable du Régulateur Compétent et/ou de l'Autorité de Résolution Compétente si un tel consentement était requis.

2.6.2.2. Remboursement optionnel en cas de survenance d'un Évènement Fiscal

Si, en raison d'une quelconque modification des lois et réglementations de la République Française ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ayant des pouvoirs en matière fiscale, ou d'une quelconque modification dans l'application ou l'interprétation officielle de la législation ou la réglementation de la République Française ou de toute autre modification du régime fiscal des Obligations, entrant en vigueur à ou après la Date de Règlement, le régime fiscal de tous paiements relatifs aux Obligations est modifié et que de telles modifications ont pour conséquences de réduire la part fiscalement déductible relative aux intérêts dus par l'Émetteur (une telle modification étant définie comme un « Évènement Fiscal »), l'Émetteur peut, à tout moment, à sa discrétion, , rembourser les Obligations en totalité, et non en partie, à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de remboursement (exclue), à condition (i) de faire parvenir un avis écrit aux porteurs en respectant un préavis d'au moins trente (30) jours calendaires et d'au plus quarante-cinq (45) jours calendaires (conformément au paragraphe 2.17 (Avis – Information des porteurs)) (lequel avis sera irrévocable) et (ii) que la date de remboursement faisant l'objet de la notification ne soit pas antérieure à la dernière date possible à laquelle l'Émetteur peut procéder au paiement considéré avec des intérêts déductibles au regard de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, sous réserve d'avoir obtenu le consentement préalable de Régulateur Compétent et/ou de l'Autorité de Résolution Compétente si un tel consentement était requis .

2.6.2.3. Rachats

L'Émetteur ou tout agent agissant en son nom et pour son compte, pourra à tout moment, procéder à des rachats des Obligations, à quelque prix que ce soit, en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offres publiques d'achat ou d'échange), conformément aux lois et règlements en vigueur (notamment les dispositions de l'article L213-0-1 du Code monétaire et financier) et sous réserve d'avoir obtenu le consentement préalable de Régulateur Compétent et/ou de l'Autorité de Résolution Compétente si un tel consentement était requis.

Toutes les Obligations rachetées par ou pour le compte de l'Émetteur pourront, au gré de l'Émetteur, être conservées ou annulées (cf. article 2.6.2.4 « Annulations ») conformément aux lois et règlements applicables.

2.6.2.4. Annulation

Les Obligations remboursées ou rachetées pour annulation conformément au paragraphe 2.6.2.3. (Rachats) ci-dessus seront annulées par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France. Les Obligations ainsi annulées ne pourront être réémises ou revendues et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Obligations.

2.6.2.5. Information relative au nombre d'Obligations rachetées et en circulation

L'information relative au nombre d'Obligations rachetées et au nombre d'Obligations restant en circulation sera publiée conformément aux dispositions légales et notamment de l'article 238-2-1 du Règlement Général de l'AMF et transmise à Euronext Paris pour l'information du public.

2.7. TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT A LA DATE DE REGLEMENT

1,56 % à la Date de Règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un porteur qui conserverait ses Obligations jusqu'à leur Date d'Échéance.

2.8. DUREE DE L'EMPRUNT

À moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, rachetées ou annulées dans les conditions de l'article 2.6.2 (*Amortissement anticipé*) ci-dessus, les Obligations auront une durée de vie de 10 (dix) ans à compter de la Date de Règlement.

2.9. ASSIMILATIONS ULTERIEURES

Au cas où l'Émetteur émettrait ultérieurement de nouvelles obligations jouissant à tous égards de droits identiques aux Obligations de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des obligations des émissions successives (y compris les Obligations) unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.10. RANG DE CREANCE

Le principal et les intérêts des Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et senior (chirographaire) venant au rang d'engagements senior non préférés de l'Émetteur au sens de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier (les « **Obligations Senior Non Préférées** ») et :

- I. venant au même rang entre elles et au même rang que tout autre Obligations Senior Non Préférée entrant dans la catégorie de titres définie à l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier existantes ou futures;
- II. venant à un rang supérieur à toutes les Obligations Subordonnées, existantes ou futures, de l'Émetteur ;
- III. venant à un rang inférieur aux Obligations Senior Préférées Senior Préférés existants ou futurs.

Par Obligations Subordonnées, il faut entendre tous les engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et subordonnés de l'Émetteur.

Par Obligations Senior Préférées, il faut entendre toutes les obligations ou autres instruments émis par l'Émetteur qui entrent, ou dont il est stipulé qu'ils entrent, dans la catégorie des obligations définies à l'article L613-30-3-I-3° du Code monétaire et financier, étant précisé que tous les instruments directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et non subordonnés émis par l'Émetteur avant la date d'entrée en vigueur de la Loi Sapin II (i.e. avant le 11 décembre 2016) sont des Obligations Senior Préférées.

Par Loi Sapin II, il faut entendre la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique entrée en vigueur le 11 décembre 2016 créant la catégorie nouvelle d'Obligations Senior Non Préférées par l'insertion des dispositions de l'article L613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier.

Sous réserve de toutes lois applicables, si un jugement ordonnant la liquidation judiciaire de l'Émetteur est rendu, l'obligation de paiement de l'Émetteur au titre du principal et des intérêts des Obligations interviendra après, seulement, le complet paiement des porteurs d'Obligations Senior Préférées et de toutes autres créances, présentes ou futures, bénéficiant d'un privilège par détermination de la loi ou ayant un rang prioritaire par rapport aux Obligations Senior Non Préférées, et sous réserve de ce complet paiement, les porteurs des Obligations seront payés en priorité aux prêts participatifs octroyés par ou qui seraient octroyés à l'Émetteur, aux titres participatifs émis ou qui seraient émis par l'Émetteur et aux porteurs des Obligations Subordonnées de l'Émetteur existants ou futurs.

Dans le cas d'un désintéressement partiel des porteurs des Obligations Senior Préférées, les engagements de l'Émetteur au regard du principal et des intérêts des Obligations prendront fin. Les porteurs seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires au bon accomplissement de toute procédure collective ou de liquidation volontaire liée aux demandes éventuellement formulées à l'encontre de l'Émetteur.

En cas de mise en résolution de l'Émetteur et de mise en œuvre, dans ce cadre, d'une mesure de renflouement interne, les Obligations pourraient être convertis en capital (fonds propres de base de catégorie 1) de l'Émetteur ou dépréciées, totalement ou partiellement, après les Obligations Subordonnées de l'Émetteur mais avant les Obligations Senior Préférés.

2.11. CAS DE DEFAULT

Aucun : les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements (et ce y compris en cas de mise en résolution de l'Émetteur). De ce fait, notamment, les porteurs des Obligations ne pourront pas se prévaloir d'un manquement, quel qu'il soit, de l'Émetteur au titre du présent Prospectus ou au titre de tout autre engagement qu'il aurait par ailleurs, pour demander un remboursement anticipé des Obligations.

Toutefois, si un jugement prononce la liquidation judiciaire de l'Émetteur ou si une liquidation de l'Émetteur intervient pour toute autre raison, les Obligations deviendront immédiatement remboursables en fonction de leur rang et dans les conditions définies ci-dessus.

2.12. RENONCIATION AUX DROITS DE COMPENSATION

Aucun porteur ne peut exercer ou se prévaloir, à quel que moment que ce soit, de quelconques Droits de Compensation du montant qui lui est dû par l'Émetteur au titre des Obligations avec de quelconques droits, créances ou engagements que l'Émetteur a ou pourrait avoir ou acquérir à l'encontre de chaque porteur, directement ou indirectement, et quelle qu'en soit la cause (y compris tous les droits,

créances ou engagements résultant de ou liés à tous contrats, tous instruments de quelles que sortes que ce soient, ou à toutes obligations non contractuelles et dans tous les cas, que ces droits, créances ou engagements découlent ou pas des Obligations) et chaque porteur est présumé avoir renoncé à tous les Droits de Compensation dans la mesure où la loi applicable à de tels droits, créances et engagements existants ou potentiels le permet.

Il est précisé que ce paragraphe 2.12 ne doit être pas être interprété comme la reconnaissance de l'existence d'un quelconque Droit de Compensation des porteurs.

Ainsi, les porteurs ne pourront pas se prévaloir, de quelle que manière que ce soit, de la possibilité de « compenser » les montants des éventuelles dettes qu'ils auraient envers l'Émetteur avec les montants qu'ils leur seraient dus par l'Émetteur au titre des Obligations.

2.13. GARANTIE

Le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

2.14. PRISE FERME

La présente émission ne fait pas l'objet d'une prise ferme.

2.15. NOTATION

Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.

A titre d'information, à la date du présent Prospectus, les notations concernant l'Émetteur et la dette de Crédit Agricole SA (hors subordonnées) sont les suivantes :

- Standard & Poor's Credit Market Services Europe Limited (« **Standard & Poor's** ») : A/perspective positive/A-1 concernant l'Émetteur ; A concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, A-1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins ; BBB+ concernant la dette senior non préférée non sécurisée de l'Émetteur ;
- Moody's Investors Service Limited (« **Moody's** ») : A1/ perspective stable/Prime-1 pour l'Émetteur, A1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, Prime-1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins, Baa2 concernant la dette senior non préférée non sécurisée de l'Émetteur ; et
- Fitch Rating Limited (« **Fitch** ») : A+/perspective stable/F1 concernant l'Émetteur, A+ concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an et F1 concernant la dette senior préférée non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins, A+ concernant la dette senior non préférée non sécurisée de l'Émetteur.

Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de conservation et peut faire l'objet d'une suspension, d'une baisse ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation concernée. Les notations peuvent être réexaminées à tout moment par les agences de notation. Les Investisseurs sont invités à consulter les sites web des agences de notations concernées afin d'accéder à leurs dernières notations (respectivement: <http://www.standardandpoors.com> , <http://www.moody.com>, and <http://www.fitchratings.com>).

2.16. REPRESENTATION DES PORTEURS D'OBLIGATIONS

Conformément à l'article L 228-46 et suivants du Code de commerce, les porteurs d'Obligations sont groupés en une masse (la « **Masse** ») jouissant de la personnalité civile.

En application de l'article L 228-47 du Code de commerce, sont désignés :

Représentant titulaire de la Masse des obligataires :

Le représentant titulaire de la Masse des obligataires est:

Aether Financial Services S.N.C.

36, rue de Monceau

75008 Paris

agency@aetherfs.com

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Émetteur, est de quatre cent (400) euros par an ; elle sera exigible pour la première fois à la Date de Règlement (au prorata de période jusqu'au 31 décembre 2018) puis le 1^{er} janvier de chaque année.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve, le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs d'Obligations.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs d'Obligations ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des Obligations. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

Représentant suppléant de la Masse des obligataires :

Le représentant suppléant de la Masse des obligataires est :

F&S Financial Services S.A.S.

8 rue du Mont Thabor

75001 Paris

programme-rmo@fs-financialservices.com

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle l'Émetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à l'Émetteur.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 400 (quatre cents) euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs d'Obligations, ces derniers seront réunis au siège social de l'Émetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Chaque porteur d'Obligations a le droit, pendant le délai de quinze (15) jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Émetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures d'obligations offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission d'Obligations et si les contrats d'émission le prévoient, l'ensemble des obligataires seront groupés en une Masse unique.

2.17. AVIS – INFORMATION DES PORTEURS

Les porteurs des Obligations seront informés par des avis publiés sur le site de l'Émetteur : www.credit-agricole.com et par des communiqués de presse.

2.18. FISCALITE

Tous les paiements afférents aux Obligations effectuées par ou pour le compte de l'Émetteur seront effectuées sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouvrés par ou pour le compte de toute juridiction, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit impérativement prescrit par la loi.

2.18.1. Echanges automatiques d'information à des fins fiscales

L'article 1649 AC du CGI prévoit que les teneurs de compte et tout autre institution financière mentionnent sur une déclaration annuelle les informations requises par la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et par les conventions conclues par la France permettant un échange automatique d'informations à des fins fiscales. Ces informations peuvent notamment concerner tout revenu mobilier, et en particulier les intérêts d'obligations.

. Les investisseurs sont invités à se renseigner, et le cas échéant à consulter leur conseil fiscal habituel, au sujet des conséquences de l'article 1649 AC du CGI sur leur investissement.

2.18.2. Fiscalité Française

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés françaises aux porteurs qui ne sont pas actionnaires de l'Émetteur et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition, de la détention et de la transmission des Obligations en matière d'imposition sur la fortune et de droits de succession et de donation ne sont pas abordées dans la présente note d'information.

Les non-résidents de France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

2.18.2.1 Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français

1) Personnes physiques détenant des Obligations dans leur patrimoine privé

a) Revenus

Les revenus des Obligations sont obligatoirement soumis à une imposition à un taux forfaitaire de 12,8%, ou sur option annuelle au barème progressif de l'impôt sur le revenu (article 200 A 2 du C.G.I.). L'option est à exercer lors du dépôt de la déclaration des revenus de cette année.

Lors de leur versement, les revenus des Obligations sont assujettis à un prélèvement de 12,8 %, obligatoire mais non libératoire, qui s'imputera sur l'impôt sur le revenu à payer l'année suivante. Peuvent être dispensés de ce prélèvement, sur demande, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 25.000 € (personnes célibataires, divorcées ou veuves) ou à 50.000 € (personnes soumises à une imposition commune).

En l'état actuel de la législation, s'ajoutent à l'impôt sur le revenu :

- (a) la contribution sociale généralisée de 9,9 % (articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.),
- (b) le prélèvement social de 4,5 % (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.),
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social (article L14-10-4 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,
- (d) le prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (article 1600-0 S du C.G.I.), fixé à 2 %,
- (e) à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 H et 1600-0 J du C.G.I.).

Les prélèvements sociaux sont prélevés à la source par l'établissement payeur français. Si les revenus sont soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif, une fraction de la CSG (6,8 %) est déductible de l'assiette de cet impôt l'année de son paiement (articles 154 quinquies II du C.G.I.).

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global du souscripteur. Toutefois, il est admis que cette perte en capital puisse s'imputer sur les intérêts afférents aux obligations versés la dernière année et qui n'entrent pas dans la définition de la prime de remboursement (BOFIP, BOI RPPM-RCM-20-10-20-20140211, n°390).

b) Plus-values

Les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des Obligations par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumises à une imposition à un taux forfaitaire de 12,8%, ou sur option annuelle au barème progressif de l'impôt sur le revenu (article 200 A 2 du C.G.I.), pour leur montant net, soit après imputation des moins-values le cas échéant constatées au cours de la même année ou des dix années précédentes, quel que soit le montant annuel des cessions des valeurs mobilières (et droits sociaux ou titres assimilés) effectuées par foyer fiscal.

Les plus-values sont également soumises aux prélèvements sociaux suivants, quel que soit le montant des cessions réalisées par le foyer fiscal l'année de la cession.

- (a) la contribution sociale généralisée de 9,9 % (articles L 136-6 et L 136-8 du C.S.S.),
- (b) le prélèvement social de 4,5 % (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.),
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,
- (d) le prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (article 1600-0 S du C.G.I.), fixé à 2 %,
- (e) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 G et 1600-0 J du C.G.I.),

Une fraction de la CSG (6,8 %) est déductible de l'assiette de cet impôt l'année de son paiement en cas d'option pour le barème progressif de l'IR (articles 154 quinquies II du C.G.I.).

En matière d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux, les moins-values de cession s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes quel que soit le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées par les membres du foyer fiscal l'année où la moins-value a été constatée.

2) Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun, hors entreprises d'assurances et de capitalisation, établissements de crédit et entreprises d'investissement)

a) Revenus

Les revenus courus de ces Obligations (intérêts et primes de remboursement) détenues par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Les intérêts sont imposés au titre de l'exercice au titre duquel ils sont courus.

Les primes de remboursement correspondent à la différence entre les sommes ou valeurs à recevoir, à l'exception des intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière, et celles versées lors de la souscription ou de l'acquisition (article 238 septies E I-1 du Code général des impôts).

En revanche, les intérêts non linéaires sont considérés comme des éléments constitutifs d'une prime de remboursement.

Si la prime est supérieure à 10 % de la valeur d'acquisition et le prix moyen à l'émission est inférieur ou égal à 90 % de la valeur de remboursement, la prime doit être imposée de manière étalée sur la durée de vie du produit comme suit :

Dans le cas général, la fraction de la prime et des intérêts (y compris les intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière) à rattacher aux résultats imposables de chaque exercice est calculée en appliquant au prix de souscription ou d'acquisition, majoré, le cas échéant, de la fraction de la prime et des intérêts capitalisés à la date anniversaire de l'emprunt ou du titre, le taux d'intérêt actuariel déterminé à la date de souscription ou d'acquisition. Le taux d'intérêt actuariel est le taux annuel qui, à la date de souscription ou d'acquisition, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir.

Si ces conditions ne sont pas satisfaites, la prime est imposable lors de son versement (ou au fur et à mesure du versement des intérêts si la prime est constituée d'intérêts).

Des modalités spécifiques de détermination et de rattachement de la prime de remboursement sont prévues s'agissant des titres « complexes », c'est-à-dire de ceux présentant des caractéristiques spécifiques quant à leurs modalités de remboursement ou de rémunération. Elles sont détaillées à l'article 238 septies E-II-3 du C.G.I.

Les intérêts des Obligations courus sur l'exercice et les primes de remboursement sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 33 1/3 %. Ce taux sera réduit à 31 % pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Pour les exercices ouverts du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019, le taux de 28% sera par ailleurs applicable à toutes les entreprises sur la fraction de leurs bénéfices n'excédant pas 500.000 €.

Enfin, le taux des résultat sera réduit à :

- 28% pour les exercice ouvert à compter de 2020
- 26,5% pour les exercice ouvert à compter de 2021
- Et 25% pour l'exercice ouvert à compter de 2022

Cette limite sera supprimée pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 pour les entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 1 Md €, puis pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises (article 11 de la loi n°2016-1917 de finances pour 2017).

Une contribution sociale de 3,3 % est en outre applicable en application des dispositions de l'article 235 ter ZC du C.G.I. : elle est assise sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période d'imposition de 12 mois. Sont toutefois exonérées de cette contribution les entreprises réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de moins de 7 630 000 euros et remplissant les conditions de détention du capital prévues à l'article 235 ter ZC du C.G.I.

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des Obligations sont prises en compte pour la détermination du résultat imposable.

Le montant du gain ou de la perte est égal à la différence entre le prix de cession diminué, le cas échéant, des fractions de primes de remboursement imposées, et le prix d'acquisition des Obligations. Le prix de cession et le prix de revient sont retenus « au pied du coupon ». La fraction des intérêts courus à la date de cession est retenue pour la détermination du résultat imposable, dans les conditions précisées ci-dessus.

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable.

3) Autres personnes physiques ou morales résidentes de France

Les résidents français autres que ceux visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal pour déterminer le régime fiscal qui leur est applicable.

2.18.2.2. Régime fiscal applicable aux non-résidents fiscaux français

a) Revenus

Les paiements d'intérêts et autres revenus effectués par l'Émetteur concernant les Obligations ne sont pas soumis à la retenue à la source de l'article 125 A III du C.G.I. à moins que ces paiements ne soient effectués hors de France dans un État ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du C.G.I. (un « État Non Coopératif »), auquel cas une retenue à la source de 75% sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables d'une convention fiscale applicable).

En outre, les intérêts et autres revenus sur ces Obligations ne sont plus, en application de l'article 238 A du C.G.I. déductibles des revenus imposables de l'Émetteur s'ils sont dus ou payés à des personnes établies ou domiciliées dans un État Non Coopératif ou payés sur un compte ouvert dans une institution financière située dans un État Non Coopératif. Sous certaines conditions, les intérêts et autres

revenus non déductibles peuvent être requalifiés de revenus réputés distribués en vertu des articles 109 et suivants du C.G.I., et être ainsi soumis à la retenue à la source de l'article 119 bis-2 du C.G.I., à un taux de 30% ou 75% (sous réserve des dispositions plus favorables d'une convention fiscale applicable).

Par dérogation à ce qui précède, ni la retenue à la source de l'article 125 A III du C.G.I., ni la non déductibilité des intérêts et autres revenus, ni la retenue à la source de l'article 119 bis-2 du C.G.I. qui résulte de cette non-déductibilité, sous réserve que ces intérêts et autres revenus correspondent à des opérations réelles et ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré, ne s'appliquera aux Obligations si l'Émetteur peut démontrer que l'émission des Obligations a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation de ces intérêts et autres revenus dans un État Non Coopératif (l'« Exception »). En vertu du commentaire publié par l'administration au BOFIP sous la référence BOI-RPPM-RCM-30-10-20-40-20140211 (n°60 et suivants), les Obligations Subordonnées peuvent bénéficier de l'Exception sans que l'Émetteur n'ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet de cette émission d'Obligations, si ces Obligations sont :

- I. offertes dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L. 411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un État autre qu'un État Non Coopératif. Une offre équivalente s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ;
- II. admises aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un État Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un État Non Coopératif ; ou
- III. admises, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier sous réserve que ce dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un État Non Coopératif.

Par conséquent, les intérêts et autres revenus servis sur les Obligations ne seront pas soumis à la retenue à la source de l'article 125 A III du C.G.I.

b) Plus-values

Sous réserve des dispositions des conventions internationales, en application des dispositions de l'article 244 bis C du C.G.I., les gains réalisés lors de la cession des Obligations par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du C.G.I. ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel seraient inscrits les titres) sont exonérés d'impôt en France.

3 ADMISSION SUR EURONEXT PARIS, NEGOCIATION

3.1 COTATION

Les Obligations feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris.

La date d'admission est le 6 février 2018 sous le numéro de code ISIN FR0013308426.

Par ailleurs, Crédit Agricole SA a signé avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) un contrat d'animation de marché sur ces Obligations.

CA-CIB (filiale dont 97,8 % du capital est détenu par Crédit Agricole S.A. et sa filiale Delfinances et 2,2 % sont détenus par Sacam Développement filiale des Caisses Régionales) a son siège social 12, place des États-Unis CS -750052, 92547 MONTRouGE.

3.2 RESTRICTIONS SUR LA LIBRE NEGOCIABILITE DES OBLIGATIONS

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des Obligations.

3.3 BOURSE DE COTATION

L'emprunt obligataire émis sur le marché français par l'Émetteur sera coté sur Euronext Paris. Sa cotation sera publiée sur Euronext Paris.

3.4 COTATION DES OBLIGATIONS DE MEME CATEGORIE SUR D'AUTRES MARCHES

Sans objet.

4 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

4.1 SERVICE FINANCIER

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des Obligations amorties) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur.

CACEIS Corporate Trust

Service Relations Investisseurs

14 rue Rouget de Lisle

92862 Issy-les-Moulineaux cedex 09

France

Tel : 01 57 78 34 44 – Fax : 01 49 08 05 80

E-mail : ct-contact@caceis.com

CACEIS Corporate Trust est une filiale à 85 % de Crédit Agricole SA et a son siège social à l'adresse indiquée ci-dessus.

4.2 TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE CONTESTATION

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

4.3 DROIT APPLICABLE

Les Obligations sont soumises au droit français.

4.4 BUT DE L'EMISSION

Le produit de la présente émission est destiné à renforcer les ressources moyen-long terme de l'Émetteur.

5 CONFLITS D'INTERET

Les Caisses Régionales qui commercialisent les Obligations en qualité de distributeurs sont également actionnaires de l'Émetteur au travers de la SAS La Boétie.

Par ailleurs, les sociétés Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) et CACEIS Corporate Trust, toutes deux filiales de l'Émetteur, agissent, respectivement, la première en qualité d'animateur de marché et la seconde, assure la centralisation du service financier de l'emprunt.

CHAPITRE III

EVENEMENTS RECENTS

Communiqué de Presse publié par l'Emetteur le 20/09/2017 :

Crédit Agricole S.A. annonce la réalisation de la cession d'une participation de 16,2% dans Banque Saudi Fransi à Kingdom Holding Company

Suite au communiqué de presse du 12 septembre 2017, Crédit Agricole S.A. annonce aujourd'hui la réalisation de la cession par sa filiale Crédit Agricole Corporate & Investment Bank S.A. («CACIB») d'une participation de 16,2% dans Banque Saudi Fransi («BSF») à Kingdom Holding Company («KHC»). Cette transaction a obtenu toutes les autorisations réglementaires.

Les termes et conditions de la transaction restent inchangés par rapport à ceux communiqués le 12 septembre 2017.

CACIB et J.P. Morgan ont agi en tant que conseils financiers. Clifford Chance et Abuhimed Al-Sheikh Al-Hagbani Law Firm («AS&H») en tant que conseils juridiques.

Communiqué de Presse publié par l'Emetteur le 20/12/2017 :

Suppression du dividende majoré

Crédit Agricole S.A. a mis en place depuis son Assemblée générale de 2011, un mécanisme de dividende majoré afin de récompenser la fidélité de ses actionnaires, conformément aux dispositions de l'article L.232-14 du Code de commerce* et à l'article 31 de ses statuts.

Dans le cadre de ses missions, l'Autorité Bancaire Européenne (EBA - European Banking Authority) a considéré que le paiement d'un dividende majoré par Crédit Agricole S.A. à ses actionnaires, constitue une "distribution préférentielle" non conforme au règlement Capital Requirements Regulation (CRR).

La Banque centrale européenne (BCE) confirme cette analyse et demande à Crédit Agricole S.A. de supprimer de ses statuts la clause de majoration du dividende d'ici septembre 2018.

Crédit Agricole S.A. mettra en oeuvre la demande de la BCE en proposant à l'Assemblée générale des actionnaires prévue le 16 mai 2018 la suppression de la clause statutaire de majoration du dividende. L'Assemblée générale des actionnaires sera précédée d'une assemblée spéciale réunissant les ayants droit au dividende majoré, qui sera convoquée pour le 4 avril 2018.

L'étude d'une mesure compensatoire pour les actionnaires ayants droit est en cours**.

*Seules 6% des actions ordinaires sont aujourd'hui éligibles au dividende majoré, qui a représenté un supplément de distribution de 10 millions d'euros l'an dernier

** Il est précisé que ne sont éligibles à la majoration du dividende au titre de l'exercice 2017 que les détenteurs d'actions Crédit Agricole S.A. inscrites au nominatif sans discontinuité depuis le 31/12/2015 et jusqu'au jour de paiement du dividende afférent à l'exercice 2017

Communiqué de Presse publié par l'Emetteur le 21/12/2017 :

Finalisation de l'acquisition de trois Caisses d'épargne italiennes

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Cariparma SpA annoncent que l'ensemble des conditions préalables à l'acquisition de participations de 95,3% dans le capital des Caisses d'épargne de Cesena (Cassa di Risparmio di Cesena SpA), de Rimini (Cassa di Risparmio di Rimini SpA) et de San Miniato (Cassa di Risparmio di San Miniato SpA) auprès de la section « Schéma Volontaire » du Fonds interbancaire de garantie des dépôts italien (le « Schema Volontario ») ayant été satisfaites, la transaction a été finalisée ce jour.

Préalablement à la conclusion de la transaction, le Schema Volontario a procédé au renforcement du capital des banques cibles de manière à aligner leur ratio CET1 sur les critères du Groupe Crédit Agricole ; des portefeuilles de créances douteuses totalisant environ 3 milliards d'euros de valeur brute ont été titrisés avec l'appui du fonds Italian Recovery Fund (Atlante II) ou cédés à des investisseurs privés et déconsolidés des bilans des trois banques. Crédit Agricole Cariparma a versé au Schema Volontario la somme de 130 millions d'euros pour l'acquisition de participations égales à 95,3% dans chacune des trois banques cibles.

La transaction a pu être conclue dans les termes et les délais envisagés dès l'origine grâce à la pleine et entière collaboration de l'ensemble des parties impliquées et en particulier des Autorités compétentes, notamment italiennes.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Cariparma SpA se réjouissent d'avoir eu l'opportunité de contribuer au renforcement du système bancaire italien et de s'atteler à la relance de l'activité des trois banques, au service de leurs territoires, de leurs clients et de leurs collaborateurs.

Conformément à ce qui avait été annoncé en avril 2017 dès l'ouverture des négociations, l'impact de l'opération sur les ratios CET1 non-phases de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole serait d'environ 10 points de base.

Communiqué de Presse publié par l'Emetteur le 22/12/2017 :

Niveaux de capital requis par la BCE inchangés pour le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. ont récemment été notifiés par la Banque Centrale Européenne (BCE) d'exigences de capital applicables suite aux résultats du Processus de revue et d'évaluation de supervision (« SREP »), confirmant les niveaux des exigences Pilier 2 existants.

Depuis l'avis rendu par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) le 18 décembre 2015, les exigences de capital au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 doivent être respectées avant que les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) puissent être alloués à l'exigence globale de coussin de fonds propres.

En conséquence, les institutions qui ne respecteront pas les exigences de capital minimum au titre du Pilier 2 (y compris toute surcharge systémique) feront l'objet, selon le cas, d'une limitation ou d'une interdiction de distribuer des dividendes, d'effectuer des paiements liés à des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 hybrides, de verser des rémunérations variables aux personnels identifiés. L'ABE a également recommandé que les exigences de capital au titre du Pilier 2 soient rendues publiques.

Le Groupe Crédit Agricole devra ainsi respecter un ratio CET1 consolidé minimum (incluant les exigences au titre du Pilier 1, du Pilier 2 et du coussin de conservation des fonds propres) d'au moins 7,875%, en phase transitoire (phased in), au 1er janvier 2018. En outre, le coussin applicable aux établissements d'importance systémique mondiale imposé par le Conseil de Stabilité Financière, qui s'applique en plus des exigences précitées, se traduira par une surcharge de 0,75% en phase transitoire (phased in), à compter du 1er janvier 2018, portant ainsi l'exigence minimale à cette date à 8,625%, et il est prévu qu'il soit porté à 1% en version non phasée (fully loaded) en 2019.

Dans ce contexte, le Groupe Crédit Agricole dispose de l'un des meilleurs niveaux de solvabilité parmi les banques européennes comparables, avec un ratio de capital CET1 consolidé s'élevant à 14,9% au 30 septembre 2017, calculé conformément aux dispositions transitoires de CRD IV pour 2017 (phased in), ce qui représente un coussin de 627 points de base au-dessus du niveau minimum de 8,625% applicable au 1er janvier 2018. Le ratio CET1 non phasé (fully loaded) s'élève également à 14,9% au 30 septembre 2017, ce qui représente un coussin de 540 points de base au-dessus du niveau minimum applicable en 2019 en version non phasé (fully loaded).

Crédit Agricole S.A. devra respecter un ratio CET1 consolidé minimum (qui inclut les exigences au titre du Pilier 1, du Pilier 2 et du coussin de conservation des fonds propres) de 7,875%, en phase transitoire (phased in), au 1er janvier 2018.

Aucun autre coussin de fonds propres ne sera applicable à Crédit Agricole S.A. En qualité d'organe central du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légal ainsi que de la flexibilité de circulation du capital interne au Groupe Crédit Agricole qui est très fortement capitalisé.

L'objectif de Crédit Agricole S.A. est de disposer de solides coussins au-dessus des exigences consolidées minimum de la BCE applicables à compter du 1er janvier 2018. Le ratio de capital CET1 consolidé de Crédit Agricole S.A. au 30 septembre 2017 était de 12,0% en application des dispositions transitoires de CRD IV pour 2017, ce qui le met déjà en parfaite conformité avec ces exigences. Crédit Agricole S.A. a pour objectif d'avoir un ratio CET1 consolidé non phasé (fully loaded) d'environ 11%, ce qui correspond à un coussin de 250 points de base au-dessus de l'exigence minimale non phasée (fully loaded) de 8,5% en 2019.

Communiqué de Presse publié par l'Emetteur le 26/12/2017 :

Crédit Agricole annonce l'acquisition de la participation de 15 % de Natixis dans sa filiale de services aux investisseurs CACEIS dont il détient désormais 100 % du capital

Crédit Agricole SA a finalisé l'acquisition de la participation de 15% détenue par Natixis dans CACEIS, dont il contrôle désormais 100% du capital.

Avec environ 2 600 milliards d'euros d'encours en conservation, 1 700 milliards d'euros d'encours administrés et une présence dans 9 pays européens, CACEIS est un des tout premiers acteurs de ce secteur en Europe.

Dans un contexte de marchés actions porteurs, CACEIS, déjà en forte croissance, attire de nouveaux clients en élargissant sa gamme de produits. L'opération permettra de renforcer les bénéfices de l'intégration de CACEIS au sein du pôle Grande clientèle du groupe Crédit Agricole S.A. La normalisation progressive attendue du contexte de taux devrait soutenir l'activité de cette filiale dans les années qui viennent.

Parallèlement à cette opération, CACEIS conforte sa place de partenaire de premier rang des groupes BPCE et Crédit Agricole, les deux premiers acteurs français dans le domaine de l'assurance et de la gestion d'actifs, en élargissant son partenariat dans les services financiers avec le groupe BPCE en France et au Luxembourg.

Cette opération sera relative sur les résultats du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. dès 2018 et aura un impact négatif de l'ordre de -10 pb sur le ratio CET1 non phasé du groupe Crédit Agricole S.A. et de -5 pb sur le ratio du Groupe Crédit Agricole.

CHAPITRE IV

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Philippe BRASSAC, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Fait à Montrouge, le 8 janvier 2018

Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

Philippe BRASSAC

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires

Ernst & Young et Autres

Société représentée par Olivier Durand

PricewaterhouseCoopers Audit

Société représentée par Anik Chaumartin

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléants

Picarle et Associés

Société représentée par Denis Picarle

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Pierre Coll

63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination **Barbier Frinault et Autres** par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

Ernst & Young et Autres est représenté par Olivier Durand à compter du 24 mai 2017.

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Anik Chaumartin

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012

1.4. RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Philippe BRASSAC, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

À DÉCOUPER ET À ADRESSER À :



CRÉDIT AGRICOLE S. A.
Service des Publications
12, place des États Unis - 92545 – Montrouge Cedex France

Nom* : **Prénom*** :

Adresse* :

Code Postal* :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148 , ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 1^{er} avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01, le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02, le 12 août 2016 sous le numéro D.16-0148-A03 et le 10 novembre 2016 sous le numéro D.16-0148-A04
- ☐ le communiqué de presse du 9 mars 2016 intitulé « Ambitions Stratégiques 2020 » présentant le plan à moyen terme 2016-2019 du Groupe Crédit Agricole
- ☐ le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2017 sous le numéro D.17-0197, ainsi que ses actualisations déposées le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0197-A01, le 12 mai 2017 sous le numéro D.17-0197-A02, le 10 août 2017 sous le numéro D.17-0197-A03 et le 10 novembre 2017 sous le numéro D.17-0197-A04.

** Les données à caractère personnel recueillies par Crédit Agricole S.A., responsable de traitement, sont nécessaires pour le traitement de votre demande de documentation et seront conservées pendant la durée nécessaire à la réalisation de cette finalité. Les données ne seront utilisées que par Crédit Agricole S.A. et ses sous-traitants et ne feront l'objet de communications extérieures que pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.*

Vous pouvez, à tout moment, accéder aux informations vous concernant, les faire rectifier, ou vous opposer pour motifs légitimes à leur traitement, en écrivant à l'adresse suivante : Service des relations avec les Investisseurs - 12, place des États Unis - 92545 – Montrouge Cedex France



***Société anonyme au capital de 8.538.313.578 euros
12, place des États-Unis, 92545 Montrouge Cedex, France
784608416 RCS Nanterre - APE 651 D***